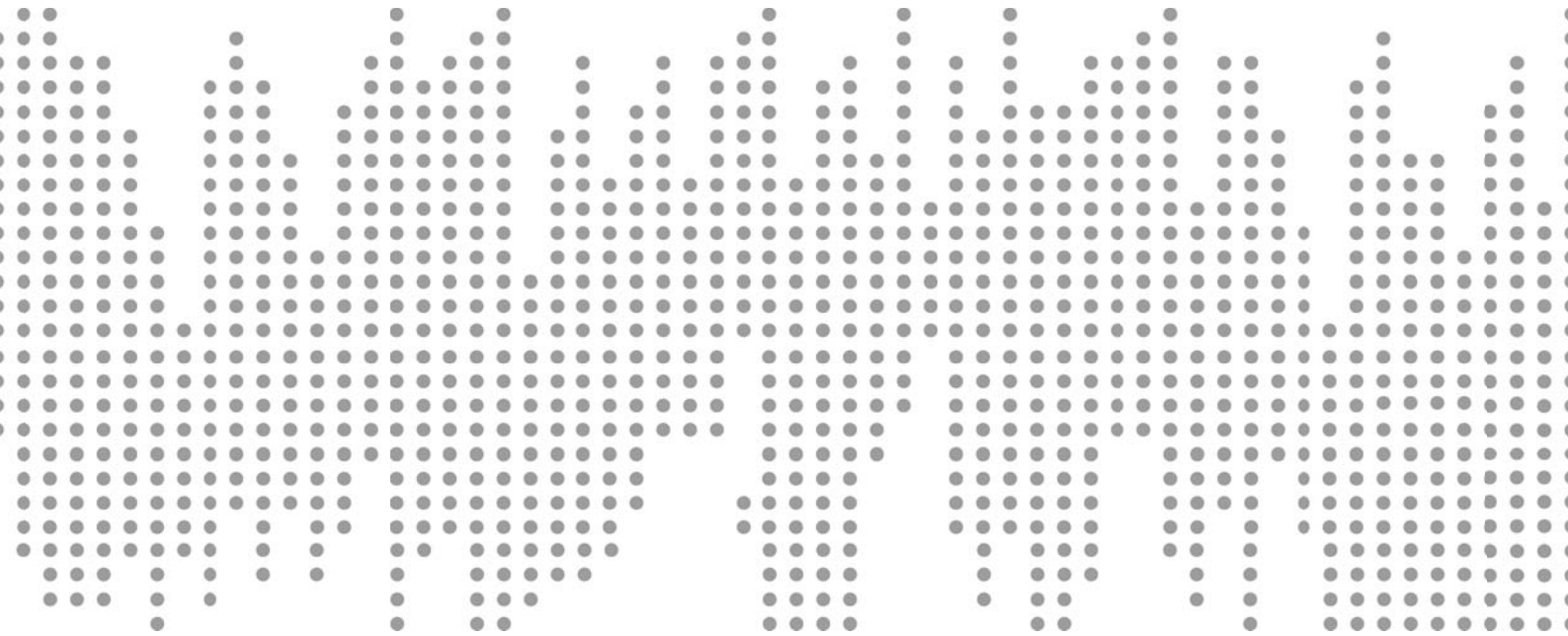




Institut des comptes nationaux

Comptes nationaux

Comptes des administrations publiques 2004



Contenu de la publication

Les comptes des administrations publiques de la Belgique sont élaborés d'après les définitions du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995).

Les comptes nationaux annuels de la Belgique sont publiés en trois parties. Une première publication paraît au mois d'avril suivant l'année de référence et présente une première estimation des principaux agrégats de la comptabilité nationale, établie sur la base des comptes trimestriels. Les comptes annuels de l'ensemble des secteurs institutionnels, y compris tous les tableaux relatifs aux administrations publiques, ainsi que l'analyse des différentes branches d'activité, paraissent dans une deuxième publication en octobre de l'année qui suit l'année de référence. Enfin en décembre, une troisième publication présente des informations complémentaires.

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations annuelles, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique. Une première estimation est diffusée à la fin du mois de mars sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques. La seconde estimation, diffusée normalement au mois de juin, présente les comptes complets des administrations publiques qui sont intégrés et repris dans la publication des comptes nationaux du mois d'octobre.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la révision occasionnelle 2005, l'ICN a préféré rapprocher le plus possible toutes les publications des données établies selon la nouvelle méthodologie et a choisi de postposer à la fin d'août la deuxième publication des comptes annuels des administrations publiques.

Cette publication présente les données relatives aux finances publiques pour la période allant de 1995 à 2004. Elle se compose d'un bref commentaire des évolutions les plus récentes, de précisions méthodologiques relatifs aux comptes des administrations publiques et d'une partie tableaux reprenant les données statistiques. En ce qui concerne cette dernière partie, le premier chapitre présente les recettes et les dépenses publiques selon un schéma élaboré au niveau européen. Le deuxième reprend les comptes des différents sous-secteurs des administrations publiques, tandis que le troisième donne le détail des différentes recettes fiscales et parafiscales par sous-secteur receveur. Enfin, le quatrième chapitre fournit une information sur les différentes prestations sociales à charge des administrations publiques.

Les comptes sont établis sur la base des données disponibles au 27 juillet 2005.

Avant-propos

Les comptes des administrations publiques sont établis selon le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 1995). Ce système représente la méthodologie de référence statistique pour l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne.

Les comptes des administrations publiques résultent d'une collaboration étroite entre la Banque Nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan. La confection de ces comptes n'est possible que grâce à la coopération de nombreuses administrations fédérales, communautaires et régionales qui participent à l'élaboration des données de base.

Cette publication couvre les dix dernières années, soit la période 1995-2004. Pour les besoins des utilisateurs de séries longues, les mêmes tableaux reprenant les données à partir de 1970 sont disponibles via Belgostat on-line sur le site Internet de la Banque Nationale de Belgique.

Comme annoncé dans la publication ICN «Comptes nationaux, Partie 2, Comptes détaillés et tableaux 1995-2003» d'octobre 2004, d'importantes modifications méthodologiques, parmi lesquelles certaines affectent les comptes des administrations publiques, sont apportées en 2005 dans les comptes nationaux. Cette publication est la première publication dans le cadre de la révision occasionnelle 2005 des comptes nationaux. En vue de grouper sur un minimum de temps les principales publications des comptes nationaux intégrant la révision 2005, le Conseil de l'ICN a décidé de reporter la publication des comptes des administrations publiques de fin juin à fin août, date limite pour la communication des données à Eurostat. La partie «Précisions méthodologiques relatifs aux comptes des administrations publiques» fournit des informations sur la nature des modifications méthodologiques et sur leurs conséquences sur le solde de financement des administrations publiques.

Lors de l'établissement des comptes publics, l'ICN est confronté au manque de qualité des données de base en ce qui concerne les pouvoirs locaux: les données sont incomplètes et disponibles trop tardivement. L'ICN a déjà insisté auprès des responsables politiques pour que des initiatives soient prises afin d'améliorer la situation. Des données de base adéquates et disponibles à temps pour les finances locales sont en effet importantes pour les statistiques macroéconomiques en général et pour les comptes nationaux en particulier. Il faut cependant constater qu'aucune amélioration substantielle ne peut être attendue à court terme. Les instances compétentes sont dès lors invitées à intensifier leurs efforts dans ce domaine.

Le Comité scientifique sur les comptes nationaux a approuvé les changements méthodologiques lors de sa réunion du 29 août 2005.

Le Président du Conseil d'administration
de l'Institut des comptes nationaux

Lambert Verjus

Bruxelles, août 2005

Table des matières

Avant-propos	3
Commentaire	9
Tableaux	13
1. Tableaux synoptiques	15
1.1 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement de l'ensemble des administrations publiques	16
1.2 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement du pouvoir fédéral	17
1.3 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des communautés et régions	18
1.4 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations locales	19
1.5 Recettes, dépenses et capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations de sécurité sociale	20
2. Comptes	21
2.1 Administrations publiques (S.13)	22
2.2 Pouvoir fédéral (S.1311)	29
2.3 Communautés et régions (S.1312)	36
2.4 Administrations locales (S.1313)	43
2.5 Administrations de sécurité sociale (S.1314)	50
3. Impôts et cotisations sociales effectives par type	57
3.1 Reçus par les administrations publiques (S.13)	58
3.2 Reçus par le pouvoir fédéral (S.1311)	63
3.3 Reçus par les communautés et régions (S.1312)	68
3.4 Reçus par les administrations locales (S.1313)	73
3.5 Reçus par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	78
3.6 Reçus par les institutions de l'Union européenne (S.212)	83
3.7 Prélèvements pour financer d'autres sous-secteurs	88
4. Détail des prestations sociales	89
4.1 Payées par les administrations publiques (S.13)	90

4.2	Payées par le pouvoir fédéral (S.1311)	91
4.3	Payées par les communautés et régions (S.1312)	92
4.4	Payées par les administrations locales (S.1313)	93
4.5	Payées par les administrations de sécurité sociale (S.1314)	94
Précisions méthodologiques relatifs aux comptes des administrations publiques		95
1.	Révision occasionnelle 2005: origine des révisions relatives aux comptes des administrations publiques	96
1.1	Adaptations demandées par la Commission de l'UE	96
1.2	Adaptations à l'initiative de l'ICN	97
2.	Révision occasionnelle 2005: aperçu des éléments ayant un impact sur les comptes des administrations publiques.	97
3.	Révision occasionnelle 2005: détail des éléments relatifs aux comptes des administrations publiques	99
3.1	La répartition des services d'intermédiation financière indirectement mesurés	99
3.2	Le traitement de la compensation pour le Royaume-Uni	100
3.3	La consommation de capital fixe	101
3.4	Les originaux	101
3.5	Les droits de douanes payés par les non résidents et l'effet de port	102
3.6	Changement de secteur des fonds de pension d'institutions appartenant au secteur des administrations publiques	103
3.7	Changement de secteur des sociétés régionales de transport public (SRWT, TEC, De Lijn et STIB)	103
3.8	Changement de secteur du «De Scheepvaart» (DS), du «Waterwegen en Zeekanaal» (WZ) et de «l'Office wallon des déchets»	105
3.9	Mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite	105
3.10	Compte des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	105
3.11	Changement de la classification de certains impôts	106
4.	Autres éléments méthodologiques	106
4.1	Notion de pression fiscale et parafiscale	106
4.2	Les finances des pouvoirs locaux	106
4.3	Modifications aux tableaux	108
4.3.1	Tableaux «1. Tableaux synoptiques»	108
4.3.2	Tableaux 2, 3 et 4	108
Publications de l'ICN et personnes de contact		111
1.	Comptes nationaux détaillés	111
2.	Comptes trimestriels et première estimation des agrégats annuels	111
3.	Comptes des administrations publiques	112
4.	Tableaux ressources-emplois	112
5.	Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages	112

6. Séries historiques	112
7. Personnes de contact	113
Remarque générale	115
Signes conventionnels	117

Commentaire

Pour l'ensemble des administrations publiques, le solde de financement de 2004 établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs présente un équilibre, alors qu'il présentait un surplus de 0,1 p.c. de PIB dans la version d'avril 2005. Cette différence s'explique par la révision des comptes des administrations locales.

Les dépenses primaires ont diminué de 1,3 p.c. du PIB et se sont élevées à 45,3 p.c. du PIB en 2004. Les charges d'intérêts ont, quant à elles, reculé de 0,6 p.c. du PIB. De leur côté, les recettes ont diminué de 1,9 p.c. du PIB et se sont établies à 50,2 p.c. du PIB.

La baisse des dépenses primaires est essentiellement imputable aux dépenses en capital (0,9 p.c. du PIB). Ces dernières avaient été temporairement gonflées en 2003 en raison des importantes aides à l'investissement pour la SNCB et du remboursement des cotisations obligatoires à charge des producteurs d'animaux suite au jugement du 21 octobre 2003 de la Cour européenne de Justice. En outre, la formation brute de capital fixe et les autres acquisitions nettes d'actifs non financiers ont été influencées par des ventes d'actifs immobiliers (bâtiments, réseau de câbles d'éclairage et terrains) plus importantes qu'en 2003, et qui, en application du SEC 1995, sont comptabilisées comme des dépenses négatives.

La réduction des charges d'intérêts s'explique par la diminution de la dette publique en pourcentage du PIB et du taux d'intérêt implicite.

La baisse des recettes est due entièrement à l'évolution des recettes non fiscales et non parafiscales, qui ont diminué de 2,1 p.c. du PIB. Les recettes de 2003 avaient bénéficié du versement par Belgacom d'une somme de 5 milliards d'euros, ou 1,9 p.c. du PIB, en contrepartie de la reprise par le pouvoir fédéral des obligations de cette entreprise en matière de retraite. Les recettes fiscales et parafiscales ont quant à elles augmenté de 0,2 p.c. du PIB. Des facteurs spécifiques expliquent pourquoi le total des recettes fiscales et parafiscales augmente en pourcentage du PIB en 2004 malgré de nouvelles mesures d'allègements des cotisations sociales. D'abord, il y a eu l'effet de la déclaration libératoire unique (496 millions d'euros ou 0,2 p.c. du PIB). Ensuite, certaines taxes indirectes (majoration des accises sur le tabac, introduction du système de cliquet pour les accises sur l'essence et le diesel, augmentation de la cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique) ont été augmentées. Par ailleurs, l'abaissement des taux en vigueur sur les droits de donations de biens mobiliers en Région flamande au 1er janvier 2004 a encouragé les transmissions de patrimoine sous la forme de donations, de sorte que les recettes se sont finalement accrues. Enfin, l'évolution des recettes fiscales et parafiscales entre 2003 et 2004 a été gonflée, à concurrence de 0,1 p.c. du PIB, par un facteur d'ordre statistique: le glissement entre TVA et ressource RNB consécutif à la comptabilisation harmonisée au niveau européen du financement de l'UE. Ce facteur a gonflé à la fois les recettes et les dépenses, sans aucun effet sur le solde de financement.

TABLEAU 1 DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

	2000	2001	2002	2003	2004
<i>En millions d'euros</i>					
Recettes totales	123.656	128.538	133.186	140.506	142.330
dont:					
Recettes fiscales et parafiscales	111.763	115.142	119.490	121.564	128.592
Dépenses totales	123.445	126.890	133.218	140.289	142.325
Dépenses primaires	106.842	110.182	117.820	125.670	128.579
dont:					
Rémunérations	29.039	30.326	32.518	33.734	34.684
Prestations sociales	53.737	56.524	59.727	63.236	66.702
Charges d'intérêts	16.604	16.708	15.398	14.619	13.746
Solde primaire	16.815	18.356	15.366	14.837	13.751
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	211	1.648	-32	217	5
<i>En pourcentages du PIB</i>					
Recettes totales	49,9	50,6	51,0	52,1	50,2
Dépenses totales	49,8	49,9	51,0	52,0	50,2
Dépenses primaires	43,1	43,4	45,1	46,6	45,3
Charges d'intérêts	6,7	6,6	5,9	5,4	4,8
Solde primaire	6,8	7,2	5,9	5,5	4,8
Solde de financement selon la procédure déficits excessifs	0,1	0,6	0,0	0,1	0,0

Les impôts indirects sont passés de 12,9 à 13,2 p.c. du PIB. Les impôts directs sont restés stables à 17,0 p.c. du PIB. Les cotisations sociales ont enregistré un recul: elles ont baissé de 0,4 p.c. du PIB, s'établissant à 14,3 p.c. du PIB en 2004. Cette dernière évolution est la conséquence de nouvelles mesures d'allègements des cotisations sociales ainsi que d'une diminution de la part de la masse salariale dans le PIB. Les impôts en capital ont progressé de 0,3 p.c. du PIB pour s'établir à 0,8 p.c. du PIB, conséquence de la déclaration libératoire unique et de la progression des droits sur les donations.

L'évolution du solde de financement de l'ensemble des administrations publiques est le résultat de développements différents selon les sous-secteurs.

TABLEAU 2 SOLDE DE FINANCEMENT DES SOUS-SECTEURS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES SELON LA PROCÉDURE DES DÉFICITS EXCESSIFS

	2000	2001	2002	2003	2004
<i>En millions d'euros</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-1.018	-2.089	-560	770	-414
Communautés et régions (S.1312)	610	1.953	-391	63	684
Administrations locales (S.1313)	-727	-69	-343	-31	-354
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	1.345	1.853	1.261	-584	88
Ensemble des administrations publiques (S.13)	211	1.648	-32	217	5
<i>En pourcentages du PIB</i>					
Pouvoir fédéral (S.1311)	-0,4	-0,8	-0,2	0,3	-0,1
Communautés et régions (S.1312)	0,2	0,8	-0,1	0,0	0,2
Administrations locales (S.1313)	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,1
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0,5	0,7	0,5	-0,2	0,0
Ensemble des administrations publiques (S.13)	0,1	0,6	0,0	0,1	0,0

Le surplus du Pouvoir fédéral s'est transformé en un déficit, passant de 770 millions à -414 millions d'euros, soit une détérioration de 0,4 p.c. du PIB. Cette dégradation est la conséquence du fait que le solde de 2003 avait été positivement influencé par le versement précité de Belgacom. Par ailleurs, les transferts à la sécurité sociale ont été majorés et les régions ont bénéficié d'un transfert d'environ 440 millions d'euros en compensation de la perte de la possibilité de recourir à des emprunts assortis d'avantages fiscaux pour le refinancement des emprunts que le FADELS gérait pour leur compte.

Le compte des Communautés et régions, en équilibre en 2003, s'est clôturé en 2004 par un surplus de 0,2 p.c. du PIB.

A l'inverse, l'équilibre enregistré en 2003 dans le compte des administrations locales, s'est transformé en un déficit de 0,1 p.c. du PIB. Les comptes de l'année 2004 ont été fortement influencés par la libéralisation des marchés de l'énergie. Les communes flamandes ont enregistré une perte significative de dividendes, qui n'a été que partiellement comblée par le produit de la taxe ELIA. Par ailleurs, certaines communes flamandes ont bénéficié de recettes résultant de la vente de leur réseau de câbles d'éclairage aux intercommunales tandis que les communes wallonnes perçoivent depuis 2004 une redevance pour occupation du domaine public par le réseau électrique.

Le déficit de 0,2 p.c. du PIB des administrations de sécurité sociale s'est transformé en un équilibre. Cette évolution s'explique par l'augmentation des transferts en provenance du Pouvoir fédéral.

Tableaux

1. Tableaux synoptiques

1.1 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	89.037,5	91.949,6	97.319,7	102.445,1	106.585,1	111.763,4	115.142,0	119.489,5	121.563,6	128.591,7
Impôts directs	33.766,0	34.475,9	37.087,6	39.738,2	40.311,9	42.969,3	44.762,3	45.817,5	45.814,4	48.324,1
Ménages	28.621,9	28.587,4	30.416,8	31.546,2	32.108,1	34.322,3	36.154,5	37.091,0	37.204,2	38.428,8
Sociétés	5.028,9	5.779,3	6.536,2	8.056,9	7.997,4	8.362,7	8.370,6	8.449,4	8.265,0	9.622,2
Autres secteurs	115,2	109,2	134,6	135,1	206,4	284,3	237,2	277,1	345,2	273,1
Impôts indirects	24.674,6	26.393,6	28.021,0	29.048,5	31.266,8	32.514,1	32.404,5	33.877,3	34.851,4	37.463,3
Cotisations sociales effectives	29.835,7	30.249,8	31.395,1	32.702,1	33.984,2	35.105,2	36.769,0	38.527,6	39.497,3	40.619,2
Impôts en capital	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1	1.400,5	2.185,1
Cotisations sociales imputées	4.218,1	4.440,9	4.670,3	4.878,5	5.025,3	5.269,8	5.566,5	5.922,7	6.045,8	6.251,1
Intérêts reçus	1.023,3	939,7	802,7	773,5	756,4	781,3	1.088,0	874,1	790,4	650,6
Autres revenus de la propriété	1.222,8	1.555,1	1.485,4	1.500,7	1.199,5	1.671,6	1.890,5	1.654,5	1.501,8	1.015,5
Transferts courants en provenance des autres secteurs	617,8	667,8	608,1	776,4	890,1	796,2	982,4	939,9	1.009,5	918,1
Ventes courantes de biens et services produits	2.654,8	2.779,2	2.906,2	3.106,4	3.232,0	3.276,9	3.650,1	4.164,0	4.375,5	4.606,8
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	92,4	86,0	474,7	50,1	437,3	97,1	218,3	141,1	5.219,6	295,8
Total Recettes	98.866,7	102.418,3	108.267,1	113.530,7	118.125,7	123.656,3	128.537,8	133.185,8	140.506,2	142.329,6
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	83.597,3	86.825,4	88.983,4	91.923,1	95.433,4	99.047,5	103.954,9	111.062,6	117.087,1	122.023,9
Rémunérations des salariés	24.721,7	25.228,4	26.082,2	26.836,0	28.031,9	29.038,8	30.326,2	32.517,9	33.734,1	34.683,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	6.451,7	6.897,8	7.166,8	7.471,9	7.778,8	8.196,0	8.586,7	9.969,8	10.202,6	10.540,6
Subventions aux entreprises	2.628,5	2.829,6	2.582,7	2.845,4	3.045,6	3.199,1	3.307,6	3.239,7	3.728,7	3.515,5
Prestations sociales	45.909,1	47.685,6	48.681,2	50.126,6	51.679,6	53.736,9	56.523,7	59.726,6	63.236,3	66.702,1
En espèces	33.641,6	34.550,4	35.540,0	36.427,1	37.107,2	38.170,4	39.761,0	42.318,0	44.302,9	46.104,4
En nature fournies par des producteurs marchands	12.267,5	13.135,2	13.141,2	13.699,5	14.572,4	15.566,5	16.762,7	17.408,6	18.933,4	20.597,7
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	2.153,4	1.980,7	2.237,6	2.226,0	2.245,7	2.245,1	2.391,1	2.520,5	2.764,1	2.837,7
Transferts courants aux entreprises	779,9	778,5	596,3	626,5	633,4	625,4	652,8	661,0	662,4	660,7
Transferts courants du reste du monde	953,0	1.424,8	1.636,6	1.790,7	2.018,4	2.006,2	2.166,8	2.427,1	2.758,9	3.083,4
Charges d'intérêts	18.440,5	17.884,4	17.034,0	16.905,5	16.332,4	16.708,6	16.846,8	15.531,2	14.747,3	13.998,7
Dépenses en capital	5.888,9	5.743,5	6.799,0	6.549,6	7.557,9	7.794,3	6.227,1	6.757,0	8.582,5	6.555,2
Formation brute de capital fixe	3.960,9	3.700,0	3.819,2	3.838,3	4.658,0	4.934,3	4.399,2	4.446,5	4.510,7	4.589,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-224,7	-228,5	-11,3	-189,1	30,1	1,2	-381,4	-130,1	38,5	-203,2
Transferts en capital aux autres secteurs	2.152,7	2.272,0	2.991,1	2.900,4	2.869,8	2.858,8	2.209,3	2.440,6	4.033,3	2.168,9
Total Dépenses	107.926,7	110.453,3	112.816,4	115.378,2	119.323,7	123.550,4	127.028,8	133.350,8	140.416,9	142.577,8
Epargne brute	-4.024,7	-3.207,8	959,1	3.695,8	4.900,4	6.628,2	6.311,5	5.183,8	2.051,7	3.826,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-9.060,0	-8.035,0	-4.549,3	-1.847,5	-1.198,0	105,9	1.509,0	-165,0	89,3	-248,2
Solde primaire	9.380,5	9.849,4	12.484,7	15.058,0	15.134,4	16.814,5	18.355,8	15.366,2	14.836,6	13.750,5
p.m. Capacité (+)/besoin de financement (-) selon la "Procédure déficit excessif"	-9.057,3	-7.959,6	-4.531,2	-1.761,8	-1.180,3	211,2	1.648,3	-31,9	217,2	4,7

1.2 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU POUVOIR FÉDÉRAL

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	53.272,5	55.218,8	58.473,8	62.040,5	64.408,1	68.717,8	69.656,7	69.195,4	69.647,5	74.806,4
Impôts directs	31.486,8	32.144,7	34.422,1	37.079,3	37.461,0	40.545,7	41.747,9	41.859,5	41.462,1	43.887,8
Ménages	26.464,1	26.374,6	27.972,2	29.117,5	29.471,7	32.080,8	33.322,9	33.337,8	33.051,2	34.218,5
Sociétés	4.907,5	5.660,9	6.315,3	7.826,7	7.782,9	8.180,6	8.187,8	8.244,6	8.065,7	9.396,2
Autres secteurs	115,2	109,2	134,6	135,1	206,4	284,3	237,2	277,1	345,2	273,1
Impôts indirects	20.490,5	21.798,2	22.692,9	23.594,7	25.545,7	26.717,9	26.450,9	25.863,0	26.318,3	28.491,4
Cotisations sociales effectives	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.812,9
Impôts en capital	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4	614,3
Cotisations sociales imputées	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.827,3	1.753,9	1.723,3
Intérêts reçus	653,2	602,9	535,2	492,9	464,1	527,5	744,1	592,6	577,6	445,9
Autres revenus de la propriété	370,1	575,7	489,9	446,0	71,2	548,3	749,7	570,4	451,7	223,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs	333,2	330,4	320,2	411,3	457,6	400,2	502,9	517,8	536,0	454,2
Ventes courantes de biens et services produits	386,5	400,0	444,3	499,5	533,6	533,3	800,0	841,0	917,6	973,7
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	287,2	333,7	195,5
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	2,3	13,7	398,9	9,1	17,0	14,6	158,0	67,8	5.017,1	164,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	1,7	5,7	4,0	3,5	6,0	6,1	176,0	4,4	3,2	3,2
Total Recettes	56.906,1	59.015,0	62.587,0	65.881,2	67.962,0	72.801,1	74.827,3	73.903,9	79.238,3	78.990,2
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	46.227,2	48.117,0	50.028,0	51.852,5	54.309,4	55.916,6	59.087,2	58.540,5	62.097,9	65.210,9
Rémunérations des salariés	5.932,6	5.876,3	6.086,8	6.233,3	6.517,3	6.659,7	6.916,1	7.000,5	7.166,8	7.124,8
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.775,5	1.830,9	1.799,6	1.864,9	1.936,5	2.196,0	2.273,4	2.341,2	2.329,2	2.352,8
Subventions aux entreprises	1.393,3	1.462,9	1.310,1	1.395,5	1.442,2	1.439,7	1.419,4	1.336,4	1.645,0	1.258,4
Prestations sociales	5.190,6	5.269,6	5.608,7	5.658,7	5.751,1	5.904,5	5.989,0	6.120,7	6.557,6	5.751,7
En espèces	4.162,2	4.166,0	4.531,8	4.605,8	4.660,4	4.798,5	4.843,8	4.981,1	5.297,1	5.617,8
En nature fournies par des producteurs marchands	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5	133,9
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	288,6	255,1	243,9	238,1	265,3	283,6	350,8	382,6	450,8	449,6
Transferts courants aux entreprises	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4	513,4
Transferts courants du reste du monde	928,2	1.413,8	1.593,0	1.729,6	1.958,8	1.951,1	2.113,3	2.351,3	2.682,1	3.005,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	8.992,8	9.195,4	9.114,9	9.393,8	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.375,5	12.309,6	12.502,3
Charges d'intérêts	16.928,2	16.496,7	15.750,6	15.764,8	15.241,2	15.634,6	15.745,5	14.642,3	13.740,1	13.037,2
Dépenses en capital	1.505,8	1.442,0	2.101,7	1.901,6	2.129,0	2.373,1	2.222,6	1.413,9	2.758,8	1.409,1
Formation brute de capital fixe	616,0	668,7	577,9	534,5	606,9	575,8	318,4	535,0	406,9	404,5
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-200,6	-211,5	10,3	-185,1	28,8	-0,2	-410,6	-156,9	17,7	-37,2
Transferts en capital aux autres secteurs	841,3	891,3	1.419,2	1.443,0	1.313,1	1.371,3	864,5	989,0	2.188,0	365,6
Transferts en capital aux autres administrations publiques	249,1	93,5	94,3	109,2	180,2	426,2	1.450,3	46,8	146,2	676,2
Total Dépenses	64.661,2	66.055,7	67.880,3	69.518,9	71.679,6	73.924,3	77.055,3	74.596,7	78.596,8	79.657,2
Epargne brute	-6.367,8	-5.711,2	-3.697,5	-1.861,1	-1.740,8	1.096,3	-472,9	565,3	-1.718,4	-39,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-7.755,1	-7.040,7	-5.293,3	-3.637,7	-3.717,6	-1.123,2	-2.228,0	-692,8	641,5	-667,0

1.3 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	1.989,3	2.265,4	2.405,8	2.626,4	2.791,4	2.925,5	3.056,7	5.477,5	5.973,0	6.436,6
Impôts directs	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.027,3
Ménages	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.027,3
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	1.320,7	1.495,7	1.675,8	1.758,2	1.873,8	1.863,4	1.901,2	3.449,1	3.642,0	3.809,0
Cotisations sociales effectives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,8	28,5	29,5
Impôts en capital	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5	1.302,1	1.570,8
Cotisations sociales imputées	1.743,8	1.921,8	2.051,4	2.195,7	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.088,9	3.262,1	3.464,6
Intérêts reçus	48,9	30,3	38,0	62,1	122,2	90,7	131,8	132,9	88,6	105,6
Autres revenus de la propriété	24,3	49,4	41,9	71,7	66,8	52,1	47,9	77,8	92,2	109,9
Transferts courants en provenance des autres secteurs	139,0	172,4	140,9	234,4	286,4	242,8	260,0	239,2	282,4	276,2
Ventes courantes de biens et services produits	1.252,6	1.289,4	1.360,9	1.441,3	1.476,7	1.500,0	1.580,3	1.964,6	2.021,4	2.124,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	2.090,3	2.256,2	2.397,8	2.576,3	2.637,8	2.855,0	3.093,4	3.359,4	3.589,3	3.724,7
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	5,3	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	29,2	20,3	25,8	22,1
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	126,1	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	134,5	491,0
Total Recettes	26.163,7	27.330,3	29.153,5	30.959,3	32.660,7	33.290,7	36.340,5	36.880,4	39.107,9	40.985,8
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	23.673,3	24.260,9	25.178,8	26.138,0	27.182,5	28.163,8	29.758,0	32.718,3	34.474,4	35.862,3
Rémunérations des salariés	10.860,3	11.177,1	11.614,2	12.044,9	12.605,2	13.098,4	13.774,2	14.771,1	15.347,2	16.039,9
Consommation intermédiaire et impôts payés	2.415,7	2.638,3	2.779,5	2.963,5	3.090,4	3.211,2	3.513,5	4.391,7	4.582,7	4.793,4
Subventions aux entreprises	862,5	946,7	845,4	916,4	852,5	877,4	811,6	845,4	893,0	910,8
Prestations sociales	2.895,4	3.109,0	3.329,3	3.475,2	3.796,9	4.140,1	4.556,4	5.192,9	5.446,7	5.909,1
En espèces	2.105,8	2.290,4	2.432,9	2.590,1	2.735,4	2.989,2	3.240,9	3.669,9	3.875,6	4.175,8
En nature fournies par des producteurs marchands	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.523,0	1.571,1	1.733,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	1.421,4	1.329,1	1.599,8	1.561,2	1.421,7	1.378,7	1.398,2	1.487,6	1.621,9	1.598,9
Transferts courants aux entreprises	48,7	48,3	45,9	50,0	56,6	60,9	77,2	83,6	82,9	85,4
Transferts courants au reste du monde	24,8	11,0	43,6	61,1	59,6	55,1	53,5	75,8	76,8	78,4
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.423,2	6.446,4
Charges d'intérêts	755,5	694,9	728,7	797,2	715,5	723,5	769,1	660,1	668,9	605,7
Dépenses en capital	3.399,1	3.193,4	3.516,8	3.328,5	3.841,5	3.793,0	3.860,1	3.892,6	3.901,6	3.833,6
Formation brute de capital fixe	1.666,6	1.463,0	1.614,3	1.619,1	1.875,1	1.820,3	2.009,9	2.104,4	1.978,3	2.062,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-9,0	-6,2	-8,8	1,6	3,7	8,2	-3,5	3,7	4,7	-184,8
Transferts en capital aux autres secteurs	1.260,3	1.273,2	1.440,1	1.252,3	1.394,6	1.344,9	1.216,2	1.291,6	1.449,3	1.454,7
Transferts en capital aux autres administrations publiques	481,2	463,4	471,2	455,5	568,1	619,6	637,5	492,9	469,3	501,3
Total Dépenses	27.827,9	28.149,2	29.424,3	30.263,7	31.739,5	32.680,3	34.387,2	37.271,0	39.044,9	40.301,6
Epargne brute	956,9	1.594,7	2.491,3	3.111,0	3.802,8	3.311,9	4.661,9	2.266,4	2.502,2	2.433,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-1.664,2	-818,9	-270,8	695,6	921,2	610,4	1.953,3	-390,6	63,0	684,2

1.4 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	4.416,0	4.621,2	4.885,6	4.810,1	5.143,2	4.741,5	5.307,7	5.857,6	6.322,8	6.407,4
Impôts directs	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.403,0	2.416,5
Ménages	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.403,0	2.416,5
Sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.899,8	3.970,9
Cotisations sociales effectives	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	22,8	21,8	20,2	20,0	20,0
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	840,9	860,7	890,1	924,0	908,2	912,1	955,9	991,3	1.013,8	1.046,4
Intérêts reçus	171,4	150,0	154,8	183,4	120,2	126,2	164,4	132,4	114,7	116,6
Autres revenus de la propriété	828,4	930,0	953,6	982,9	1.061,5	1.071,2	1.092,9	1.006,3	957,9	681,7
Transferts courants en provenance des autres secteurs	134,4	127,6	108,4	114,9	123,2	126,3	219,2	181,8	186,1	187,4
Ventes courantes de biens et services produits	953,5	1.026,2	1.042,6	1.105,4	1.154,5	1.177,6	1.196,2	1.302,3	1.375,6	1.445,1
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	5.882,0	5.795,9	5.704,3	5.883,4	6.207,0	6.459,1	6.842,6	7.511,0	8.273,9	8.619,4
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	84,8	67,7	66,5	24,0	45,2	45,8	31,1	53,0	149,9	109,6
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	579,7	494,1	501,7	481,1	578,1	911,8	574,0	506,2	480,1	514,7
Total Recettes	13.933,2	14.147,8	14.382,0	14.592,2	15.435,6	15.666,0	16.461,5	17.636,9	19.020,1	19.269,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	10.933,8	11.420,6	11.833,9	12.125,9	12.639,7	13.266,6	13.784,8	15.484,8	15.967,3	16.493,9
Rémunérations des salariés	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.966,9	8.331,5	8.635,6	9.680,2	10.103,8	10.346,0
Consommation intermédiaire et impôts payés	1.655,2	1.820,9	1.939,3	1.982,2	2.091,6	2.127,6	2.098,7	2.496,4	2.510,9	2.594,2
Subventions aux entreprises	273,1	302,8	297,2	331,2	333,8	333,1	436,3	450,3	443,0	443,0
Prestations sociales	1.541,2	1.605,7	1.644,5	1.642,3	1.676,5	1.866,7	1.939,4	2.121,9	2.181,2	2.313,7
En espèces	1.313,2	1.372,7	1.386,1	1.400,9	1.422,2	1.503,8	1.575,8	1.737,5	1.757,5	1.868,4
En nature fournies par des producteurs marchands	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	274,9	300,1	317,2	354,9	414,1	447,1	481,0	513,9	529,7	552,6
Transferts courants aux entreprises	26,2	31,7	33,3	36,3	41,1	44,1	56,0	60,7	60,1	61,9
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	137,8	161,4	138,6	182,5
Charges d'intérêts	775,3	733,6	612,5	470,8	494,9	526,8	653,1	587,9	670,9	697,1
Dépenses en capital	1.663,0	1.606,4	1.674,4	1.773,2	2.256,4	2.599,2	2.092,9	1.907,2	2.413,2	2.432,4
Formation brute de capital fixe	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.073,2
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	32,7	23,1	16,1	18,8
Transferts en capital aux autres secteurs	37,6	86,3	100,7	139,1	135,8	116,8	108,8	149,0	381,8	334,3
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	3,3	2,7	2,3	6,1
Total Dépenses	13.372,1	13.760,6	14.120,8	14.369,9	15.391,0	16.392,6	16.530,8	17.979,9	19.051,4	19.623,4
Epargne brute	1.559,6	1.431,8	1.367,4	1.490,4	1.677,7	915,0	1.418,5	1.005,0	1.751,9	1.454,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	561,1	387,2	261,2	222,3	44,6	-726,6	-69,3	-343,0	-31,3	-353,5

1.5 RECETTES, DÉPENSES ET CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes										
Recettes fiscales et parafiscales	29.359,7	29.844,2	31.554,5	32.968,1	34.242,4	35.378,6	37.120,9	38.959,0	39.620,3	40.941,3
Impôts directs	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	894,9	948,9	992,5
Ménages	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,6	766,5
Sociétés	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	844,8	977,8	991,3	1.192,0
Cotisations sociales effectives	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.429,7	32.693,7	33.761,1	35.422,8	37.086,3	37.680,1	38.756,8
Impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,8
Intérêts reçus	319,4	316,1	293,2	280,2	300,1	307,3	386,6	383,1	348,0	327,6
Autres revenus de la propriété	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants en provenance des autres secteurs	11,2	37,4	38,6	15,8	22,9	26,9	0,3	1,1	5,0	0,3
Ventes courantes de biens et services produits	62,2	63,6	58,4	60,2	67,2	66,0	73,6	56,1	60,9	63,9
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.762,0
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	19,8	0,0	0,0	26,8	0,0
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques	22,8	22,8	29,7	29,7	128,9	99,2	1.462,6	0,0	0,0	174,7
Total Recettes	38.081,1	39.105,1	40.875,2	42.375,9	44.530,4	45.806,8	48.884,4	50.371,9	51.556,9	56.166,9
Dépenses										
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	38.080,5	39.486,6	39.887,0	41.273,0	42.762,7	44.288,7	46.699,8	49.017,0	52.008,2	56.011,3
Rémunérations des salariés	874,4	919,8	883,6	908,5	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,3	1.173,2
Consommation intermédiaire et impôts payés	605,3	607,7	648,4	661,3	660,3	661,2	701,1	740,5	779,8	800,2
Subventions aux entreprises	99,6	117,2	130,0	202,3	417,1	548,9	640,3	607,6	747,7	903,3
Prestations sociales	36.281,9	37.701,3	38.098,7	39.350,4	40.455,1	41.825,6	44.038,9	46.291,1	49.050,8	52.727,6
En espèces	26.060,4	26.721,3	27.189,2	27.830,3	28.289,2	28.878,9	30.100,5	31.929,5	33.372,7	34.442,4
En nature fournies par des producteurs marchands	10.221,5	10.980,0	10.909,5	11.520,1	12.165,9	12.946,7	13.938,4	14.361,6	15.678,1	18.285,2
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	168,5	96,4	76,7	71,8	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	236,6
Transferts courants aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants aux autres administrations publiques	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9	170,4
Charges d'intérêts	151,1	118,8	160,7	117,8	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	3,8
Dépenses en capital	51,3	62,3	73,9	112,8	82,9	78,7	313,6	85,7	126,7	63,7
Formation brute de capital fixe	37,8	41,1	42,8	46,8	56,6	52,9	122,8	74,7	112,5	49,4
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital aux autres secteurs	13,5	21,2	31,1	66,0	26,3	25,8	19,8	11,0	14,2	14,3
Transferts en capital aux autres administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0	0,0
Total Dépenses	38.282,9	39.667,7	40.121,6	41.503,6	42.976,6	44.461,5	47.031,4	49.110,5	52.140,8	56.078,8
Epargne brute	-173,4	-523,1	797,9	955,5	1.160,7	1.305,0	704,0	1.347,1	-484,0	-22,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-201,8	-562,6	753,6	872,3	1.553,8	1.345,3	1.853,0	1.261,4	-583,9	88,1

2. Comptes

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	35.144,9	36.133,1	37.244,6	38.352,7	39.911,1	41.388,6	43.189,3	46.942,7	48.535,5	50.076,1
Production marchande (P.11)	1.061,3	1.115,7	1.140,5	1.210,8	1.262,7	1.248,5	1.478,5	1.772,5	1.850,9	1.927,7
Production pour usage final propre (P.12)	133,7	144,7	152,9	174,5	192,0	188,5	212,0	246,6	249,2	262,2
Autre production non marchande (P.13)	33.949,9	34.872,7	35.951,2	36.967,4	38.456,4	39.951,6	41.498,8	44.923,6	46.435,4	47.886,2
Paievements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	1.459,8	1.518,8	1.612,8	1.721,1	1.777,3	1.839,9	1.959,6	2.144,9	2.275,4	2.416,9
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	32.490,1	33.353,9	34.338,4	35.246,3	36.679,1	38.111,7	39.539,2	42.778,7	44.160,0	45.469,3
Total Ressources	35.144,9	36.133,1	37.244,6	38.352,7	39.911,1	41.388,6	43.189,3	46.942,7	48.535,5	50.076,1
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	6.432,2	6.875,0	7.133,6	7.436,2	7.738,6	8.147,3	8.532,0	9.920,1	10.097,7	10.512,5
Valeur ajoutée brute (B.1b)	28.712,7	29.258,1	30.111,0	30.916,5	32.172,5	33.241,3	34.657,3	37.022,6	38.437,8	39.563,6
Consommation de capital fixe (K.1)	3.977,6	4.010,2	4.018,0	4.064,0	4.104,8	4.216,1	4.324,0	4.480,5	4.678,6	4.818,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	24.735,1	25.247,9	26.093,0	26.852,5	28.067,7	29.025,2	30.333,3	32.542,1	33.759,2	34.745,6
Total Emplois	35.144,9	36.133,1	37.244,6	38.352,7	39.911,1	41.388,6	43.189,3	46.942,7	48.535,5	50.076,1
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	24.735,1	25.247,9	26.093,0	26.852,5	28.067,7	29.025,2	30.333,3	32.542,1	33.759,2	34.745,6
Total Ressources	24.735,1	25.247,9	26.093,0	26.852,5	28.067,7	29.025,2	30.333,3	32.542,1	33.759,2	34.745,6
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	24.721,7	25.228,4	26.082,2	26.836,0	28.031,9	29.038,8	30.326,2	32.517,9	33.734,1	34.683,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	17.891,7	18.072,7	18.571,2	19.007,3	19.930,3	20.643,8	21.642,7	23.150,1	23.979,0	24.684,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	6.830,0	7.155,7	7.511,0	7.828,7	8.101,6	8.395,0	8.683,5	9.367,8	9.755,1	9.999,6
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	2.611,9	2.714,8	2.840,7	2.950,2	3.076,3	3.125,2	3.117,0	3.445,1	3.709,3	3.748,5
A destination des administrations publiques	2.369,0	2.441,0	2.556,2	2.648,2	2.767,4	2.833,9	2.817,4	3.133,5	3.377,4	3.468,4
A destination des autres secteurs	242,9	273,8	284,5	302,0	308,9	291,3	299,6	311,6	331,9	280,1
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	4.218,1	4.440,9	4.670,3	4.878,5	5.025,3	5.269,8	5.566,5	5.922,7	6.045,8	6.251,1
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	13,4	19,5	10,8	16,5	35,8	-13,6	7,1	24,2	25,1	61,7
Total Emplois	24.735,1	25.247,9	26.093,0	26.852,5	28.067,7	29.025,2	30.333,3	32.542,1	33.759,2	34.745,6
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	13,4	19,5	10,8	16,5	35,8	-13,6	7,1	24,2	25,1	61,7
Impôts sur la production et les importations (D.2)	24.674,6	26.393,6	28.021,0	29.048,5	31.266,8	32.514,1	32.404,5	33.877,3	34.851,4	37.463,3
Impôts sur les produits (D.21)	20.752,3	22.214,8	23.495,3	24.453,6	26.496,8	27.775,5	27.497,5	28.867,2	29.495,0	32.142,4
Taxe du type TVA (D.211)	12.679,7	13.425,5	14.173,8	14.617,2	16.266,4	17.237,8	16.999,4	18.020,4	18.079,7	19.786,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	7.578,6	8.274,6	8.746,3	9.254,3	9.625,8	9.907,2	9.866,5	10.172,7	10.691,5	11.578,2
Autres impôts sur la production (D.29)	3.922,3	4.178,8	4.525,7	4.594,9	4.770,0	4.738,6	4.907,0	5.010,1	5.356,4	5.320,9
Subventions (D.3)	-2.628,5	-2.829,6	-2.582,7	-2.845,4	-3.045,6	-3.199,1	-3.307,6	-3.239,7	-3.728,7	-3.515,5
Subventions sur les produits (D.31)	-1.151,2	-1.267,1	-1.136,6	-1.239,4	-1.252,1	-1.270,3	-1.366,1	-1.332,3	-1.633,6	-1.169,1
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.151,2	-1.267,1	-1.136,6	-1.239,4	-1.252,1	-1.270,3	-1.366,1	-1.332,3	-1.633,6	-1.169,1
Autres subventions sur la production (D.39)	-1.477,3	-1.562,5	-1.446,1	-1.606,0	-1.793,5	-1.928,8	-1.941,5	-1.907,4	-2.095,1	-2.346,4
Revenus de la propriété (D.4)	2.415,7	2.654,4	2.506,6	2.519,3	2.206,1	2.723,3	3.317,4	2.895,5	2.630,7	2.011,2
Intérêts (D.41)	1.192,9	1.099,3	1.021,2	1.018,6	1.006,6	1.051,7	1.426,9	1.241,0	1.128,9	995,7
En provenance des administrations publiques	169,6	159,6	218,5	245,1	250,2	270,4	338,9	366,9	338,5	345,1
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	131,5	127,2	204,6	234,4	235,8	233,1	293,4	310,1	258,2	250,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	38,1	32,4	13,9	10,7	14,4	37,3	45,5	56,8	80,3	94,6
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.023,3	939,7	802,7	773,5	756,4	781,3	1.088,0	874,1	790,4	650,6
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	844,2	791,7	695,8	660,8	713,4	725,1	1.018,8	838,5	752,0	617,7
Revenus distribués des sociétés (D.42)	1.101,3	1.411,8	1.340,2	1.369,4	1.067,1	1.560,1	1.759,4	1.499,7	1.343,4	818,7
Dividendes (D.421)	1.054,9	1.332,8	1.266,5	1.332,8	1.013,2	1.521,4	1.720,7	1.457,1	1.307,6	782,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	46,4	79,0	73,7	36,6	53,9	38,7	38,7	42,6	35,8	36,7
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	10,0	10,3	8,6	10,2	10,4	10,6	14,7	15,3	14,3	14,7
Loyers (D.45)	111,5	133,0	136,6	121,1	122,0	100,9	116,4	139,5	144,1	182,1
Total Ressources	24.475,2	26.237,9	27.955,7	28.738,9	30.463,1	32.024,7	32.421,4	33.557,3	33.778,5	36.020,7
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	18.611,8	18.045,4	17.254,3	17.153,0	16.586,0	16.982,9	17.189,7	15.906,9	15.091,4	14.349,4
Intérêts (D.41)	18.610,1	18.044,0	17.252,5	17.150,6	16.582,6	16.979,0	17.185,7	15.898,1	15.085,8	14.343,8
Versés aux administrations publiques	169,6	159,6	218,5	245,1	250,2	270,4	338,9	366,9	338,5	345,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	32,9
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8	9,2
Versés aux administrations locales	14,2	10,8	47,4	77,5	54,2	67,7	56,3	34,7	51,0	51,3
Versés aux administrations de sécurité sociale	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	181,4	261,4	282,9	246,7	251,7
Versés aux autres secteurs	18.440,5	17.884,4	17.034,0	16.905,5	16.332,4	16.708,6	16.846,8	15.531,2	14.747,3	13.998,7
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	18.856,9	18.431,5	17.455,3	17.240,8	16.592,9	16.940,8	16.923,6	15.884,1	14.911,8	14.130,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	1,7	1,4	1,8	2,4	3,4	3,9	4,0	8,8	5,6	5,6
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	5.863,4	8.192,5	10.701,4	11.585,9	13.877,1	15.041,8	15.231,7	17.650,4	18.687,1	21.671,3
Total Emplois	24.475,2	26.237,9	27.955,7	28.738,9	30.463,1	32.024,7	32.421,4	33.557,3	33.778,5	36.020,7
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	5.863,4	8.192,5	10.701,4	11.585,9	13.877,1	15.041,8	15.231,7	17.650,4	18.687,1	21.671,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	33.786,0	34.475,9	37.087,6	39.738,2	40.311,9	42.969,3	44.762,3	45.817,5	45.814,4	48.324,1
Impôts sur le revenu (D.51)	32.858,5	33.341,3	35.779,4	38.430,3	38.861,9	41.606,1	43.345,6	44.047,4	44.069,3	46.484,3
En provenance des administrations publiques	19,6	22,8	33,2	35,7	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	28,1
En provenance des autres secteurs	32.838,9	33.318,5	35.746,2	38.394,6	38.821,7	41.557,4	43.291,0	43.997,7	43.964,4	46.456,2
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	4.879,8	5.629,8	6.258,7	7.760,0	7.702,4	8.088,9	8.091,5	8.141,6	7.961,8	9.245,4
En provenance des ménages	27.888,6	27.629,3	29.416,3	30.569,3	30.990,6	33.273,4	35.057,9	35.666,0	35.798,2	37.004,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	206,7
Autres impôts courants (D.59)	907,5	1.134,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.416,7	1.770,1	1.745,1	1.839,8
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	907,5	1.134,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.416,7	1.770,1	1.745,1	1.839,8
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	149,1	149,5	277,5	296,9	295,0	273,8	279,1	307,8	303,2	376,8

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des ménages	733,3	958,1	1.000,5	976,9	1.117,5	1.048,9	1.096,6	1.425,0	1.406,0	1.424,7
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	34.053,8	34.690,7	36.065,4	37.580,6	39.009,5	40.375,0	42.335,5	44.450,3	45.543,1	46.870,3
Cotisations sociales effectives (D.611)	29.835,7	30.249,8	31.395,1	32.702,1	33.984,2	35.105,2	36.769,0	38.527,6	39.497,3	40.619,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.886,3	20.744,3	21.124,3	22.052,5	23.109,3	23.747,3	24.167,5
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.886,3	20.744,3	21.124,3	22.052,5	23.109,3	23.747,3	24.167,5
A charge des administrations publiques	2.369,0	2.441,0	2.556,2	2.648,2	2.767,4	2.833,9	2.817,4	3.133,5	3.377,4	3.468,4
A charge des autres secteurs	15.567,1	15.729,8	16.456,8	17.238,1	17.977,0	18.290,3	19.235,1	19.975,8	20.369,9	20.699,1
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	9.210,0	9.315,7	9.548,7	9.920,3	10.315,7	10.941,4	11.576,6	12.118,2	12.341,5	12.902,8
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	9.203,3	9.306,5	9.538,5	9.912,1	10.310,3	10.936,0	11.569,7	12.113,6	12.339,6	12.899,3
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	3,5
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.689,6	2.763,1	2.833,3	2.895,5	2.924,2	3.039,5	3.139,9	3.300,1	3.408,5	3.548,9
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.644,0	2.716,3	2.786,6	2.847,8	2.875,0	2.990,7	3.092,1	3.252,7	3.360,4	3.500,8
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	4.218,1	4.440,9	4.670,3	4.878,5	5.025,3	5.269,8	5.566,5	5.922,7	6.045,8	6.251,1
Autres transferts courants (D.7)	35.935,3	37.127,5	38.552,4	40.242,7	42.351,0	43.384,4	46.357,3	45.637,9	48.470,2	52.472,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	49,1	51,6	49,4	57,7	59,2	75,2	95,8	96,0	106,8	110,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	35.317,5	36.459,7	37.944,3	39.466,3	41.460,9	42.588,2	45.374,9	44.698,0	47.460,7	51.554,5
Transferts de recettes fiscales	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	14.296,9	14.345,2	14.190,4	14.667,9	15.214,9	15.703,0	16.501,9	17.582,4	19.023,3	19.301,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	8.992,8	9.195,4	9.114,9	9.393,8	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.375,5	12.309,6	12.502,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.423,2	6.446,4
En provenance des administrations locales	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	137,8	161,4	138,6	182,5
En provenance des administrations de sécurité sociale	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9	170,4
Coopération internationale courante (D.74)	165,5	132,8	102,7	241,8	279,5	187,9	262,1	250,5	122,4	117,4
En provenance des états membres de l'Union européenne	58,1	9,5	0,0	120,5	132,1	92,8	160,0	184,7	0,0	56,9
En provenance des institutions de l'Union européenne	107,4	123,2	102,6	121,2	147,3	94,8	101,8	65,5	122,0	60,1
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Transferts courants divers (D.75)	403,2	483,4	456,0	476,9	551,4	533,1	624,5	593,4	780,3	690,7
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	403,2	483,4	456,0	476,9	551,4	533,1	624,5	593,4	780,3	690,7

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des sociétés non financières	42,1	118,8	103,3	97,0	118,0	107,1	117,6	94,9	107,8	106,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,2	2,4
En provenance des ménages	361,1	364,6	349,6	379,9	433,4	426,0	506,9	496,0	527,0	582,2
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	145,3	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	145,3	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	109.618,5	114.486,6	122.406,8	129.147,4	135.549,5	141.770,5	148.686,8	153.556,1	158.514,8	169.338,3
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	19,5	22,8	33,2	35,7	40,2	48,7	54,7	49,7	104,9	28,1
Impôts sur le revenu (D.51)	19,5	22,8	33,2	35,7	40,2	48,7	54,7	49,7	104,9	28,1
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	33.641,6	34.550,4	35.540,0	36.427,1	37.107,2	38.170,4	39.761,0	42.318,0	44.302,9	46.104,4
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	26.961,6	27.652,2	28.404,9	29.098,7	29.564,3	30.210,0	31.455,4	33.333,2	34.863,2	36.208,5
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	5,0	35,0	37,0	38,7
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	4.299,5	4.514,3	4.692,3	4.896,6	5.043,5	5.290,3	5.586,7	5.941,4	6.164,1	6.419,5
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	2.380,5	2.383,9	2.442,8	2.431,8	2.499,4	2.665,1	2.713,9	3.008,4	3.238,6	3.437,7
Autres transferts courants (D.7)	39.200,4	40.640,9	42.411,2	44.104,7	46.351,6	47.459,0	50.580,8	50.296,7	53.645,0	58.135,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	74,9	80,0	79,2	86,3	97,7	105,0	133,2	144,3	143,0	147,3
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	35.317,5	36.459,7	37.944,3	39.466,3	41.460,9	42.588,2	45.374,9	44.698,0	47.460,7	51.554,5
Transferts de recettes fiscales	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0
Aux administrations locales	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
Aux administrations de sécurité sociale	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	14.296,9	14.345,2	14.190,4	14.667,9	15.214,9	15.703,0	16.501,9	17.582,4	19.023,3	19.301,6
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	287,2	333,7	195,5
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	2.090,3	2.256,2	2.397,8	2.576,3	2.637,8	2.855,0	3.093,4	3.359,4	3.589,3	3.724,7
Aux administrations locales	5.882,0	5.795,9	5.704,3	5.883,4	6.207,0	6.459,1	6.842,6	7.511,0	8.273,9	8.619,4
Aux administrations de sécurité sociale	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.762,0
Coopération internationale courante (D.74)	433,9	494,5	475,8	501,6	530,7	575,8	552,7	579,0	654,1	651,7
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,7	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	67,9	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	61,4	37,1	48,3	66,7	87,7	73,9	31,5	59,1	87,0	92,6
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	372,5	456,7	427,3	434,9	442,9	501,9	521,2	519,9	499,2	559,1
Transferts courants divers (D.75)	3.374,1	3.606,7	3.911,9	4.050,5	4.262,3	4.190,0	4.520,0	4.875,4	5.387,2	5.782,4
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	3.374,1	3.606,7	3.911,9	4.050,5	4.262,3	4.190,0	4.520,0	4.875,4	5.387,2	5.782,4
Versés aux sociétés non financières	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4	513,4
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	377,6	259,4	243,3	246,5	360,2	370,6	459,5	470,1	510,5	630,4
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.772,4	1.718,5	1.990,7	1.974,7	1.878,7	1.868,6	1.926,8	2.040,5	2.252,5	2.206,9
Versés au reste du monde	519,1	930,3	1.160,8	1.289,1	1.487,7	1.430,4	1.614,1	1.848,1	2.104,8	2.431,7
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7	0,2	0,5
Versés aux institutions de l'Union européenne	519,1	858,6	1.017,2	1.112,4	1.319,2	1.241,1	1.417,6	1.621,5	1.905,7	2.222,8

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Dont quatrième ressource propre des Communautés	455,2	728,7	903,2	1.026,5	1.099,9	1.105,3	1.116,9	1.338,2	1.610,7	1.960,5
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	71,7	143,6	176,7	168,5	189,2	196,2	225,9	198,9	208,4
Revenu disponible (B.6n)	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Total Emplois	109.618,5	114.486,6	122.406,8	129.147,4	135.549,5	141.770,5	148.686,8	153.556,1	158.514,8	169.338,3
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Total Ressources	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	27.474,8	28.881,0	29.255,5	30.141,4	31.482,5	32.787,4	34.801,4	36.614,3	38.905,8	41.110,1
Prestations sociales en nature (D.631)	12.267,6	13.135,2	13.141,1	13.699,4	14.572,4	15.566,5	16.762,7	17.408,6	18.933,4	20.597,7
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.110,5	1.159,1	1.185,5	1.251,8	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7	1.544,0	1.685,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	9.111,0	9.820,9	9.724,0	10.268,3	10.907,7	11.652,4	12.591,0	12.957,9	14.134,1	16.599,3
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	9.111,0	9.820,9	9.724,0	10.268,3	10.907,7	11.652,4	12.591,0	12.957,9	14.134,1	16.599,3
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	2.046,0	2.155,2	2.231,7	2.179,4	2.406,5	2.619,8	2.824,3	3.047,0	3.255,3	2.312,5
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	2.046,0	2.155,2	2.231,7	2.179,4	2.406,5	2.619,8	2.824,3	3.047,0	3.255,3	2.312,5
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	15.207,2	15.745,8	16.114,4	16.442,0	16.910,1	17.220,9	18.038,7	19.205,7	19.972,4	20.512,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	9.282,2	10.391,5	15.166,9	18.438,5	20.568,0	23.305,0	23.488,9	24.277,4	21.556,2	23.959,8
Total Emplois	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Total Ressources	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	44.757,6	46.489,1	47.479,5	48.945,7	51.251,5	53.678,3	56.302,0	60.187,3	63.093,4	66.067,0
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	27.474,8	28.881,0	29.255,5	30.141,4	31.482,5	32.787,4	34.801,4	36.614,3	38.905,8	41.110,1
Dépenses de consommation collective (P.32)	17.282,8	17.608,1	18.224,0	18.804,3	19.769,0	20.890,9	21.500,6	23.573,0	24.187,6	24.956,9
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	1,7	1,4	1,8	2,4	3,4	2,0	0,8	1,1	-4,5	-5,2
Epargne (B.8n)	-8.002,3	-7.218,0	-3.058,9	-368,2	795,6	2.412,1	1.987,5	703,3	-2.626,9	-991,9
Total Emplois	36.757,0	39.272,5	44.422,4	48.579,9	52.050,5	56.092,4	58.290,3	60.891,7	60.462,0	65.069,9
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	9.282,2	10.391,5	15.166,9	18.438,5	20.568,0	23.305,0	23.488,9	24.277,4	21.556,2	23.959,8
Total Ressources	9.282,2	10.391,5	15.166,9	18.438,5	20.568,0	23.305,0	23.488,9	24.277,4	21.556,2	23.959,8
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	17.282,8	17.608,1	18.224,0	18.804,3	19.769,0	20.890,9	21.500,6	23.573,0	24.187,6	24.956,9
Consommation collective effective (P.42)	17.282,8	17.608,1	18.224,0	18.804,3	19.769,0	20.890,9	21.500,6	23.573,0	24.187,6	24.956,9
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	1,7	1,4	1,8	2,4	3,4	2,0	0,8	1,1	-4,5	-5,2
Epargne (B.8n)	-8.002,3	-7.218,0	-3.058,9	-368,2	795,6	2.412,1	1.987,5	703,3	-2.626,9	-991,9
Total Emplois	9.282,2	10.391,5	15.166,9	18.438,5	20.568,0	23.305,0	23.488,9	24.277,4	21.556,2	23.959,8
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Variations des passifs et de la valeur nette										
Epargne nette (B.8n)	-8.002,3	-7.218,0	-3.058,9	-368,2	795,6	2.412,1	1.987,5	703,3	-2.626,9	-991,9
Transferts en capital à recevoir (D.9)	1.583,9	1.476,9	1.858,5	1.572,9	2.211,4	2.321,6	3.686,6	1.950,6	7.237,9	3.664,5
Impôts en capital (D.91)	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1	1.400,5	2.185,1
Aides à l'investissement (D.92)	555,7	541,8	921,5	531,0	539,2	593,9	632,5	555,2	566,2	564,0
En provenance des administrations publiques	555,7	534,1	533,0	531,0	531,2	585,9	622,8	538,7	556,7	560,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	127,1	70,7	61,8	75,5	62,3	65,5	84,5	45,8	87,4	58,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	428,6	463,4	471,2	455,5	468,9	520,4	538,3	492,9	469,3	501,3
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	7,7	388,5	0,0	8,0	8,0	9,7	16,5	9,5	4,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	380,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	7,7	8,1	0,0	8,0	8,0	8,0	11,0	8,0	4,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	5,5	1,5	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	267,0	104,8	121,0	85,6	650,0	552,9	1.847,9	128,3	5.271,2	915,4
En provenance des administrations publiques	174,6	26,5	34,8	35,5	220,7	463,8	1.639,3	3,7	61,1	623,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	122,0	22,8	32,5	33,7	117,9	360,7	1.365,8	1,0	58,8	617,5
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	52,6	0,0	0,0	0,0	99,2	99,2	99,2	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	3,3	2,7	2,3	6,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	92,4	78,3	86,2	50,1	429,3	89,1	208,6	124,6	5.210,1	291,8
En provenance des sociétés non financières	79,3	52,9	52,8	30,4	405,3	43,1	182,7	100,5	5.189,2	266,6
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	13,0	22,8	29,0	17,3	18,8	14,9	21,4	17,2	17,0	23,4
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,1	2,6	4,4	2,4	5,2	11,3	4,5	6,9	3,9	1,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,1	2,6	4,4	2,4	5,2	11,3	4,5	6,9	3,9	1,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-2.883,0	-2.832,6	-3.558,9	-3.466,9	-3.621,7	-3.908,5	-4.471,4	-2.983,0	-4.651,1	-3.352,5
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-2.477,7	-2.479,7	-3.205,9	-2.577,8	-2.926,4	-3.074,0	-2.695,7	-2.853,8	-3.628,8	-2.242,6
Versées aux administrations publiques	-555,7	-534,1	-533,0	-531,0	-531,2	-585,9	-622,8	-538,7	-556,7	-560,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,7	-2,0	-1,7	-1,7	-2,4	-2,2	-1,7	-1,7	-0,9	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-46,4	-38,0	-32,4	-52,2	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8	-75,7	-45,7
Versées aux administrations locales	-507,6	-494,1	-498,9	-477,1	-489,9	-551,1	-571,6	-505,2	-480,1	-514,3
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.922,0	-1.945,6	-2.672,9	-2.046,8	-2.395,2	-2.488,1	-2.072,9	-2.315,1	-3.072,1	-1.682,6
Versées aux sociétés non financières	-1.485,2	-1.701,1	-2.416,7	-1.777,6	-2.079,7	-2.185,2	-1.778,2	-1.925,3	-2.687,4	-1.376,3
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-156,2	-111,9	-123,0	-116,3	-106,6	-108,1	-132,1	-155,2	-131,4	-125,8
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-22,5	-52,2	-47,6	-30,5	-41,2	-31,2	-36,3	-38,6	-42,8	-48,1
Versées au reste du monde	-258,1	-80,4	-85,6	-122,4	-167,7	-163,6	-126,3	-196,0	-210,5	-132,4
Versées aux états membres de l'Union européenne	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7
Versées aux institutions de l'Union européenne	-0,2	0,0	0,0	-38,0	-55,3	-25,7	-27,7	-99,9	-42,3	-28,1
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-254,4	-79,3	-73,1	-77,9	-77,8	-106,1	-95,1	-94,6	-142,2	-60,6
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-405,3	-352,9	-353,0	-889,1	-695,3	-834,5	-1.775,7	-129,2	-1.022,3	-1.109,9
Versés aux administrations publiques	-174,6	-26,5	-34,8	-35,5	-220,7	-463,8	-1.639,3	-3,7	-61,1	-623,6
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-174,3	-2,7	-2,3	-3,2

2.1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-58,8	-445,3
Versés aux administrations locales	-72,1	0,0	-2,8	-4,0	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0	0,0	-0,4
Versés aux administrations de sécurité sociale	-22,8	-22,8	-29,7	-29,7	-128,9	-99,2	-1.462,6	0,0	0,0	-174,7
Versés aux autres secteurs	-230,7	-326,4	-318,2	-853,6	-474,6	-370,7	-136,4	-125,5	-961,2	-486,3
Versés aux sociétés non financières	-122,2	-166,6	-108,1	-104,8	-197,7	-138,5	-74,6	-23,6	-850,5	38,2
Versés aux sociétés financières	-7,2	-59,2	-133,8	-661,0	-51,3	-49,6	-0,9	-24,1	-75,1	-299,9
Versés aux ménages	-6,9	-31,0	-27,5	-53,9	-221,5	-35,3	-43,4	-31,6	-27,8	-196,2
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-147,3	-17,5	-46,2	-7,8	-28,4
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-60,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-87,2	-17,5	-46,2	-7,8	-28,4
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-9.301,4	-8.573,7	-4.759,3	-2.262,2	-614,7	825,2	1.202,7	-329,1	-40,1	-679,9
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-9.301,4	-8.573,7	-4.759,3	-2.262,2	-614,7	825,2	1.202,7	-329,1	-40,1	-679,9
Total Variations des actifs	-9.301,4	-8.573,7	-4.759,3	-2.262,2	-614,7	825,2	1.202,7	-329,1	-40,1	-679,9
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-9.301,4	-8.573,7	-4.759,3	-2.262,2	-614,7	825,2	1.202,7	-329,1	-40,1	-679,9
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-9.301,4	-8.573,7	-4.759,3	-2.262,2	-614,7	825,2	1.202,7	-329,1	-40,1	-679,9
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	3.955,4	3.689,5	3.811,7	3.845,3	4.671,6	4.936,5	4.384,6	4.475,8	4.530,2	4.542,3
Formation brute de capital fixe (P.51)	3.960,9	3.700,0	3.819,2	3.838,3	4.658,0	4.934,3	4.399,2	4.446,5	4.510,7	4.589,5
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	3.843,8	3.571,9	3.685,7	3.687,0	4.490,2	4.770,7	4.212,8	4.231,4	4.288,1	4.361,4
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	3.942,6	3.632,0	3.782,7	3.747,2	4.559,7	4.838,2	4.644,2	4.504,5	4.589,3	5.049,3
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	4,2	8,9	0,1	0,5
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-98,8	-60,1	-97,0	-60,2	-69,6	-67,6	-435,6	-282,0	-301,3	-688,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	117,1	128,1	133,5	151,3	167,8	163,6	186,4	215,1	222,6	228,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	117,1	128,1	133,5	151,3	167,8	163,6	186,4	215,1	222,6	228,1
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-3.977,6	-4.010,2	-4.018,0	-4.064,0	-4.104,8	-4.216,1	-4.324,0	-4.480,5	-4.678,6	-4.818,0
Variation des stocks (P.52)	-5,5	-10,5	-7,5	7,0	13,6	2,2	-14,6	29,3	19,5	-47,2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-219,2	-218,0	-3,8	-196,1	16,5	-1,0	-366,8	-159,4	19,0	-156,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	3,9	5,1	-3,8	1,2	16,5	-1,0	83,4	-157,3	19,0	-156,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	-223,1	-223,1	0,0	-197,3	0,0	0,0	-450,2	-2,1	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-9.060,0	-8.035,0	-4.549,2	-1.847,4	-1.198,0	105,8	1.508,9	-165,0	89,3	-248,2
Total Variations des actifs	-9.301,4	-8.573,7	-4.759,3	-2.262,2	-614,7	825,2	1.202,7	-329,1	-40,1	-679,9

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	8.359,5	8.359,1	8.514,5	8.693,7	9.029,3	9.354,3	9.692,8	9.857,4	9.958,2	10.069,3
Production marchande (P.11)	186,6	186,0	190,1	210,3	225,7	192,1	391,4	403,1	428,4	450,7
Production pour usage final propre (P.12)	68,3	75,6	77,4	83,2	97,0	93,5	104,4	134,1	138,1	142,2
Autre production non marchande (P.13)	8.104,6	8.097,5	8.247,0	8.400,2	8.706,6	9.068,7	9.197,0	9.320,2	9.391,7	9.476,4
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	131,6	138,4	176,8	206,0	210,9	247,7	304,2	303,8	351,1	380,8
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	7.973,0	7.959,1	8.070,2	8.194,2	8.495,7	8.821,0	8.892,8	9.016,4	9.040,6	9.095,6
Total Ressources	8.359,5	8.359,1	8.514,5	8.693,7	9.029,3	9.354,3	9.692,8	9.857,4	9.958,2	10.069,3
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.775,5	1.829,5	1.792,4	1.849,5	1.915,6	2.166,2	2.240,0	2.311,3	2.241,4	2.342,2
Valeur ajoutée brute (B.1b)	6.584,0	6.529,6	6.722,1	6.844,2	7.113,7	7.188,1	7.452,8	7.546,1	7.716,8	7.727,1
Consommation de capital fixe (K.1)	638,0	633,8	624,6	594,3	560,7	542,1	529,6	521,4	524,9	540,6
Valeur ajoutée nette (B.1n)	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.249,9	6.553,0	6.646,0	6.923,2	7.024,7	7.191,9	7.186,5
Total Emplois	8.359,5	8.359,1	8.514,5	8.693,7	9.029,3	9.354,3	9.692,8	9.857,4	9.958,2	10.069,3
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.249,9	6.553,0	6.646,0	6.923,2	7.024,7	7.191,9	7.186,5
Total Ressources	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.249,9	6.553,0	6.646,0	6.923,2	7.024,7	7.191,9	7.186,5
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	5.932,6	5.876,3	6.086,8	6.233,3	6.517,3	6.659,7	6.916,1	7.000,5	7.166,8	7.124,8
Salaires et traitements bruts (D.11)	4.074,6	3.975,5	4.130,0	4.242,6	4.504,2	4.601,9	4.841,6	4.894,3	5.034,1	5.019,3
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.858,0	1.900,8	1.956,8	1.990,7	2.013,1	2.057,8	2.074,5	2.106,2	2.132,7	2.105,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	235,4	253,8	239,2	242,9	255,8	254,2	271,1	278,9	378,8	382,2
A destination des administrations publiques	235,4	253,8	239,2	242,9	255,8	254,2	271,1	278,9	378,8	382,2
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.827,3	1.753,9	1.723,3
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2	25,1	61,7
Total Emplois	5.946,0	5.895,8	6.097,5	6.249,9	6.553,0	6.646,0	6.923,2	7.024,7	7.191,9	7.186,5
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	13,4	19,5	10,7	16,6	35,7	-13,7	7,1	24,2	25,1	61,7
Impôts sur la production et les importations (D.2)	20.490,5	21.798,2	22.692,9	23.594,7	25.545,7	26.717,9	26.450,9	25.863,0	26.318,3	28.491,4
Impôts sur les produits (D.21)	19.899,9	21.240,3	22.031,0	22.947,6	24.880,2	26.076,4	25.778,8	25.620,3	25.991,6	28.201,2
Taxe du type TVA (D.211)	12.679,7	13.425,5	14.173,8	14.617,2	16.266,4	17.237,8	16.999,4	18.020,4	18.079,7	19.786,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	6.726,2	7.300,1	7.282,0	7.748,3	8.009,2	8.208,1	8.147,8	6.925,8	7.188,1	7.637,0
Autres impôts sur la production (D.29)	590,6	557,9	661,9	647,1	665,5	641,5	672,1	242,7	326,7	290,2
Subventions (D.3)	-1.393,3	-1.462,9	-1.310,1	-1.395,5	-1.442,2	-1.439,7	-1.419,4	-1.336,4	-1.645,0	-1.258,4
Subventions sur les produits (D.31)	-1.081,3	-1.185,0	-1.072,3	-1.158,0	-1.175,2	-1.189,5	-1.208,6	-1.182,0	-1.483,6	-1.019,1
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-1.081,3	-1.185,0	-1.072,3	-1.158,0	-1.175,2	-1.189,5	-1.208,6	-1.182,0	-1.483,6	-1.019,1

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Autres subventions sur la production (D.39)	-312,0	-277,9	-237,8	-237,5	-267,0	-250,2	-210,8	-154,4	-161,4	-239,3
Revenus de la propriété (D.4)	1.023,3	1.178,6	1.025,1	938,9	535,3	1.075,8	1.493,8	1.163,0	1.029,3	669,8
Intérêts (D.41)	653,2	602,9	535,2	492,9	464,1	527,5	744,1	592,6	577,6	445,9
En provenance des administrations publiques	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	32,9
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	32,9
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	615,1	570,5	521,3	482,2	452,7	511,0	732,2	574,7	559,6	413,0
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	544,8	514,3	474,5	442,7	429,3	467,6	703,1	563,3	548,6	405,9
Revenus distribués des sociétés (D.42)	369,7	572,3	488,2	443,9	69,7	546,8	747,9	569,0	449,9	222,1
Dividendes (D.421)	369,7	554,3	474,7	433,9	50,5	538,5	740,7	560,7	448,4	219,7
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	18,0	13,5	10,0	19,2	8,3	7,2	8,3	1,5	2,4
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,4	3,4	1,7	2,1	1,5	1,5	1,8	1,4	1,8	1,8
Total Ressources	20.133,9	21.533,4	22.418,6	23.154,7	24.674,5	26.340,3	26.532,4	25.713,8	25.727,7	27.964,5
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	16.928,2	16.496,7	15.750,6	15.764,8	15.241,2	15.634,6	15.745,5	14.642,3	13.740,1	13.037,2
Intérêts (D.41)	16.928,2	16.496,7	15.750,6	15.764,8	15.241,2	15.634,6	15.745,5	14.642,3	13.740,1	13.037,2
Versés aux administrations publiques	131,5	127,2	204,6	234,4	235,8	233,1	293,4	310,1	258,2	250,5
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8	9,2
Versés aux administrations locales	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	26,2	15,7	14,6
Versés aux administrations de sécurité sociale	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	167,0	233,1	252,5	219,7	226,7
Versés aux autres secteurs	16.796,7	16.369,5	15.546,0	15.530,4	15.005,4	15.401,5	15.452,1	14.332,2	13.481,9	12.786,7
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	16.908,1	16.512,1	15.598,9	15.577,3	15.033,2	15.425,5	15.459,7	14.410,2	13.496,8	12.794,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.205,7	5.036,7	6.668,0	7.389,9	9.433,3	10.705,7	10.786,9	11.071,5	11.987,6	14.927,3
Total Emplois	20.133,9	21.533,4	22.418,6	23.154,7	24.674,5	26.340,3	26.532,4	25.713,8	25.727,7	27.964,5
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	3.205,7	5.036,7	6.668,0	7.389,9	9.433,3	10.705,7	10.786,9	11.071,5	11.987,6	14.927,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	31.486,8	32.144,7	34.422,1	37.079,3	37.461,0	40.545,7	41.747,9	41.859,5	41.462,1	43.887,8
Impôts sur le revenu (D.51)	30.899,0	31.371,5	33.566,0	36.226,1	36.460,0	39.593,6	40.794,4	41.552,3	41.147,2	43.535,8
En provenance des administrations publiques	19,6	22,8	33,2	35,7	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	28,1
En provenance des autres secteurs	30.879,4	31.348,7	33.532,8	36.190,4	36.419,8	39.544,9	40.739,8	41.502,6	41.042,3	43.507,7
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	4.879,8	5.629,8	6.258,7	7.760,0	7.702,4	8.088,9	8.091,5	8.141,6	7.961,8	9.245,4
En provenance des ménages	25.929,1	25.659,5	27.202,9	28.365,1	28.588,7	31.260,9	32.506,7	33.170,9	32.876,1	34.055,6
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	206,7
Autres impôts courants (D.59)	587,8	773,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9	352,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	587,8	773,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9	352,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	27,7	31,1	56,6	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9	150,8
En provenance des ménages	535,0	715,1	769,3	752,4	883,0	819,9	816,2	166,9	175,1	162,9

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	2.803,3	2.829,8	2.973,4	3.001,9	3.029,5	3.124,9	3.127,8	3.216,6	3.522,6	3.536,2
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.812,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	601,3
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	601,3
A charge des administrations publiques	129,8	130,9	132,9	119,2	140,1	147,3	150,5	164,0	468,5	480,9
A charge des autres secteurs	97,9	76,3	142,1	148,3	140,1	149,6	124,5	142,2	142,7	120,4
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,1
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,1
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.622,6	1.647,0	1.717,6	1.747,8	1.757,3	1.803,6	1.803,4	1.827,3	1.753,9	1.723,3
Autres transferts courants (D.7)	597,2	551,2	523,3	641,9	704,7	649,9	739,4	805,0	869,7	649,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	287,2	333,7	195,5
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	264,0	220,8	203,1	230,6	247,1	249,7	236,5	287,2	333,7	195,5
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	210,2	186,3	167,4	164,0	135,7	117,8	111,5	139,0	210,6	54,1
En provenance des administrations locales	9,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4
En provenance des administrations de sécurité sociale	44,7	34,1	35,4	66,5	111,3	131,8	124,9	148,1	123,0	141,0
Coopération internationale courante (D.74)	97,3	48,3	49,6	146,8	175,7	123,0	187,4	209,9	34,0	66,6
En provenance des états membres de l'Union européenne	58,1	9,5	0,0	120,5	132,1	92,8	160,0	184,7	0,0	56,9
En provenance des institutions de l'Union européenne	39,2	38,7	49,5	26,2	43,5	29,9	27,1	24,9	33,6	9,3
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Transferts courants divers (D.75)	235,9	282,1	270,6	264,5	281,9	277,2	315,5	307,9	502,0	387,6
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	235,9	282,1	270,6	264,5	281,9	277,2	315,5	307,9	502,0	387,6
En provenance des sociétés non financières	42,1	99,0	90,9	92,0	105,6	107,1	117,6	94,1	103,1	106,1

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,2	2,4
En provenance des ménages	193,8	183,1	176,6	172,5	176,3	170,1	197,9	211,3	253,4	279,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	145,3	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	145,3	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	38.093,0	40.562,4	44.586,8	48.113,0	50.628,5	55.026,2	56.402,0	56.952,6	57.842,0	63.001,0
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	1,4	7,2	15,4	20,9	29,8	33,4	29,9	87,8	10,6
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	1,4	7,2	15,4	20,9	29,8	33,4	29,9	87,8	10,6
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	4.162,2	4.166,0	4.531,8	4.605,8	4.660,4	4.798,5	4.843,8	4.981,1	5.297,1	5.617,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	935,0	966,5	1.253,4	1.306,6	1.316,3	1.374,0	1.396,3	1.449,0	1.539,3	1.819,7
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.622,7	1.646,9	1.717,6	1.747,8	1.757,2	1.803,6	1.803,4	1.827,3	1.853,8	1.873,3
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	1.604,5	1.552,6	1.560,8	1.551,4	1.586,9	1.620,9	1.644,1	1.704,8	1.904,0	1.924,8
Autres transferts courants (D.7)	31.935,2	33.677,3	35.222,8	36.700,1	38.662,3	39.716,7	42.489,3	41.741,7	44.399,3	48.723,2
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	30.013,4	31.309,9	32.868,8	34.192,2	35.902,5	36.961,6	39.505,6	38.491,1	40.747,0	44.755,2
Transferts de recettes fiscales	21.020,6	22.114,5	23.753,9	24.798,4	26.246,0	26.885,2	28.873,0	27.115,6	28.437,4	32.252,9
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0
Aux administrations locales	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
Aux administrations de sécurité sociale	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	8.992,8	9.195,4	9.114,9	9.393,8	9.656,5	10.076,4	10.632,6	11.375,5	12.309,6	12.502,3
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1.990,6	2.152,4	2.293,3	2.446,7	2.522,2	2.738,6	2.955,7	3.198,1	3.450,8	3.542,6
Aux administrations locales	941,6	970,7	936,4	969,5	1.011,8	1.198,6	1.354,1	1.858,4	2.176,3	2.288,4
Aux administrations de sécurité sociale	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,0	6.682,5	6.671,3
Coopération internationale courante (D.74)	409,1	483,5	460,2	481,5	516,6	565,8	543,4	563,3	634,7	631,2
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,7	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	67,9	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	61,4	37,1	48,3	66,7	87,7	73,9	31,5	59,1	87,0	92,6
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	347,7	445,7	411,7	414,8	428,8	491,9	511,9	504,2	479,8	538,6
Transferts courants divers (D.75)	1.512,7	1.883,9	1.893,8	2.026,4	2.243,2	2.189,3	2.440,3	2.687,3	3.017,6	3.336,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.512,7	1.883,9	1.893,8	2.026,4	2.243,2	2.189,3	2.440,3	2.687,3	3.017,6	3.336,8
Versés aux sociétés non financières	705,0	698,5	517,1	540,2	535,7	520,4	519,6	516,7	519,4	513,4
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	79,6	22,2	17,6	12,4	22,7	30,5	46,3	58,5	67,5	102,5
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	209,0	232,9	226,3	225,7	242,6	253,1	304,5	324,1	383,3	347,1
Versés au reste du monde	519,1	930,3	1.132,8	1.248,1	1.442,2	1.385,3	1.569,9	1.788,0	2.047,4	2.373,8
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,7	0,2	0,5
Versés aux institutions de l'Union européenne	519,1	858,6	1.017,2	1.112,4	1.319,2	1.241,1	1.417,6	1.621,5	1.905,7	2.222,8
Dont: quatrième ressource propre des Communautés	455,2	728,7	903,2	1.026,5	1.099,9	1.105,3	1.116,9	1.338,2	1.610,7	1.960,5

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	71,7	115,6	135,7	123,0	144,1	152,0	165,8	141,5	150,5
Revenu disponible (B.6n)	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Total Emplois	38.093,0	40.562,4	44.586,8	48.113,0	50.628,5	55.026,2	56.402,0	56.952,6	57.842,0	63.001,0
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Total Ressources	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	1.062,8	1.159,8	1.164,4	1.135,6	1.172,3	1.178,3	1.221,7	1.258,9	1.382,4	288,7
Prestations sociales en nature (D.631)	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5	133,9
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5	133,9
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	1.028,4	1.103,6	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5	133,9
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	34,4	56,2	87,5	82,7	81,6	72,3	76,5	119,3	121,9	154,8
Revenu disponible ajusté (B.7n)	932,8	1.557,9	3.660,6	5.656,1	6.112,6	9.302,9	7.813,8	8.941,0	6.675,4	8.360,7
Total Emplois	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Total Ressources	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	9.001,4	9.062,7	9.147,1	9.247,1	9.586,4	9.927,0	10.038,0	10.156,0	10.301,1	9.229,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	1.062,8	1.159,8	1.164,4	1.135,6	1.172,3	1.178,3	1.221,7	1.258,9	1.382,4	288,7
Dépenses de consommation collective (P.32)	7.938,6	7.902,9	7.982,7	8.111,5	8.414,1	8.748,7	8.816,3	8.897,1	8.918,7	8.940,8
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-7.005,8	-6.345,0	-4.322,1	-2.455,4	-2.301,5	554,2	-1.002,5	43,9	-2.243,3	-580,1
Total Emplois	1.995,6	2.717,7	4.825,0	6.791,7	7.284,9	10.481,2	9.035,5	10.199,9	8.057,8	8.649,4
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	932,8	1.557,9	3.660,6	5.656,1	6.112,6	9.302,9	7.813,8	8.941,0	6.675,4	8.360,7
Total Ressources	932,8	1.557,9	3.660,6	5.656,1	6.112,6	9.302,9	7.813,8	8.941,0	6.675,4	8.360,7
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	7.938,6	7.902,9	7.982,7	8.111,5	8.414,1	8.748,7	8.816,3	8.897,1	8.918,7	8.940,8
Consommation collective effective (P.42)	7.938,6	7.902,9	7.982,7	8.111,5	8.414,1	8.748,7	8.816,3	8.897,1	8.918,7	8.940,8
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-7.005,8	-6.345,0	-4.322,1	-2.455,4	-2.301,5	554,2	-1.002,5	43,9	-2.243,3	-580,1
Total Emplois	932,8	1.557,9	3.660,6	5.656,1	6.112,6	9.302,9	7.813,8	8.941,0	6.675,4	8.360,7
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Epargne nette (B.8n)	-7.005,8	-6.345,0	-4.322,1	-2.455,4	-2.301,5	554,2	-1.002,5	43,9	-2.243,3	-580,1
Transferts en capital à recevoir (D.9)	118,5	112,5	505,9	125,0	152,2	153,6	467,5	155,8	5.118,7	781,6
Impôts en capital (D.91)	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4	614,3
Aides à l'investissement (D.92)	1,7	9,7	390,2	1,7	10,4	10,2	11,4	18,2	10,4	4,0
En provenance des administrations publiques	1,7	2,0	1,7	1,7	2,4	2,2	1,7	1,7	0,9	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	1,7	2,0	1,7	1,7	2,4	2,2	1,7	1,7	0,9	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	7,7	388,5	0,0	8,0	8,0	9,7	16,5	9,5	4,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	380,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	7,7	8,1	0,0	8,0	8,0	8,0	11,0	8,0	4,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	5,5	1,5	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	2,3	9,7	12,7	10,9	12,6	10,5	322,6	54,0	5.009,9	163,3
En provenance des administrations publiques	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	174,3	2,7	2,3	3,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	3,7	2,3	1,8	3,6	3,9	3,3	2,7	2,3	3,2
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	171,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	2,3	6,0	10,4	9,1	9,0	6,6	148,3	51,3	5.007,6	160,1
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,1	1,3	0,0	0,0	0,0	138,8	39,4	5.000,0	151,1
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	2,2	5,9	6,6	7,8	7,2	5,2	9,1	6,5	7,6	9,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,1	0,0	2,5	1,3	1,8	1,4	0,4	5,4	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,1	0,0	2,5	1,3	1,8	1,4	0,4	5,4	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.090,4	-984,8	-1.513,5	-1.552,2	-1.493,3	-1.797,5	-2.314,8	-1.035,8	-2.334,2	-1.041,8
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-751,2	-681,6	-1.263,3	-813,1	-984,5	-1.149,3	-840,2	-947,9	-1.610,5	-198,8
Versées aux administrations publiques	-127,1	-70,7	-61,8	-75,5	-62,3	-65,5	-84,5	-45,8	-87,4	-58,7
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-46,4	-38,0	-32,4	-52,2	-38,9	-32,6	-49,5	-31,8	-75,7	-45,7
Versées aux administrations locales	-80,7	-32,7	-29,4	-23,3	-23,4	-32,9	-35,0	-14,0	-11,7	-13,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-624,1	-610,9	-1.201,5	-737,6	-922,2	-1.083,8	-755,7	-902,1	-1.523,1	-140,1
Versées aux sociétés non financières	-369,4	-531,5	-1.128,3	-621,6	-789,0	-951,9	-632,8	-707,5	-1.338,5	-51,3
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Versées au reste du monde	-254,6	-79,3	-73,1	-115,9	-133,1	-131,8	-122,8	-194,5	-184,5	-88,7
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	-0,2	0,0	0,0	-38,0	-55,3	-25,7	-27,7	-99,9	-42,3	-28,1
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	-254,4	-79,3	-73,1	-77,9	-77,8	-106,1	-95,1	-94,6	-142,2	-60,6
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-339,2	-303,2	-250,2	-739,1	-508,8	-648,2	-1.474,6	-87,9	-723,7	-843,0
Versés aux administrations publiques	-122,0	-22,8	-32,5	-33,7	-117,9	-360,7	-1.365,8	-1,0	-58,8	-617,5
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	-79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-58,8	-442,4

2.2 POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux administrations locales	-19,5	0,0	-2,8	-4,0	-88,2	-360,7	-2,4	-1,0	0,0	-0,4
Versés aux administrations de sécurité sociale	-22,8	-22,8	-29,7	-29,7	-29,7	0,0	-1.363,4	0,0	0,0	-174,7
Versés aux autres secteurs	-217,2	-280,4	-217,7	-705,4	-390,9	-287,5	-108,8	-86,9	-664,9	-225,5
Versés aux sociétés non financières	-112,9	-149,7	-36,4	-73,1	-171,8	-109,7	-48,5	-14,3	-590,5	50,7
Versés aux sociétés financières	-7,2	-34,4	-109,0	-586,6	-1,7	0,0	-0,9	-6,1	-50,1	-53,4
Versés aux ménages	-2,7	-26,7	-23,5	-11,8	-213,3	-30,5	-41,9	-20,3	-16,5	-194,4
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-147,3	-17,5	-46,2	-7,8	-28,4
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-60,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	-94,4	-69,6	-48,8	-33,9	-4,1	-87,2	-17,5	-46,2	-7,8	-28,4
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-7.977,7	-7.217,3	-5.329,7	-3.882,6	-3.642,6	-1.089,7	-2.849,8	-836,1	541,2	-840,3
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-7.977,7	-7.217,3	-5.329,7	-3.882,6	-3.642,6	-1.089,7	-2.849,8	-836,1	541,2	-840,3
Total Variations des actifs	-7.977,7	-7.217,3	-5.329,7	-3.882,6	-3.642,6	-1.089,7	-2.849,8	-836,1	541,2	-840,3
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-7.977,7	-7.217,3	-5.329,7	-3.882,6	-3.642,6	-1.089,7	-2.849,8	-836,1	541,2	-840,3
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-7.977,7	-7.217,3	-5.329,7	-3.882,6	-3.642,6	-1.089,7	-2.849,8	-836,1	541,2	-840,3
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	619,5	664,4	579,2	539,9	616,8	569,8	307,3	560,6	421,7	362,1
Formation brute de capital fixe (P.51)	616,0	668,7	577,9	534,5	606,9	575,8	318,4	535,0	406,9	404,5
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	547,7	592,7	500,1	450,9	509,9	482,0	213,7	400,3	268,2	261,9
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	548,1	637,6	568,9	480,5	529,4	510,4	571,1	573,6	470,3	497,3
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	4,2	8,9	0,1	0,5
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-0,4	-44,9	-68,8	-29,6	-19,6	-28,5	-361,6	-182,2	-202,2	-235,9
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	68,3	76,0	77,8	83,6	97,0	93,8	104,7	134,7	138,7	142,6
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	68,3	76,0	77,8	83,6	97,0	93,8	104,7	134,7	138,7	142,6
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-638,0	-633,8	-624,6	-594,3	-560,7	-542,1	-529,6	-521,4	-524,9	-540,6
Variation des stocks (P.52)	3,5	-4,3	1,3	5,4	9,9	-6,0	-11,1	25,6	14,8	-42,4
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-204,1	-207,2	9,0	-190,5	18,9	5,8	-399,5	-182,5	2,9	5,2
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	19,0	15,9	9,0	6,8	18,9	5,8	50,7	-180,4	2,9	5,2
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	-223,1	-223,1	0,0	-197,3	0,0	0,0	-450,2	-2,1	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-7.755,1	-7.040,7	-5.293,3	-3.637,7	-3.717,6	-1.123,2	-2.228,0	-692,8	641,5	-667,0
Total Variations des actifs	-7.977,7	-7.217,3	-5.329,7	-3.882,6	-3.642,6	-1.089,7	-2.849,8	-836,1	541,2	-840,3

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	15.401,2	15.947,5	16.507,6	17.161,9	17.888,4	18.656,5	19.692,7	21.676,7	22.571,9	23.553,6
Production marchande (P.11)	375,5	384,1	399,3	384,7	398,2	392,6	405,7	628,1	641,5	676,7
Production pour usage final propre (P.12)	36,1	36,7	42,3	55,3	52,6	53,5	60,9	81,2	78,9	86,8
Autre production non marchande (P.13)	14.989,6	15.526,7	16.066,0	16.721,9	17.437,6	18.210,4	19.226,1	20.967,4	21.851,5	22.790,1
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	841,0	868,6	919,3	1.001,3	1.025,9	1.053,9	1.113,7	1.255,3	1.301,0	1.360,6
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	14.148,6	14.658,1	15.146,7	15.720,6	16.411,7	17.156,5	18.112,4	19.712,1	20.550,5	21.429,5
Total Ressources	15.401,2	15.947,5	16.507,6	17.161,9	17.888,4	18.656,5	19.692,7	21.676,7	22.571,9	23.553,6
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	2.405,7	2.629,1	2.765,5	2.953,4	3.082,4	3.203,9	3.503,9	4.382,1	4.575,8	4.786,1
Valeur ajoutée brute (B.1b)	12.995,5	13.318,4	13.742,1	14.208,5	14.806,0	15.452,6	16.188,8	17.294,6	17.996,1	18.767,5
Consommation de capital fixe (K.1)	2.135,2	2.141,3	2.127,8	2.163,6	2.200,8	2.354,1	2.414,6	2.523,5	2.648,9	2.727,6
Valeur ajoutée nette (B.1n)	10.860,3	11.177,1	11.614,3	12.044,9	12.605,2	13.098,5	13.774,2	14.771,1	15.347,2	16.039,9
Total Emplois	15.401,2	15.947,5	16.507,6	17.161,9	17.888,4	18.656,5	19.692,7	21.676,7	22.571,9	23.553,6
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	10.860,3	11.177,1	11.614,3	12.044,9	12.605,2	13.098,5	13.774,2	14.771,1	15.347,2	16.039,9
Total Ressources	10.860,3	11.177,1	11.614,3	12.044,9	12.605,2	13.098,5	13.774,2	14.771,1	15.347,2	16.039,9
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	10.860,3	11.177,1	11.614,2	12.044,9	12.605,2	13.098,4	13.774,2	14.771,1	15.347,2	16.039,9
Salaires et traitements bruts (D.11)	8.078,5	8.204,9	8.462,6	8.731,2	9.082,7	9.368,1	9.806,5	10.394,5	10.725,1	11.163,4
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	2.781,8	2.972,2	3.151,6	3.313,7	3.522,5	3.730,3	3.967,7	4.376,6	4.622,1	4.876,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.038,0	1.050,4	1.100,2	1.118,0	1.174,4	1.188,8	1.174,0	1.287,7	1.360,0	1.411,9
A destination des administrations publiques	1.036,3	1.048,3	1.097,1	1.115,0	1.169,7	1.183,6	1.168,4	1.281,0	1.352,9	1.404,6
A destination des autres secteurs	1,7	2,1	3,1	3,0	4,7	5,2	5,6	6,7	7,1	7,3
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	1.743,8	1.921,8	2.051,4	2.195,7	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.088,9	3.262,1	3.464,6
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	10.860,3	11.177,1	11.614,3	12.044,9	12.605,2	13.098,5	13.774,2	14.771,1	15.347,2	16.039,9
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.320,7	1.495,7	1.675,8	1.758,2	1.873,8	1.863,4	1.901,2	3.449,1	3.642,0	3.809,0
Impôts sur les produits (D.21)	584,8	675,5	803,1	847,7	947,9	945,1	974,0	2.431,9	2.613,1	2.797,6
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	584,8	675,5	803,1	847,7	947,9	945,1	974,0	2.431,9	2.613,1	2.797,6
Autres impôts sur la production (D.29)	735,9	820,2	872,7	910,5	925,9	918,3	927,2	1.017,2	1.028,9	1.011,4
Subventions (D.3)	-862,5	-946,7	-845,4	-916,4	-852,5	-877,4	-811,6	-845,4	-893,0	-910,8
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Autres subventions sur la production (D.39)	-862,5	-946,7	-845,4	-916,4	-852,5	-877,4	-811,6	-845,4	-893,0	-910,8
Revenus de la propriété (D.4)	73,2	79,7	79,9	133,8	189,0	142,8	179,7	210,7	180,8	215,5
Intérêts (D.41)	48,9	30,3	38,0	62,1	122,2	90,7	131,8	132,9	88,6	105,6
En provenance des administrations publiques	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8	9,2
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,4	0,0	2,1	0,6	4,2	4,8	9,3	31,4	22,8	9,2
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	48,5	30,3	35,9	61,5	118,0	85,9	122,5	101,5	65,8	96,4
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	41,4	26,8	35,3	60,9	117,5	85,3	116,9	97,5	62,7	93,0
Revenus distribués des sociétés (D.42)	2,5	14,9	6,2	38,5	34,2	24,4	18,5	35,8	52,6	74,0
Dividendes (D.421)	2,5	14,9	6,2	38,5	34,2	24,4	18,5	35,8	52,6	74,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	6,5	6,2	5,0	5,9	6,0	6,1	8,5	8,9	8,3	8,5
Loyers (D.45)	15,3	28,3	30,7	27,3	26,6	21,6	20,9	33,1	31,3	27,4
Total Ressources	531,4	628,7	910,4	975,6	1.210,3	1.128,9	1.269,3	2.814,4	2.929,8	3.113,7
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	755,5	694,9	728,7	797,2	715,5	723,5	769,1	666,6	672,5	609,3
Intérêts (D.41)	755,5	694,9	728,7	797,2	715,5	723,5	769,1	660,1	668,9	605,7
Versés aux administrations publiques	38,1	32,4	13,9	10,7	14,4	37,3	45,5	56,8	80,3	94,6
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	38,1	32,4	13,9	10,7	11,4	16,5	11,9	17,9	18,0	32,9
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	6,4	5,3	8,5	35,3	36,7
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	28,3	30,4	27,0	25,0
Versés aux autres secteurs	717,4	662,5	714,8	786,5	701,1	686,2	723,6	603,3	588,6	511,1
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	860,5	851,7	890,9	925,1	810,6	778,7	753,5	715,7	649,6	558,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,5	3,6	3,6
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	-224,1	-66,2	181,7	178,4	494,8	405,4	500,2	2.147,8	2.257,3	2.504,4
Total Emplois	531,4	628,7	910,4	975,6	1.210,3	1.128,9	1.269,3	2.814,4	2.929,8	3.113,7
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	-224,1	-66,2	181,7	178,4	494,8	405,4	500,2	2.147,8	2.257,3	2.504,4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.027,3
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.027,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.027,3
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.027,3

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	1.743,8	1.921,8	2.051,4	2.195,7	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.120,7	3.290,6	3.494,1
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,8	28,5	29,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	20,9
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	20,9
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	20,9
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	8,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	8,6
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	1.743,8	1.921,8	2.051,4	2.195,7	2.348,1	2.541,5	2.793,7	3.088,9	3.262,1	3.464,6
Autres transferts courants (D.7)	20.973,4	21.731,4	23.213,8	24.492,9	25.788,6	26.131,4	28.651,4	26.086,6	27.510,3	28.231,9
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	11,7	23,2	29,7	34,7	35,6	45,2	57,6	57,7	64,2	66,1
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	20.834,4	21.559,0	23.072,9	24.258,5	25.502,2	25.888,6	28.391,4	25.847,4	27.227,9	27.955,7
Transferts de recettes fiscales	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	2.090,3	2.256,2	2.397,8	2.576,3	2.637,8	2.855,0	3.093,4	3.359,4	3.589,3	3.724,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	1.990,6	2.152,4	2.293,3	2.446,7	2.522,2	2.738,6	2.955,7	3.198,1	3.450,8	3.542,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	99,7	103,8	104,5	129,6	115,6	116,4	137,7	161,3	138,5	182,1
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	68,2	84,5	53,1	95,0	103,8	64,9	74,7	40,6	88,4	50,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	68,2	84,5	53,1	95,0	103,8	64,9	74,7	40,6	88,4	50,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	59,1	64,7	58,1	104,7	147,0	132,7	127,7	140,9	129,8	159,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	59,1	64,7	58,1	104,7	147,0	132,7	127,7	140,9	129,8	159,3
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	59,1	64,7	58,1	104,7	147,0	132,7	127,7	140,9	129,8	159,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	22.515,0	23.619,5	25.463,9	26.891,3	28.656,1	29.098,5	32.028,1	32.168,2	34.058,6	35.257,7
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	10,0	9,2	14,0	10,1	8,0	7,3	9,6	9,6	6,9	7,3
Impôts sur le revenu (D.51)	10,0	9,2	14,0	10,1	8,0	7,3	9,6	9,6	6,9	7,3
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	2.105,8	2.290,4	2.432,9	2.590,1	2.735,4	2.989,2	3.240,9	3.669,9	3.875,6	4.175,8
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,6	31,4	33,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	1.743,8	1.921,8	2.051,4	2.195,6	2.348,1	2.541,6	2.793,7	3.088,9	3.262,1	3.464,6
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	362,0	368,6	381,5	394,5	387,3	447,6	447,2	551,4	582,1	678,2
Autres transferts courants (D.7)	6.839,4	6.389,8	6.610,4	6.738,0	6.837,5	6.836,7	7.102,3	7.508,5	8.204,1	8.209,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	48,7	48,3	45,9	50,0	56,6	60,9	77,2	83,6	82,9	85,4
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.423,2	6.446,4
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.144,5	5.001,4	4.921,1	5.065,7	5.299,6	5.342,0	5.573,4	5.870,2	6.423,2	6.446,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	210,2	186,3	167,4	164,0	135,7	117,8	111,5	139,0	210,6	54,1
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	4.934,3	4.815,1	4.753,7	4.901,7	5.163,4	5.224,2	5.455,3	5.625,4	6.068,7	6.301,6
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	6,6	105,8	143,9	90,7
Coopération internationale courante (D.74)	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,3	15,7	19,4	20,5
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	24,8	11,0	15,6	20,1	14,1	10,0	9,3	15,7	19,4	20,5
Transferts courants divers (D.75)	1.421,4	1.329,1	1.627,8	1.602,2	1.467,2	1.423,8	1.442,4	1.539,0	1.678,6	1.656,7
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	1.421,4	1.329,1	1.627,8	1.602,2	1.467,2	1.423,8	1.442,4	1.539,0	1.678,6	1.656,7
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	1.421,4	1.329,1	1.599,8	1.561,2	1.421,7	1.378,7	1.398,2	1.478,9	1.621,2	1.598,8
Versés au reste du monde	0,0	0,0	28,0	41,0	45,5	45,1	44,2	60,1	57,4	57,9
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	28,0	41,0	45,5	45,1	44,2	60,1	57,4	57,9
Revenu disponible (B.6n)	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Total Emplois	22.515,0	23.619,5	25.463,9	26.891,3	28.656,1	29.098,5	32.028,1	32.168,2	34.058,6	35.257,7
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Total Ressources	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	10.591,5	11.019,0	11.281,4	11.431,0	11.885,2	12.103,9	12.782,7	13.689,8	14.256,9	14.821,2
Prestations sociales en nature (D.631)	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.523,0	1.571,1	1.733,3
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.523,0	1.571,1	1.733,3
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.523,0	1.571,1	1.733,3
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	9.801,9	10.200,4	10.385,0	10.545,9	10.823,7	10.953,0	11.467,2	12.166,8	12.685,8	13.087,9
Revenu disponible ajusté (B.7n)	3.168,3	3.911,1	5.125,2	6.122,1	7.190,0	7.161,4	8.892,6	7.290,4	7.715,1	8.044,4
Total Emplois	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Total Ressources	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	14.938,1	15.476,7	16.043,1	16.605,7	17.473,2	18.307,5	19.428,0	21.235,1	22.121,6	23.162,8
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	10.591,5	11.019,0	11.281,4	11.431,0	11.885,2	12.103,9	12.782,7	13.689,8	14.256,9	14.821,2
Dépenses de consommation collective (P.32)	4.346,6	4.457,7	4.761,7	5.174,7	5.588,0	6.203,6	6.645,3	7.545,3	7.864,7	8.341,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	-2,9	-3,5
Épargne (B.8n)	-1.178,3	-546,6	363,5	947,4	1.602,0	957,8	2.247,3	-257,1	-146,7	-293,7
Total Emplois	13.759,8	14.930,1	16.406,6	17.553,1	19.075,2	19.265,3	21.675,3	20.980,2	21.972,0	22.865,6
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	3.168,3	3.911,1	5.125,2	6.122,1	7.190,0	7.161,4	8.892,6	7.290,4	7.715,1	8.044,4
Total Ressources	3.168,3	3.911,1	5.125,2	6.122,1	7.190,0	7.161,4	8.892,6	7.290,4	7.715,1	8.044,4
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	4.346,6	4.457,7	4.761,7	5.174,7	5.588,0	6.203,6	6.645,3	7.545,3	7.864,7	8.341,6
Consommation collective effective (P.42)	4.346,6	4.457,7	4.761,7	5.174,7	5.588,0	6.203,6	6.645,3	7.545,3	7.864,7	8.341,6
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	-2,9	-3,5
Épargne (B.8n)	-1.178,3	-546,6	363,5	947,4	1.602,0	957,8	2.247,3	-257,1	-146,7	-293,7
Total Emplois	3.168,3	3.911,1	5.125,2	6.122,1	7.190,0	7.161,4	8.892,6	7.290,4	7.715,1	8.044,4
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Epargne nette (B.8n)	-1.178,3	-546,6	363,5	947,4	1.602,0	957,8	2.247,3	-257,1	-146,7	-293,7
Transferts en capital à recevoir (D.9)	778,1	779,8	754,7	913,1	959,9	1.091,4	1.151,4	1.235,6	1.462,4	2.083,9
Impôts en capital (D.91)	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5	1.302,1	1.570,8
Aides à l'investissement (D.92)	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	75,7	45,7
En provenance des administrations publiques	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	75,7	45,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	46,4	38,0	32,4	52,2	38,9	32,6	49,5	31,8	75,7	45,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	85,0	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	29,2	20,3	84,6	467,4
En provenance des administrations publiques	79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,8	445,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	79,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,8	442,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	5,3	4,6	9,3	17,0	28,0	16,9	29,2	20,3	25,8	22,1
En provenance des sociétés non financières	5,3	1,8	7,4	14,2	22,2	5,2	23,0	16,4	20,8	14,2
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,2	0,0	1,7	2,4	1,8	2,1	2,4	1,1	6,1
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	2,6	1,9	1,1	3,4	9,9	4,1	1,5	3,9	1,8
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	2,6	1,9	1,1	3,4	9,9	4,1	1,5	3,9	1,8
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-1.741,5	-1.736,6	-1.911,3	-1.707,8	-1.962,7	-1.964,5	-1.853,7	-1.784,5	-1.918,6	-1.956,0
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-1.688,9	-1.736,6	-1.866,7	-1.700,0	-1.855,7	-1.857,5	-1.746,7	-1.774,9	-1.909,0	-1.934,5
Versées aux administrations publiques	-428,6	-463,4	-471,2	-455,5	-468,9	-520,4	-538,3	-492,9	-469,3	-501,3
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	-1,7	-2,0	-1,7	-1,7	-2,4	-2,2	-1,7	-1,7	-0,9	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	-426,9	-461,4	-469,5	-453,8	-466,5	-518,2	-536,6	-491,2	-468,4	-501,3
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-1.260,3	-1.273,2	-1.395,5	-1.244,5	-1.386,8	-1.337,1	-1.208,4	-1.282,0	-1.439,7	-1.433,2
Versées aux sociétés non financières	-1.099,2	-1.140,7	-1.256,0	-1.127,9	-1.253,5	-1.202,9	-1.105,2	-1.168,6	-1.308,5	-1.284,6
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-146,1	-99,9	-105,8	-104,3	-92,6	-99,7	-96,0	-108,6	-95,2	-89,6
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-11,5	-31,5	-21,2	-5,8	-6,1	-2,7	-3,7	-3,3	-10,0	-15,3
Versées au reste du monde	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7
Versées aux états membres de l'Union européenne	-3,5	-1,1	-12,5	-6,5	-34,6	-31,8	-3,5	-1,5	-26,0	-43,7
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-52,6	0,0	-44,6	-7,8	-107,0	-107,0	-107,0	-9,6	-9,6	-21,5
Versés aux administrations publiques	-52,6	0,0	0,0	0,0	-99,2	-99,2	-99,2	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.3 COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux administrations locales	-52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	-99,2	-99,2	-99,2	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	0,0	0,0	-44,6	-7,8	-7,8	-7,8	-7,8	-9,6	-9,6	-21,5
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	-44,6	-7,8	-7,8	-7,8	-7,8	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-21,5
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-9,6	-9,6	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-2.141,7	-1.503,4	-793,1	152,7	599,2	84,7	1.545,0	-806,0	-602,9	-165,8
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-2.141,7	-1.503,4	-793,1	152,7	599,2	84,7	1.545,0	-806,0	-602,9	-165,8
Total Variations des actifs	-2.141,7	-1.503,4	-793,1	152,7	599,2	84,7	1.545,0	-806,0	-602,9	-165,8
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-2.141,7	-1.503,4	-793,1	152,7	599,2	84,7	1.545,0	-806,0	-602,9	-165,8
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-2.141,7	-1.503,4	-793,1	152,7	599,2	84,7	1.545,0	-806,0	-602,9	-165,8
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.657,6	1.456,8	1.605,5	1.620,7	1.878,8	1.828,5	2.006,4	2.108,1	1.983,0	2.057,6
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.666,6	1.463,0	1.614,3	1.619,1	1.875,1	1.820,3	2.009,9	2.104,4	1.978,3	2.062,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.647,1	1.443,3	1.591,8	1.587,4	1.846,7	1.792,0	1.974,9	2.055,3	1.926,6	2.010,1
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.737,6	1.451,6	1.613,2	1.611,9	1.889,1	1.822,0	2.012,2	2.118,4	1.981,6	2.336,8
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-90,5	-8,3	-21,4	-24,5	-42,4	-30,0	-37,3	-63,1	-55,0	-326,7
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	19,5	19,7	22,5	31,7	28,4	28,3	35,0	49,1	51,7	52,3
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	19,5	19,7	22,5	31,7	28,4	28,3	35,0	49,1	51,7	52,3
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-2.135,2	-2.141,3	-2.127,8	-2.163,6	-2.200,8	-2.354,1	-2.414,6	-2.523,5	-2.648,9	-2.727,6
Variation des stocks (P.52)	-9,0	-6,2	-8,8	1,6	3,7	8,2	-3,5	3,7	4,7	-4,8
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-180,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-180,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-1.664,1	-818,9	-270,8	695,6	921,2	610,3	1.953,2	-390,6	63,0	684,2
Total Variations des actifs	-2.141,7	-1.503,4	-793,1	152,7	599,2	84,7	1.545,0	-806,0	-602,9	-165,8

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	9.875,0	10.270,7	10.665,3	10.902,3	11.369,4	11.701,9	12.035,9	13.531,5	14.034,7	14.403,0
Production marchande (P.11)	480,4	528,2	540,4	604,1	627,1	652,1	669,7	729,6	769,3	788,6
Production pour usage final propre (P.12)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autre production non marchande (P.13)	9.394,6	9.742,5	10.124,9	10.298,2	10.742,3	11.049,8	11.366,2	12.801,9	13.265,4	13.614,4
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	473,1	498,0	502,2	501,3	527,4	525,5	526,5	572,7	606,3	656,5
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	8.921,5	9.244,5	9.622,7	9.796,9	10.214,9	10.524,3	10.839,7	12.229,2	12.659,1	12.957,9
Total Ressources	9.875,0	10.270,7	10.665,3	10.902,3	11.369,4	11.701,9	12.035,9	13.531,5	14.034,7	14.403,0
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	1.645,7	1.808,7	1.927,3	1.972,0	2.080,3	2.116,0	2.087,0	2.486,2	2.500,7	2.584,0
Valeur ajoutée brute (B.1b)	8.229,3	8.462,0	8.738,0	8.930,3	9.289,1	9.585,9	9.948,9	11.045,3	11.534,0	11.819,0
Consommation de capital fixe (K.1)	1.174,9	1.206,8	1.240,4	1.281,1	1.322,1	1.254,4	1.313,3	1.365,1	1.430,2	1.473,0
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,2	7.967,0	8.331,5	8.635,6	9.680,2	10.103,8	10.346,0
Total Emplois	9.875,0	10.270,7	10.665,3	10.902,3	11.369,4	11.701,9	12.035,9	13.531,5	14.034,7	14.403,0
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,2	7.967,0	8.331,5	8.635,6	9.680,2	10.103,8	10.346,0
Total Ressources	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,2	7.967,0	8.331,5	8.635,6	9.680,2	10.103,8	10.346,0
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,3	7.966,9	8.331,5	8.635,6	9.680,2	10.103,8	10.346,0
Salaires et traitements bruts (D.11)	5.094,4	5.212,3	5.333,5	5.367,0	5.650,1	5.981,3	6.243,1	7.058,5	7.377,8	7.613,6
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	1.960,0	2.042,9	2.164,1	2.282,3	2.316,8	2.350,2	2.392,5	2.621,7	2.726,0	2.732,4
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	1.119,1	1.182,2	1.274,0	1.358,3	1.408,6	1.438,1	1.436,6	1.630,4	1.712,2	1.686,0
A destination des administrations publiques	877,9	910,5	992,6	1.059,3	1.104,4	1.152,0	1.142,6	1.325,5	1.387,4	1.413,2
A destination des autres secteurs	241,2	271,7	281,4	299,0	304,2	286,1	294,0	304,9	324,8	272,8
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	840,9	860,7	890,1	924,0	908,2	912,1	955,9	991,3	1.013,8	1.046,4
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	7.054,4	7.255,2	7.497,6	7.649,2	7.967,0	8.331,5	8.635,6	9.680,2	10.103,8	10.346,0
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.899,8	3.970,9
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4
Autres impôts sur la production (D.29)	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.899,8	3.870,5
Subventions (D.3)	-273,1	-302,8	-297,2	-331,2	-333,8	-333,1	-436,3	-450,3	-443,0	-443,0
Subventions sur les produits (D.31)	-69,9	-82,1	-64,3	-81,4	-76,9	-80,8	-157,5	-150,3	-150,0	-150,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	-69,9	-82,1	-64,3	-81,4	-76,9	-80,8	-157,5	-150,3	-150,0	-150,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Autres subventions sur la production (D.39)	-203,2	-220,7	-232,9	-249,8	-256,9	-252,3	-278,8	-300,0	-293,0	-293,0
Revenus de la propriété (D.4)	999,8	1.080,0	1.108,4	1.166,3	1.181,7	1.197,4	1.257,3	1.138,7	1.072,6	798,3
Intérêts (D.41)	171,4	150,0	154,8	183,4	120,2	126,2	164,4	132,4	114,7	116,6
En provenance des administrations publiques	14,2	10,8	47,4	77,5	54,2	67,7	56,3	34,7	51,0	51,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	14,2	10,8	47,4	77,5	51,2	61,3	51,0	26,2	15,7	14,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	6,4	5,3	8,5	35,3	36,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	157,2	139,2	107,4	105,9	66,0	58,5	108,1	97,7	63,7	65,3
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	105,0	94,2	69,9	56,2	55,2	52,1	87,0	85,0	47,4	47,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	729,1	824,6	845,8	886,9	963,2	988,9	993,0	894,9	840,9	522,6
Dividendes (D.421)	682,7	763,6	785,6	860,3	928,5	958,5	961,5	860,6	806,6	488,3
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	46,4	61,0	60,2	26,6	34,7	30,4	31,5	34,3	34,3	34,3
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	3,5	4,1	3,6	4,3	4,4	4,5	6,2	6,4	6,0	6,2
Loyers (D.45)	95,8	101,3	104,2	91,7	93,9	77,8	93,7	105,0	111,0	152,9
Total Ressources	3.260,3	3.538,0	3.731,4	3.792,2	3.943,2	3.963,2	4.028,6	4.275,8	4.529,4	4.326,2
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	777,0	735,0	614,3	473,2	498,3	530,7	657,1	590,2	672,9	699,1
Intérêts (D.41)	775,3	733,6	612,5	470,8	494,9	526,8	653,1	587,9	670,9	697,1
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	775,3	733,6	612,5	470,8	494,9	526,8	653,1	587,9	670,9	697,1
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	922,1	927,9	791,4	613,9	613,8	639,5	692,2	750,4	759,5	774,1
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	1,7	1,4	1,8	2,4	3,4	3,9	4,0	2,3	2,0	2,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.483,3	2.803,0	3.117,1	3.319,0	3.444,9	3.432,5	3.371,5	3.685,6	3.856,5	3.627,1
Total Emplois	3.260,3	3.538,0	3.731,4	3.792,2	3.943,2	3.963,2	4.028,6	4.275,8	4.529,4	4.326,2
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	2.483,3	2.803,0	3.117,1	3.319,0	3.444,9	3.432,5	3.371,5	3.685,6	3.856,5	3.627,1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.403,0	2.416,5
Impôts sur le revenu (D.51)	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	197,6	222,5	230,0	234,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	197,6	222,5	230,0	234,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	197,6	222,5	230,0	234,5

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	922,2	934,3	912,1	942,3	926,5	934,9	977,7	1.011,5	1.033,8	1.066,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	22,8	21,8	20,2	20,0	20,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	1,6
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	1,6
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	1,6
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	18,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	18,4
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées (D.612)	840,9	860,7	890,1	924,0	908,2	912,1	955,9	991,3	1.013,8	1.046,4
Autres transferts courants (D.7)	6.058,5	5.997,9	5.887,1	6.081,3	6.424,7	6.679,8	7.139,3	7.787,8	8.605,3	8.948,4
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	37,4	28,4	19,7	23,0	23,6	30,0	38,2	38,3	42,6	43,9
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	5.924,1	5.870,3	5.778,7	5.966,4	6.301,5	6.553,5	6.920,1	7.606,0	8.419,2	8.761,0
Transferts de recettes fiscales	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	5.882,0	5.795,9	5.704,3	5.883,4	6.207,0	6.459,1	6.842,6	7.511,0	8.273,9	8.619,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	941,6	970,7	936,4	969,5	1.011,8	1.198,6	1.354,1	1.858,4	2.176,3	2.288,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	4.934,3	4.815,1	4.753,7	4.901,7	5.163,4	5.224,2	5.455,3	5.625,4	6.068,7	6.301,6
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	6,1	10,1	14,2	12,2	31,8	36,3	33,2	27,2	28,9	29,4
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	96,3	181,0	143,5	143,5	143,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	96,3	181,0	143,5	143,5	143,5
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	97,0	99,2	88,7	91,9	99,6	96,3	181,0	143,5	143,5	143,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	11.265,1	11.522,0	11.859,7	12.177,2	12.825,8	12.667,0	13.566,8	14.734,9	15.898,6	16.058,4
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	9,5	12,2	12,0	10,2	11,3	11,6	11,7	10,2	10,2	10,2
Impôts sur le revenu (D.51)	9,5	12,2	12,0	10,2	11,3	11,6	11,7	10,2	10,2	10,2
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	1.313,2	1.372,7	1.386,1	1.400,9	1.422,2	1.503,8	1.575,8	1.737,5	1.757,5	1.868,4
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	5,0	5,4	5,6	5,7
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	922,2	934,2	912,1	942,2	926,5	932,5	976,1	1.010,0	1.032,2	1.064,8
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	391,0	438,5	474,0	458,7	495,7	566,3	594,7	722,1	719,7	797,9
Autres transferts courants (D.7)	406,5	433,2	451,7	516,1	564,1	601,8	670,0	734,8	728,0	796,7
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	26,2	31,7	33,3	36,3	41,1	44,1	56,0	60,7	60,1	61,9
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	137,8	161,4	138,6	182,5
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	108,8	104,2	104,8	129,7	115,7	116,5	137,8	161,4	138,6	182,5
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	9,1	0,4	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	99,7	103,8	104,5	129,6	115,6	116,4	137,7	161,3	138,5	182,1
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	441,2	476,2	512,7	529,3	552,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	271,5	297,3	313,6	350,1	407,3	441,2	476,2	512,7	529,3	552,3
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	129,5	140,8	149,0	162,3	192,9	204,4	252,1	275,2	281,3	291,3
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	142,0	156,5	164,6	187,8	214,4	236,8	224,1	237,5	248,0	261,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Total Emplois	11.265,1	11.522,0	11.859,7	12.177,2	12.825,8	12.667,0	13.566,8	14.734,9	15.898,6	16.058,4
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Total Ressources	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	4.151,9	4.230,0	4.401,5	4.520,2	4.702,3	4.948,6	5.164,3	5.483,0	5.678,6	5.728,7
Prestations sociales en nature (D.631)	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	3.923,9	3.997,0	4.143,1	4.278,8	4.448,0	4.585,7	4.800,7	5.098,6	5.254,9	5.283,4
Revenu disponible ajusté (B.7n)	5.384,0	5.473,9	5.608,4	5.729,8	6.125,9	5.601,2	6.145,0	6.769,4	7.724,3	7.654,4
Total Emplois	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Total Ressources	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	9.149,5	9.477,5	9.881,1	10.038,3	10.469,2	10.887,2	11.203,3	12.613,6	13.082,8	13.403,2
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	4.151,9	4.230,0	4.401,5	4.520,2	4.702,3	4.948,6	5.164,3	5.483,0	5.678,6	5.728,7
Dépenses de consommation collective (P.32)	4.997,6	5.247,5	5.479,6	5.518,1	5.766,9	5.938,6	6.039,0	7.130,6	7.404,2	7.674,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	1,7	1,4	1,8	2,4	3,4	2,0	0,8	-1,1	-1,6	-1,7
Épargne (B.8n)	384,7	225,0	127,0	209,3	355,6	-339,4	105,2	-360,1	321,7	-18,4
Total Emplois	9.535,9	9.703,9	10.009,9	10.250,0	10.828,2	10.549,8	11.309,3	12.252,4	13.402,9	13.383,1
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	5.384,0	5.473,9	5.608,4	5.729,8	6.125,9	5.601,2	6.145,0	6.769,4	7.724,3	7.654,4
Total Ressources	5.384,0	5.473,9	5.608,4	5.729,8	6.125,9	5.601,2	6.145,0	6.769,4	7.724,3	7.654,4
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	4.997,6	5.247,5	5.479,6	5.518,1	5.766,9	5.938,6	6.039,0	7.130,6	7.404,2	7.674,5
Consommation collective effective (P.42)	4.997,6	5.247,5	5.479,6	5.518,1	5.766,9	5.938,6	6.039,0	7.130,6	7.404,2	7.674,5
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	1,7	1,4	1,8	2,4	3,4	2,0	0,8	-1,1	-1,6	-1,7
Épargne (B.8n)	384,7	225,0	127,0	209,3	355,6	-339,4	105,2	-360,1	321,7	-18,4
Total Emplois	5.384,0	5.473,9	5.608,4	5.729,8	6.125,9	5.601,2	6.145,0	6.769,4	7.724,3	7.654,4
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Epargne nette (B.8n)	384,7	225,0	127,0	209,3	355,6	-339,4	105,2	-360,1	321,7	-18,4
Transferts en capital à recevoir (D.9)	664,5	561,8	568,2	505,1	623,3	957,6	605,1	559,2	630,0	624,3
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	507,6	494,1	498,9	477,1	489,9	551,1	571,6	505,2	480,1	514,3
En provenance des administrations publiques	507,6	494,1	498,9	477,1	489,9	551,1	571,6	505,2	480,1	514,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	80,7	32,7	29,4	23,3	23,4	32,9	35,0	14,0	11,7	13,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	426,9	461,4	469,5	453,8	466,5	518,2	536,6	491,2	468,4	501,3
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	156,9	67,7	69,3	28,0	133,4	406,5	33,5	54,0	149,9	110,0
En provenance des administrations publiques	72,1	0,0	2,8	4,0	88,2	360,7	2,4	1,0	0,0	0,4
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	19,5	0,0	2,8	4,0	88,2	360,7	2,4	1,0	0,0	0,4
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	52,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	84,8	67,7	66,5	24,0	45,2	45,8	31,1	53,0	149,9	109,6
En provenance des sociétés non financières	74,0	51,0	44,1	16,2	36,0	37,9	20,9	44,7	141,6	101,3
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	10,8	16,7	22,4	7,8	9,2	7,9	10,2	8,3	8,3	8,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-37,6	-90,0	-103,0	-140,9	-139,4	-120,7	-112,1	-151,7	-384,1	-340,4
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	-37,6	-61,5	-75,9	-64,7	-86,2	-67,2	-108,8	-131,0	-109,3	-109,3
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	-37,6	-61,5	-75,9	-64,7	-86,2	-67,2	-108,8	-131,0	-109,3	-109,3
Versées aux sociétés non financières	-16,6	-28,9	-32,4	-28,1	-37,2	-30,4	-40,2	-49,2	-40,4	-40,4
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	-10,0	-12,0	-17,2	-12,0	-14,0	-8,4	-36,1	-46,6	-36,2	-36,2
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	-11,0	-20,6	-26,3	-24,6	-35,0	-28,4	-32,5	-35,2	-32,7	-32,7
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	0,0	-28,5	-27,1	-76,2	-53,2	-53,5	-3,3	-20,7	-274,8	-231,1
Versés aux administrations publiques	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-3,3	-2,7	-2,3	-6,1
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	-3,7	-2,3	-1,8	-3,6	-3,9	-3,3	-2,7	-2,3	-3,2
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2,9

2.4 ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	0,0	-24,8	-24,8	-74,4	-49,6	-49,6	0,0	-18,0	-272,5	-225,0
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-247,5	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	-24,8	-24,8	-74,4	-49,6	-49,6	0,0	-18,0	-25,0	-225,0
Versés aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.011,6	696,8	592,2	573,5	839,5	497,5	598,2	47,4	567,6	265,5
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.011,6	696,8	592,2	573,5	839,5	497,5	598,2	47,4	567,6	265,5
Total Variations des actifs	1.011,6	696,8	592,2	573,5	839,5	497,5	598,2	47,4	567,6	265,5
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	1.011,6	696,8	592,2	573,5	839,5	497,5	598,2	47,4	567,6	265,5
Total Variations des passifs et de la valeur nette	1.011,6	696,8	592,2	573,5	839,5	497,5	598,2	47,4	567,6	265,5
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.073,2
Formation brute de capital fixe (P.51)	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.073,2
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	1.640,5	1.527,2	1.584,2	1.637,9	2.119,4	2.485,3	1.948,1	1.732,4	2.013,0	2.073,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	1.648,4	1.534,1	1.591,0	1.644,0	2.127,0	2.494,4	1.984,8	1.769,1	2.057,1	2.199,0
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	-7,9	-6,9	-6,8	-6,1	-7,6	-9,1	-36,7	-36,7	-44,1	-125,8
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-1.174,9	-1.206,8	-1.240,4	-1.281,1	-1.322,1	-1.254,4	-1.313,3	-1.365,1	-1.430,2	-1.473,0
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	32,7	23,1	16,1	18,8
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	-15,1	-10,8	-12,8	-5,6	-2,4	-6,8	32,7	23,1	16,1	18,8
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	561,1	387,2	261,2	222,3	44,6	-726,6	-69,3	-343,0	-31,3	-353,5
Total Variations des actifs	1.011,6	696,8	592,2	573,5	839,5	497,5	598,2	47,4	567,6	265,5

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Compte de production (I)										
Ressources										
Production (P.1)	1.509,2	1.555,8	1.557,2	1.594,8	1.624,0	1.675,9	1.767,9	1.877,1	1.970,7	2.050,2
Production marchande (P.11)	18,8	17,4	10,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7	11,7
Production pour usage final propre (P.12)	29,3	32,4	33,2	36,0	42,4	41,5	46,7	31,3	32,2	33,2
Autre production non marchande (P.13)	1.461,1	1.506,0	1.513,3	1.547,1	1.569,9	1.622,7	1.709,5	1.834,1	1.926,8	2.005,3
Paiements au titre de l'autre production non marchande (P.131)	14,1	13,8	14,5	12,5	13,1	12,8	15,2	13,1	17,0	19,0
Autre production non marchande résiduelle (P.132)	1.447,0	1.492,2	1.498,8	1.534,6	1.556,8	1.609,9	1.694,3	1.821,0	1.909,8	1.986,3
Total Ressources	1.509,2	1.555,8	1.557,2	1.594,8	1.624,0	1.675,9	1.767,9	1.877,1	1.970,7	2.050,2
Emplois										
Consommation intermédiaire (P.2)	605,3	607,7	648,4	661,3	660,3	661,2	701,1	740,5	779,8	800,2
Valeur ajoutée brute (B.1b)	903,9	948,1	908,8	933,5	963,7	1.014,7	1.066,8	1.136,6	1.190,9	1.250,0
Consommation de capital fixe (K.1)	29,5	28,3	25,2	25,0	21,2	65,5	66,5	70,5	74,6	76,8
Valeur ajoutée nette (B.1n)	874,4	919,8	883,6	908,5	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,3	1.173,2
Total Emplois	1.509,2	1.555,8	1.557,2	1.594,8	1.624,0	1.675,9	1.767,9	1.877,1	1.970,7	2.050,2
Comptes de distribution et d'utilisation du revenu (II)										
Compte de distribution primaire du revenu (II.1)										
Compte d'exploitation (II.1.1)										
Ressources										
Valeur ajoutée nette (B.1n)	874,4	919,8	883,6	908,5	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,3	1.173,2
Total Ressources	874,4	919,8	883,6	908,5	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,3	1.173,2
Emplois										
Rémunération des salariés (D.1)	874,4	919,8	883,6	908,5	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,3	1.173,2
Salaires et traitements bruts (D.11)	644,2	680,0	645,1	666,5	693,3	692,5	751,5	802,8	842,0	888,0
Cotisations sociales à la charge des employeurs (D.12)	230,2	239,8	238,5	242,0	249,2	256,7	248,8	263,3	274,3	285,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.121)	219,4	228,4	227,3	231,0	237,5	244,1	235,3	248,1	258,3	268,4
A destination des administrations publiques	219,4	228,4	227,3	231,0	237,5	244,1	235,3	248,1	258,3	268,4
A destination des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs (D.122)	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,8
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur la production (D.39)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Emplois	874,4	919,8	883,6	908,5	942,5	949,2	1.000,3	1.066,1	1.116,3	1.173,2
Compte d'affectation des revenus primaires (II.1.2)										
Ressources										
Excédent d'exploitation (B.2n)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	844,8	977,8	991,3	1.192,0
Impôts sur les produits (D.21)	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	890,3	1.043,2
Taxe du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations (D.214)	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	890,3	1.043,2
Autres impôts sur la production (D.29)	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	162,8	101,0	148,8
Subventions (D.3)	-99,6	-117,2	-130,0	-202,3	-417,1	-548,9	-640,3	-607,6	-747,7	-903,3
Subventions sur les produits (D.31)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subventions sur les importations (D.311)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres subventions sur les produits (D.319)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Autres subventions sur la production (D.39)	-99,6	-117,2	-130,0	-202,3	-417,1	-548,9	-640,3	-607,6	-747,7	-903,3
Revenus de la propriété (D.4)	319,4	316,1	293,2	280,3	300,1	307,3	386,6	383,1	348,0	327,6
Intérêts (D.41)	319,4	316,1	293,2	280,2	300,1	307,3	386,6	383,1	348,0	327,6
En provenance des administrations publiques	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	181,4	261,4	282,9	246,7	251,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	116,9	116,4	155,1	156,3	180,4	167,0	233,1	252,5	219,7	226,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,4	28,3	30,4	27,0	25,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	202,5	199,7	138,1	123,9	119,7	125,9	125,2	100,2	101,3	75,9
p.m. Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs	153,0	156,4	116,1	101,0	111,4	120,1	111,8	92,7	93,3	71,7
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dividendes (D.421)	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	549,6	537,8	895,3	816,4	635,1	592,3	591,1	753,3	591,6	616,3
Emplois										
Revenus de la propriété (D.4)	151,1	118,8	160,7	117,8	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	3,8
Intérêts (D.41)	151,1	118,8	160,7	117,8	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	3,8
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	151,1	118,8	160,7	117,8	131,0	94,1	18,0	7,8	5,9	3,8
p.m. Intérêts effectifs versés aux autres secteurs	166,2	139,8	174,1	124,5	135,3	97,1	18,2	7,8	5,9	3,8
Revenus distribués des sociétés (D.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés (D.422)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers (D.43)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Loyers (D.45)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde des revenus primaires (B.5n)	398,5	419,0	734,6	698,6	504,1	498,2	573,1	745,5	585,7	612,5
Total Emplois	549,6	537,8	895,3	816,4	635,1	592,3	591,1	753,3	591,6	616,3
Compte de distribution secondaire du revenu (II.2)										
Ressources										
Solde des revenus primaires (B.5n)	398,5	419,0	734,6	698,6	504,1	498,2	573,1	745,5	585,7	612,5
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	894,9	948,9	992,5
Impôts sur le revenu (D.51)	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,6	766,5
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,6	766,5
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,6	766,5
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
En provenance des sociétés non financières et des sociétés financières	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales (D.61)	28.584,5	29.004,8	30.128,5	31.440,7	32.705,4	33.773,7	35.436,3	37.101,5	37.696,1	38.773,6
Cotisations sociales effectives (D.611)	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.429,7	32.693,7	33.761,1	35.422,8	37.086,3	37.680,1	38.756,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.618,8	20.464,1	20.825,0	21.776,0	22.781,4	23.114,6	23.543,7
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.618,8	20.464,1	20.825,0	21.776,0	22.781,4	23.114,6	23.543,7
A charge des administrations publiques	2.239,2	2.310,1	2.423,3	2.529,0	2.627,3	2.684,2	2.665,4	2.947,8	2.887,4	2.965,0
A charge des autres secteurs	15.469,2	15.653,5	16.314,7	17.089,8	17.836,9	18.140,7	19.110,6	19.833,6	20.227,2	20.578,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8.274,6	8.374,5	8.658,9	9.028,8	9.427,6	10.023,6	10.638,7	11.142,2	11.308,0	11.820,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8.267,9	8.365,3	8.648,7	9.020,6	9.422,2	10.018,2	10.631,8	11.137,6	11.306,1	11.817,2
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	3,5
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.590,7	2.655,1	2.720,3	2.782,1	2.802,0	2.912,5	3.008,1	3.162,7	3.257,5	3.392,4
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.545,1	2.608,3	2.673,6	2.734,4	2.752,8	2.863,7	2.960,3	3.115,3	3.209,4	3.344,3
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1
Cotisations sociales imputées (D.612)	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,8
Autres transferts courants (D.7)	8.306,2	8.847,0	8.928,2	9.026,6	9.433,0	9.923,3	9.827,2	10.958,5	11.484,9	14.642,6
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	8.295,0	8.809,6	8.889,6	9.010,8	9.410,1	9.896,4	9.826,9	10.957,4	11.479,9	14.642,3
Transferts de recettes fiscales	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.123,0	6.139,2	6.329,4	6.424,8	6.826,4	6.762,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	6.060,6	6.072,3	5.885,2	5.977,6	6.122,5	6.139,2	6.322,8	6.319,0	6.682,5	6.671,3
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	6,6	105,8	143,9	90,7
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	11,2	37,4	38,6	15,8	22,9	26,9	0,3	1,1	5,0	0,3
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	11,2	37,4	38,6	15,8	22,9	26,9	0,3	1,1	5,0	0,3
En provenance des sociétés non financières	0,0	19,8	12,4	5,0	12,4	0,0	0,0	0,8	4,7	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	11,2	17,6	26,2	10,8	10,5	26,9	0,3	0,3	0,3	0,3
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources	37.745,4	38.782,7	40.496,4	41.965,9	43.439,1	44.978,8	46.689,9	49.700,4	50.715,6	55.021,2
Emplois										
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	26.060,4	26.721,3	27.189,2	27.830,3	28.289,2	28.878,9	30.100,5	31.929,5	33.372,7	34.442,4
Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)	26.026,6	26.685,7	27.151,5	27.792,1	28.248,0	28.836,0	30.059,1	31.884,2	33.323,9	34.388,8
Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,8
Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,1	32,8	36,8
Autres transferts courants (D.7)	219,3	140,6	126,3	150,5	287,7	303,8	319,2	311,7	313,6	407,0
Primes nettes d'assurance-dommages (D.71)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités d'assurance-dommages (D.72)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants entre administrations publiques (D.73)	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9	170,4
Transferts de recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts courants entre sous-secteurs des administrations publiques	50,8	44,2	49,6	78,7	143,1	168,1	158,1	175,3	151,9	170,4
A l'administration centrale (pouvoir fédéral)	44,7	34,1	35,4	66,5	111,3	131,8	124,9	148,1	123,0	141,0
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aux administrations locales	6,1	10,1	14,2	12,2	31,8	36,3	33,2	27,2	28,9	29,4
Aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coopération internationale courante (D.74)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versée aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts courants divers (D.75)	168,5	96,4	76,7	71,8	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	236,6
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	168,5	96,4	76,7	71,8	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	236,6
Versés aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	168,5	96,4	76,7	71,8	144,6	135,7	161,1	136,4	161,7	236,6
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dont quatrième ressource propre des Communautés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu disponible (B.6n)	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Total Emplois	37.745,4	38.782,7	40.496,4	41.965,9	43.439,1	44.978,8	46.689,9	49.700,4	50.715,6	55.021,2
Compte de redistribution du revenu en nature (II.3)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Total Ressources	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Emplois										
Transferts sociaux en nature (D.63)	11.668,6	12.472,2	12.408,2	13.054,6	13.722,7	14.556,6	15.632,7	16.182,6	17.587,9	20.271,5
Prestations sociales en nature (D.631)	10.221,6	10.980,0	10.909,4	11.520,0	12.165,9	12.946,7	13.938,4	14.361,6	15.678,1	18.285,2
Remboursements de prestations de sécurité sociale (D.6311)	1.110,5	1.159,1	1.185,5	1.251,8	1.258,2	1.294,3	1.347,4	1.403,7	1.544,0	1.685,9
Autres prestations de sécurité sociale en nature (D.6312)	9.111,0	9.820,9	9.724,0	10.268,3	10.907,7	11.652,4	12.591,0	12.957,9	14.134,1	16.599,3
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63121)	9.111,0	9.820,9	9.724,0	10.268,3	10.907,7	11.652,4	12.591,0	12.957,9	14.134,1	16.599,3
Autres prestations de sécurité sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature (D.6313)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs marchands (D.63131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations d'assistance sociale en nature fournies par des producteurs non marchands (D.63132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts de biens et services non marchands individuels (D.632)	1.447,0	1.492,2	1.498,8	1.534,6	1.556,8	1.609,9	1.694,3	1.821,0	1.909,8	1.986,3
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Total Emplois	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Compte d'utilisation du revenu (II.4)										
Compte d'utilisation du revenu disponible (II.4.1)										
Ressources										
Revenu disponible (B.6n)	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Total Ressources	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Emplois										
Dépenses de consommation finale (P.3)	11.668,6	12.472,2	12.408,2	13.054,6	13.722,7	14.556,6	15.632,7	16.182,6	17.587,9	20.271,5
Dépenses de consommation individuelle (P.31)	11.668,6	12.472,2	12.408,2	13.054,6	13.722,7	14.556,6	15.632,7	16.182,6	17.587,9	20.271,5
Dépenses de consommation collective (P.32)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Total Emplois	11.465,7	11.920,8	13.180,9	13.985,1	14.862,2	15.796,1	16.270,2	17.459,2	17.029,3	20.171,8
Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté (II.4.2)										
Ressources										
Revenu disponible ajusté (B.7n)	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Total Ressources	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Emplois										
Consommation finale effective (P.4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation collective effective (P.42)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ajustement pour variation des droits de ménages sur les fonds de pension (D.8)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Épargne (B.8n)	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Total Emplois	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Comptes d'accumulation (III)										
Compte de capital (III.1)										
Compte des variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (III.1.1)										
Variations des passifs et de la valeur nette										

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Epargne nette (B.8n)	-202,9	-551,4	772,7	930,5	1.139,5	1.239,5	637,5	1.276,6	-558,6	-99,7
Transferts en capital à recevoir (D.9)	22,8	22,8	29,7	29,7	476,0	119,0	1.462,6	0,0	26,8	174,7
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (D.99)	22,8	22,8	29,7	29,7	476,0	119,0	1.462,6	0,0	26,8	174,7
En provenance des administrations publiques	22,8	22,8	29,7	29,7	128,9	99,2	1.462,6	0,0	0,0	174,7
En provenance de l'administration centrale (pouvoir fédéral)	22,8	22,8	29,7	29,7	29,7	0,0	1.363,4	0,0	0,0	174,7
En provenance des administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	99,2	99,2	99,2	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	19,8	0,0	0,0	26,8	0,0
En provenance des sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	347,1	0,0	0,0	0,0	26,8	0,0
En provenance des sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,8	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance du reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
En provenance des pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts en capital à payer (-) (D.9)	-13,5	-21,2	-31,1	-66,0	-26,3	-25,8	-190,8	-11,0	-14,2	-14,3
Impôts en capital (-) (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides à l'investissement (-) (D.92)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés non financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versées aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts en capital (-) (D.99)	-13,5	-21,2	-31,1	-66,0	-26,3	-25,8	-190,8	-11,0	-14,2	-14,3
Versés aux administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-171,0	0,0	0,0	0,0
Versés à l'administration centrale (pouvoir fédéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-171,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2.5 ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Versés aux administrations locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux administrations de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux autres secteurs	-13,5	-21,2	-31,1	-66,0	-26,3	-25,8	-19,8	-11,0	-14,2	-14,3
Versés aux sociétés non financières	-9,3	-16,9	-27,1	-23,9	-18,1	-21,0	-18,3	-9,3	-12,5	-12,5
Versés aux sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux ménages	-4,2	-4,3	-4,0	-42,1	-8,2	-4,8	-1,5	-1,7	-1,7	-1,8
Versés aux institutions sans but lucratif au service des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés au reste du monde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux états membres de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux institutions de l'Union européenne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versés aux pays tiers et d'organisations internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-193,6	-549,8	771,3	894,2	1.589,2	1.332,7	1.909,3	1.265,6	-546,0	60,7
Variations des actifs										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-193,6	-549,8	771,3	894,2	1.589,2	1.332,7	1.909,3	1.265,6	-546,0	60,7
Total Variations des actifs	-193,6	-549,8	771,3	894,2	1.589,2	1.332,7	1.909,3	1.265,6	-546,0	60,7
Compte des acquisitions d'actifs non financiers (III.1.2)										
Variations des passifs et de la valeur nette										
Variations de la valeur nette dues à l'épargne et aux transferts en capital (B.10.1)	-193,6	-549,8	771,3	894,2	1.589,2	1.332,7	1.909,3	1.265,6	-546,0	60,7
Total Variations des passifs et de la valeur nette	-193,6	-549,8	771,3	894,2	1.589,2	1.332,7	1.909,3	1.265,6	-546,0	60,7
Variations des actifs										
Formation brute de capital (P.5)	37,8	41,1	42,8	46,8	56,6	52,9	122,8	74,7	112,5	49,4
Formation brute de capital fixe (P.51)	37,8	41,1	42,8	46,8	56,6	52,9	122,8	74,7	112,5	49,4
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes corporels (P.511)	8,5	8,7	9,6	10,8	14,2	11,4	76,1	43,4	80,3	16,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels neufs (P.5111)	8,5	8,7	9,6	10,8	14,2	11,4	76,1	43,4	80,3	16,2
Acquisitions d'actifs fixes corporels existants (P.5112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes corporels existants (P.5113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs fixes incorporels (P.512)	29,3	32,4	33,2	36,0	42,4	41,5	46,7	31,3	32,2	33,2
Acquisitions d'actifs fixes incorporels neufs (P.5121)	29,3	32,4	33,2	36,0	42,4	41,5	46,7	31,3	32,2	33,2
Acquisitions d'actifs fixes incorporels existants (P.5122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cessions d'actifs fixes incorporels existants (P.5123)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Addition à la valeur des actifs non financiers non produits (P.513)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coûts du transfert de propriété d'actifs non financiers non produits (P.5131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Améliorations majeures aux actifs non financiers non produits (P.5132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Consommation de capital fixe (K.1)	-29,5	-28,3	-25,2	-25,0	-21,2	-65,5	-66,5	-70,5	-74,6	-76,8
Variation des stocks (P.52)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P.53)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions de terrains et autres actifs corporels non produits (K.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisitions moins cessions d'actifs incorporels non produits (K.22)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9)	-201,9	-562,6	753,7	872,4	1.553,8	1.345,3	1.853,0	1.261,4	-583,9	88,1
Total Variations des actifs	-193,6	-549,8	771,3	894,2	1.589,2	1.332,7	1.909,3	1.265,6	-546,0	60,7

3. Impôts et cotisations sociales effectives par type

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur la production et les importations (D.2)	24.674,6	26.393,6	28.021,0	29.048,5	31.266,8	32.514,1	32.404,5	33.877,3	34.851,4	37.463,3
Impôts sur les produits (D.21)	20.752,3	22.214,8	23.495,3	24.453,6	26.496,8	27.775,5	27.497,5	28.867,2	29.495,0	32.142,4
Taxes du type TVA (D.211)	12.679,7	13.425,5	14.173,8	14.617,2	16.266,4	17.237,8	16.999,4	18.020,4	18.079,7	19.786,0
TVA grevant les produits	12.679,7	13.425,5	14.173,8	14.617,2	16.266,4	17.237,8	16.999,4	18.020,4	18.079,7	19.786,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	157,6	166,6	179,9	188,2	198,3	216,8	211,9	234,1	253,1	263,4
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	128,8	132,7	148,8	139,5	140,1	149,6	150,6	155,0	169,7	156,1
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	14,4	16,1	20,6	22,5	25,1	23,5	23,9	24,6	28,1	28,9
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	62,0	68,1	91,9	96,2	99,4	101,3	104,3	105,4	113,4	110,9
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	58,8	58,0	61,3	62,0	68,5	66,4	67,7	72,2	76,3	43,3
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	12,9	13,7	13,2	14,2	13,7	13,4	13,7	12,8	13,2	13,9
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,7
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	7.578,6	8.274,6	8.746,3	9.254,3	9.625,8	9.907,2	9.866,5	10.172,7	10.691,5	11.578,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	4.364,5	4.699,7	4.874,8	5.086,3	5.228,1	5.292,8	5.236,4	5.511,8	5.774,4	6.336,4
Droits d'accises sur les huiles minérales	2.870,1	3.052,2	3.189,5	3.287,8	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3	3.458,8	3.673,7
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	824,8	903,7	853,4	969,3	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8	1.328,8	1.373,2
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	48,3	49,7	40,0	52,3	52,5	56,1	56,4	58,1	44,6	58,4
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,8	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	170,1	173,9	199,0	196,8	200,0	198,5	196,8	192,0	191,9	186,8
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	72,2	71,1	75,2	76,1	84,0	81,4	83,0	88,5	93,5	53,0

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	20,1	22,3	31,2	31,1	30,7	32,0	30,9	30,1	31,1	29,8
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	34,7	39,8	36,4	37,1	33,9	29,1	35,2	28,5	30,1	43,8
Cotisation sur l'énergie	202,8	219,4	215,7	206,8	205,3	192,5	201,4	192,0	264,1	367,9
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,5	205,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	92,0	141,6	216,0	220,5	224,9	219,3	223,2	229,7	234,6	211,1
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Santel)	28,4	25,2	17,2	7,1	13,8	14,0	12,6	26,4	18,5	20,8
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,1
Ecotaxes	0,2	0,1	0,4	0,6	3,2	1,9	1,7	1,3	0,8	0,7
Droits de timbres (D.214 B)	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3	136,5
Droits de timbres	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3	136,5
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	1.471,8	1.651,5	1.964,6	2.291,7	2.382,2	2.507,6	2.430,3	2.380,0	2.544,5	2.717,3
Droits d'enregistrement	1.268,7	1.429,6	1.594,6	1.825,8	1.907,0	1.967,4	2.030,0	2.066,0	2.206,0	2.396,0
Droits d'hypothèque	28,1	39,9	46,7	42,6	54,5	37,4	39,3	47,9	58,3	61,5
Droits de greffe	41,6	40,6	39,8	39,3	37,2	38,0	38,6	38,6	34,6	30,4
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	133,4	141,4	217,3	296,5	310,8	385,9	247,2	174,4	199,2	166,2
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	66,2	87,5	72,7	78,9	75,2	53,1	46,4	63,2
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	252,4	247,5	266,9
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	252,4	247,5	266,9
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0
Taxes sur les jeux et les paris	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	1.162,6	1.176,9	1.208,1	1.198,5	1.222,2	1.282,1	1.329,1	1.409,1	1.518,9	1.566,1
Taxes sur les contrats d'assurance	585,0	567,6	610,1	603,4	622,8	650,4	665,8	722,6	779,2	804,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	49,0	49,5	47,1	46,9	46,0	47,1	47,8	48,6	50,5	50,1
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	416,5	440,3	430,0	422,9	426,8	446,1	464,4	475,7	503,5	518,5
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	88,3	93,3	93,2	91,3	88,6	95,6	97,4	105,7	123,3	127,4
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	19,7	21,7	23,4	28,5	33,0	36,4	47,3	50,3	55,0	59,3
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	4,1	4,5	4,3	5,5	5,0	6,5	6,4	6,2	7,4	6,8
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8
Bénéfices de la loterie nationale	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	32,4	48,2	69,1	70,0	75,5	130,2	89,1	136,0	160,3	290,2
Taxe d'affichage	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3	2,3

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	29,1	44,6	65,1	66,2	71,8	126,2	85,0	131,8	149,0	285,0
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,2	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,9	9,0	2,9
Autres impôts sur la production (D.29)	3.922,3	4.178,8	4.525,7	4.594,9	4.770,0	4.738,6	4.907,0	5.010,1	5.356,4	5.320,9
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.401,0	2.629,3	2.755,5	2.862,5	2.856,6	2.897,1	3.060,1	3.411,4	3.698,0	3.618,9
Précompte immobilier (PP)	1.560,0	1.700,7	1.773,0	1.848,0	1.851,4	1.856,9	1.970,2	2.225,9	2.413,4	2.383,3
Précompte immobilier (Soc)	768,3	837,6	886,6	924,1	925,7	928,5	985,1	1.112,5	1.206,8	1.152,8
Taxe d'ouverture	14,8	14,7	16,4	14,0	13,3	12,8	10,8	4,2	3,6	3,4
Taxe de patente	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	5,3
Taxe régionale (RB-C). A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	43,9	62,1	71,4	67,7	61,2	93,7	88,7	63,4	68,7	74,1
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	421,7	504,0	535,6	524,7	612,0	595,4	601,1	640,3	631,1	650,4
Taxe de circulation payée par les entreprises	307,1	326,5	344,3	322,5	387,7	376,2	380,5	391,6	417,2	425,5
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	49,2	53,8	44,8	46,3
Eurovignette	84,4	77,8	83,6	88,1	82,2	82,4	90,0	111,5	81,5	97,2
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	59,7	65,6	68,7	71,8	66,2	81,4	83,4	87,6	81,4
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5
Taxe sur les centres de coordination	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	216,9	274,0	297,5	270,9	272,3	243,4	210,0	207,5	228,3	223,4
Taxe sur les déchets industriels (RF et RW)	89,7	103,9	121,5	92,5	99,8	74,0	72,5	69,0	74,8	62,2
Taxe sur le lisier (RF)	4,0	1,4	9,1	4,8	2,2	10,7	4,6	5,5	4,0	7,2
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	123,2	168,7	166,9	173,6	170,3	158,7	132,9	133,0	149,5	154,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	858,9	746,8	913,8	912,4	1.006,7	980,3	1.012,0	728,6	777,0	806,7
Annuité de brevets	6,4	7,1	6,9	6,9	7,0	7,3	5,7	7,3	7,1	8,7
Rente de monopole (Belgacom)	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	62,0	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	73,7	52,8	73,5	74,0
Cotisation des sociétés	34,7	36,7	69,4	79,5	83,3	85,2	99,3	95,9	101,0	118,1
Remboursement biologie clinique et médicaments	27,5	3,2	1,5	0,6	0,1	-5,3	0,8	66,9	0,0	30,7
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	309,8	298,4	295,6	355,7	357,3	346,7	365,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	37,2	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,0	0,0
Autres impôts à la production	344,1	348,7	450,5	379,8	506,3	493,7	467,5	505,7	574,4	575,2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	33.766,0	34.475,9	37.087,6	39.738,2	40.311,9	42.969,3	44.762,3	45.817,5	45.814,4	48.324,1
Impôts sur le revenu (D.51)	32.858,5	33.341,3	35.779,4	38.430,3	38.861,9	41.606,1	43.345,6	44.047,4	44.069,3	46.484,3
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	27.888,6	27.629,3	29.416,4	30.569,3	30.990,7	33.273,4	35.058,0	35.666,0	35.798,2	37.004,1
Précompte mobilier (PP)	2.385,5	1.794,8	1.902,2	1.685,9	1.506,1	1.736,7	1.788,7	1.726,2	1.576,0	1.518,2
Précompte professionnel (PP)	21.786,9	22.465,7	23.864,5	25.419,2	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9	30.616,4	31.956,9
Versements anticipés (PP)	2.066,1	1.984,8	2.005,7	2.024,6	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7	1.851,1	1.732,6
Rôles (PP)	1.281,0	882,5	1.066,5	842,2	873,5	816,7	770,1	967,1	978,7	985,5
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	26,6	25,9	22,9	17,9	26,0	23,1	13,8	11,1	7,2	7,4
Cotisation spéciale de sécurité sociale	333,8	455,0	545,8	569,3	581,6	601,0	670,0	689,8	749,2	766,4
Cotisation sur les hauts revenus	1,0	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,1
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,9
Autres impôts sur le revenu	7,7	20,1	8,4	9,7	8,0	8,4	47,9	56,9	19,2	20,1

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	4.879,8	5.629,8	6.258,6	7.760,0	7.702,3	8.088,9	8.091,4	8.141,6	7.961,8	9.245,4
Précompte mobilier (Soc)	510,1	711,9	730,9	686,0	762,6	547,8	606,7	581,3	552,3	720,6
Versements anticipés (Soc)	4.364,9	4.737,2	5.576,6	6.925,3	6.754,5	7.114,7	7.124,6	6.585,5	6.600,4	7.973,5
Impôts des non-résidents (Soc)	28,4	5,3	11,8	61,2	-22,1	17,2	16,8	-2,3	-13,0	-6,3
Rôles (Soc)	-34,3	167,5	-66,5	81,3	200,1	404,4	330,4	951,7	811,6	546,6
Autres impôts sur le revenu	10,7	7,9	5,8	6,2	7,2	4,8	12,9	25,4	10,5	11,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	90,1	82,2	104,4	101,0	168,9	243,8	196,2	239,8	309,3	234,8
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	206,7
Autres impôts sur le revenu	19,6	22,8	33,2	35,7	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	28,1
Autres impôts courants (D.59)	907,5	1.134,6	1.308,2	1.307,9	1.450,0	1.363,2	1.416,7	1.770,1	1.745,1	1.839,8
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	259,9	290,2	420,7	432,1	430,9	416,0	408,8	455,3	451,9	529,2
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	88,7	110,2	112,8	114,1
Taxes sur les ASBL	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	20,1	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9	150,8
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
Impôts de capitation (D.59 B)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	80,0	76,1	62,1
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	14,7	12,0	3,4
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,3	64,1	58,7
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	588,5	774,5	833,2	813,9	956,9	888,6	938,7	962,5	1.023,9	1.027,1
Taxe de circulation payée par les ménages	588,5	653,2	702,0	676,6	813,2	756,1	775,9	795,6	848,8	864,2
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	121,3	131,2	137,3	143,7	132,5	162,8	166,9	175,1	162,9
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	272,3	193,2	221,4
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2	179,6
Autres taxes	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0	40,0	41,8
Impôts en capital (D.91)	761,2	830,3	816,0	956,3	1.022,2	1.174,8	1.206,2	1.267,1	1.400,5	2.185,1
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	688,2	781,0	759,0	891,9	947,4	1.101,1	1.133,1	1.183,5	1.302,1	1.570,8
Droits de succession	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7	1.239,4	1.404,3
Droits sur les donations	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	54,8	62,7	166,5
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	614,3
Taxe sur l'épargne à long terme	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	116,2
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	498,1
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	59.201,8	61.699,8	65.924,6	69.743,0	72.600,9	76.658,2	78.373,0	80.961,9	82.066,3	87.972,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	29.835,7	30.249,8	31.395,1	32.702,1	33.984,2	35.105,2	36.769,0	38.527,6	39.497,3	40.619,2
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.886,3	20.744,3	21.124,3	22.052,5	23.109,3	23.747,3	24.167,5
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.936,1	18.171,0	19.013,1	19.886,3	20.744,3	21.124,3	22.052,5	23.109,3	23.747,3	24.167,5
A charge des administrations publiques	2.369,0	2.441,2	2.556,3	2.648,2	2.767,3	2.834,0	2.817,4	3.133,5	3.377,4	3.468,4
A charge des autres secteurs	15.567,1	15.729,8	16.456,8	17.238,1	17.977,0	18.290,3	19.235,1	19.975,8	20.369,9	20.699,1
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.1 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	9.210,0	9.315,7	9.548,7	9.920,3	10.315,7	10.941,4	11.576,6	12.118,2	12.341,5	12.902,8
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	9.203,3	9.306,5	9.538,5	9.912,1	10.310,3	10.936,0	11.569,7	12.113,6	12.339,6	12.899,3
Sur les salaires et traitements bruts	9.203,3	9.306,5	9.538,5	9.912,1	10.310,3	10.936,0	11.569,7	12.113,6	12.339,6	12.899,3
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	3,5
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.689,6	2.763,1	2.833,3	2.895,5	2.924,2	3.039,5	3.139,9	3.300,1	3.408,5	3.548,9
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.644,0	2.716,3	2.786,6	2.847,8	2.875,0	2.990,7	3.092,1	3.252,7	3.360,4	3.500,8
A charge des travailleurs indépendants	1.965,6	1.981,4	2.023,5	2.069,1	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,2	2.361,1	2.466,3
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	678,4	734,9	763,1	778,7	797,1	852,8	885,1	951,5	999,3	1.034,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	89.037,5	91.949,6	97.319,7	102.445,1	106.585,1	111.763,4	115.142,0	119.489,5	121.563,6	128.591,7

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur la production et les importations (D.2)	20.490,5	21.798,2	22.692,9	23.594,7	25.545,7	26.717,9	26.450,9	25.863,0	26.318,3	28.491,4
Impôts sur les produits (D.21)	19.899,9	21.240,3	22.031,0	22.947,6	24.880,2	26.076,4	25.778,8	25.620,3	25.991,6	28.201,2
Taxes du type TVA (D.211)	12.679,7	13.425,5	14.173,8	14.617,2	16.266,4	17.237,8	16.999,4	18.020,4	18.079,7	19.786,0
TVA grevant les produits	12.679,7	13.425,5	14.173,8	14.617,2	16.266,4	17.237,8	16.999,4	18.020,4	18.079,7	19.786,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	494,0	514,7	575,2	582,1	604,6	630,5	631,6	674,1	723,8	778,2
Droits d'accises sur les huiles minérales	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	49,6	60,0	60,0	60,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	157,6	166,6	179,9	188,2	198,3	216,8	211,9	234,1	253,1	263,4
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	128,8	132,7	148,8	139,5	140,1	149,6	150,6	155,0	169,7	156,1
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	14,4	16,1	20,6	22,5	25,1	23,5	23,9	24,6	28,1	28,9
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	62,0	68,1	91,9	96,2	99,4	101,3	104,3	105,4	113,4	110,9
Droits d'accises sur les bières	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	9,9	10,0	10,0	10,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	58,8	58,0	61,3	62,0	68,5	66,4	67,7	72,2	76,3	43,3
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	12,9	13,7	13,2	14,2	13,7	13,4	13,7	12,8	13,2	13,9
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	91,7
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	6.726,2	7.300,1	7.282,0	7.748,3	8.009,2	8.208,1	8.147,8	6.925,8	7.188,1	7.637,0
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	4.272,5	4.558,1	4.658,8	4.865,8	5.003,2	5.073,5	5.013,2	5.282,1	5.539,8	6.024,9
Droits d'accises sur les huiles minérales	2.870,1	3.052,2	3.189,5	3.287,8	3.309,9	3.342,7	3.346,0	3.384,3	3.458,8	3.673,7
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	824,8	903,7	853,4	969,3	1.069,8	1.125,2	1.049,1	1.280,8	1.328,8	1.373,2
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	48,3	49,7	40,0	52,3	52,5	56,1	56,4	58,1	44,6	58,4
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,8	0,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Droits d'accises sur les bières	170,1	173,9	199,0	196,8	200,0	198,5	196,8	192,0	191,9	186,8
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	72,2	71,1	75,2	76,1	84,0	81,4	83,0	88,5	93,5	53,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	20,1	22,3	31,2	31,1	30,7	32,0	30,9	30,1	31,1	29,8
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	34,7	39,8	36,4	37,1	33,9	29,1	35,2	28,5	30,1	43,8
Cotisation sur l'énergie	202,8	219,4	215,7	206,8	205,3	192,5	201,4	192,0	264,1	367,9
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	77,5	104,6
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Santel)	28,4	25,2	17,2	7,1	13,8	14,0	12,6	26,4	18,5	20,8
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,1
Ecotaxes	0,2	0,1	0,4	0,6	3,2	1,9	1,7	1,3	0,8	0,7
Droits de timbres (D.214 B)	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3	136,5
Droits de timbres	139,1	145,1	150,8	152,1	174,1	161,2	157,7	159,7	157,3	136,5
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	1.033,4	1.172,6	1.429,6	1.712,3	1.709,4	1.827,1	1.723,8	476,4	456,5	443,7
Droits d'enregistrement	830,3	950,7	1.059,6	1.246,4	1.234,2	1.286,9	1.323,5	162,4	118,0	122,4
Droits d'hypothèque	28,1	39,9	46,7	42,6	54,5	37,4	39,3	47,9	58,3	61,5
Droits de greffe	41,6	40,6	39,8	39,3	37,2	38,0	38,6	38,6	34,6	30,4
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	133,4	141,4	217,3	296,5	310,8	385,9	247,2	174,4	199,2	166,2
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	66,2	87,5	72,7	78,9	75,2	53,1	46,4	63,2
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	184,2	212,0	195,0	213,5	234,7	208,8	267,7	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	926,3	924,9	614,4	608,9	627,8	656,9	672,2	728,8	786,6	810,8
Taxes sur les contrats d'assurance	585,0	567,6	610,1	603,4	622,8	650,4	665,8	722,6	779,2	804,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	49,0	49,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	199,9	210,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	88,3	93,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	4,1	4,5	4,3	5,5	5,0	6,5	6,4	6,2	7,4	6,8
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8
Bénéfices de la loterie nationale	169,6	286,2	231,8	194,4	258,8	279,2	311,9	277,5	245,6	218,8
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3	2,3
Taxe d'affichage	1,1	1,2	1,6	1,3	1,2	1,4	1,3	1,3	2,3	2,3
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	590,6	557,9	661,9	647,1	665,5	641,5	672,1	242,7	326,7	290,2
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	5,3
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	14,0	14,2	8,1	8,7	5,0	5,2	5,3	5,4	5,5	5,3
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	363,6	434,3	462,2	450,0	506,4	490,6	491,9	83,4	87,6	81,4
Taxe de circulation payée par les entreprises	279,2	296,8	313,0	293,2	352,4	342,0	320,5	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	84,4	77,8	83,6	88,1	82,2	82,4	90,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	59,7	65,6	68,7	71,8	66,2	81,4	83,4	87,6	81,4
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5
Taxe sur les centres de coordination	23,8	24,7	23,3	24,4	22,4	22,4	23,8	22,3	22,0	21,5
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	189,2	84,7	168,3	164,0	131,7	123,3	151,1	131,6	211,6	182,0
Annuité de brevets	6,4	7,1	6,9	6,9	7,0	7,3	5,7	7,3	7,1	8,7
Rente de monopole (Belgacom)	74,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	62,0	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	73,7	52,8	73,5	74,0
Cotisation des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	37,2	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	21,0	0,0
Autres impôts à la production	46,4	24,9	71,5	67,2	72,0	63,3	71,7	71,5	110,0	99,3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	31.486,8	32.144,7	34.422,1	37.079,3	37.461,0	40.545,7	41.747,9	41.859,5	41.462,1	43.887,8
Impôts sur le revenu (D.51)	30.899,0	31.371,5	33.566,0	36.226,1	36.460,0	39.593,6	40.794,4	41.552,3	41.147,2	43.535,8
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	25.929,1	25.659,5	27.203,0	28.365,1	28.588,8	31.260,9	32.506,8	33.170,9	32.876,1	34.055,6
Précompte mobilier (PP)	2.385,5	1.794,8	1.902,2	1.685,9	1.506,1	1.736,7	1.788,7	1.726,2	1.576,0	1.518,2
Précompte professionnel (PP)	21.786,9	22.465,7	23.864,5	25.419,2	26.010,3	28.118,7	29.821,3	30.334,9	30.616,4	31.956,9
Versements anticipés (PP)	2.066,1	1.984,8	2.005,7	2.024,6	1.984,7	1.968,3	1.945,7	1.879,7	1.851,1	1.732,6
Rôles (PP)	-343,7	-693,8	-662,7	-792,2	-946,3	-594,3	-1.110,6	-837,9	-1.193,8	-1.196,5
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	26,6	25,9	22,9	17,9	26,0	23,1	13,8	11,1	7,2	7,4
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	62,0	62,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,9
Autres impôts sur le revenu	7,7	20,1	8,4	9,7	8,0	8,4	47,9	56,9	19,2	20,1
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	4.879,8	5.629,8	6.258,6	7.760,0	7.702,3	8.088,9	8.091,4	8.141,6	7.961,8	9.245,4

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précompte mobilier (Soc)	510,1	711,9	730,9	686,0	762,6	547,8	606,7	581,3	552,3	720,6
Versements anticipés (Soc)	4.364,9	4.737,2	5.576,6	6.925,3	6.754,5	7.114,7	7.124,6	6.585,5	6.600,4	7.973,5
Impôts des non-résidents (Soc)	28,4	5,3	11,8	61,2	-22,1	17,2	16,8	-2,3	-13,0	-6,3
Rôles (Soc)	-34,3	167,5	-66,5	81,3	200,1	404,4	330,4	951,7	811,6	546,6
Autres impôts sur le revenu	10,7	7,9	5,8	6,2	7,2	4,8	12,9	25,4	10,5	11,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	90,1	82,2	104,4	101,0	168,9	243,8	196,2	239,8	309,3	234,8
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	70,5	59,4	71,2	65,3	128,7	195,1	141,6	190,1	204,4	206,7
Autres impôts sur le revenu	19,6	22,8	33,2	35,7	40,2	48,7	54,6	49,7	104,9	28,1
Autres impôts courants (D.59)	587,8	773,2	856,1	853,2	1.001,0	952,1	953,5	307,2	314,9	352,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	52,8	58,1	86,7	100,8	118,0	132,2	137,3	140,3	139,8	189,1
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	25,1	27,0	30,2	34,1	37,5	40,5	41,0	37,3	35,9	38,3
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	20,1	21,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	7,6	10,1	56,5	66,7	80,5	91,7	96,3	103,0	103,9	150,8
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	535,0	715,1	769,4	752,4	883,0	819,9	816,2	166,9	175,1	162,9
Taxe de circulation payée par les ménages	535,0	593,8	638,2	615,1	739,3	687,4	653,4	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	121,3	131,2	137,3	143,7	132,5	162,8	166,9	175,1	162,9
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	114,5	93,1	103,0	112,4	129,2	132,9	133,5	83,6	98,4	614,3
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	41,5	43,8	46,0	48,0	54,4	59,2	60,4	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	614,3
Taxe sur l'épargne à long terme	73,0	49,3	57,0	64,4	74,8	73,7	73,1	83,6	98,4	116,2
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	498,1
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	52.091,8	54.036,0	57.218,0	60.786,4	63.135,9	67.396,5	68.332,3	67.806,1	67.878,8	72.993,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	1.180,7	1.182,8	1.255,8	1.254,1	1.272,2	1.321,3	1.324,4	1.389,3	1.768,7	1.812,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	601,3
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	227,7	207,2	275,0	267,5	280,2	296,9	275,0	306,2	611,2	601,3
A charge des administrations publiques	129,8	130,9	132,9	119,2	140,1	147,3	150,5	164,0	468,5	480,9
A charge des autres secteurs	97,9	76,3	142,1	148,3	140,1	149,6	124,5	142,2	142,7	120,4
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.2 REÇUS PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,1
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,1
Sur les salaires et traitements bruts	854,1	867,6	867,8	873,2	869,8	897,4	917,6	945,7	1.006,5	1.055,1
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	98,9	108,0	113,0	113,4	122,2	127,0	131,8	137,4	151,0	156,5
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	53.272,5	55.218,8	58.473,8	62.040,5	64.408,1	68.717,8	69.656,7	69.195,4	69.647,5	74.806,4

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1.320,7	1.495,7	1.675,8	1.758,2	1.873,8	1.863,4	1.901,2	3.449,1	3.642,0	3.809,0
Impôts sur les produits (D.21)	584,8	675,5	803,1	847,7	947,9	945,1	974,0	2.431,9	2.613,1	2.797,6
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	584,8	675,5	803,1	847,7	947,9	945,1	974,0	2.431,9	2.613,1	2.797,6
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	92,0	141,6	216,0	220,5	224,9	219,3	223,2	229,7	234,6	211,1
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	92,0	141,6	216,0	220,5	224,9	219,3	223,2	229,7	234,6	211,1
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Santel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	438,4	478,9	535,0	579,4	672,8	680,5	706,5	1.903,6	2.088,0	2.273,6
Droits d'enregistrement	438,4	478,9	535,0	579,4	672,8	680,5	706,5	1.903,6	2.088,0	2.273,6
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	252,4	247,5	266,9
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	252,4	247,5	266,9
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0
Taxes sur les jeux et les paris	54,4	55,0	52,1	47,8	50,2	45,3	44,3	46,2	43,0	46,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	735,9	820,2	872,7	910,5	925,9	918,3	927,2	1.017,2	1.028,9	1.011,4
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	175,8	199,9	217,6	218,7	201,8	231,9	245,5	251,4	236,7	195,8
Précompte immobilier (PP)	78,5	82,5	86,5	91,3	84,9	83,6	97,3	122,4	109,2	104,8
Précompte immobilier (Soc)	38,6	40,6	43,3	45,7	42,4	41,8	48,7	61,4	55,2	13,5
Taxe d'ouverture	14,8	14,7	16,4	14,0	13,3	12,8	10,8	4,2	3,6	3,4
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	43,9	62,1	71,4	67,7	61,2	93,7	88,7	63,4	68,7	74,1
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	74,6	521,3	505,6	530,3
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	25,4	356,0	379,3	386,8
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	30,2	40,0	42,1	45,4	70,3	70,6	49,2	53,8	44,8	46,3
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	111,5	81,5	97,2
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	216,9	274,0	297,5	270,9	272,3	243,4	210,0	207,5	228,3	223,4
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	89,7	103,9	121,5	92,5	99,8	74,0	72,5	69,0	74,8	62,2
Taxe sur le lisier (RF)	4,0	1,4	9,1	4,8	2,2	10,7	4,6	5,5	4,0	7,2
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	123,2	168,7	166,9	173,6	170,3	158,7	132,9	133,0	149,5	154,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	313,0	306,3	315,5	375,5	381,5	372,4	397,1	37,0	58,3	61,9
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	309,8	298,4	295,6	355,7	357,3	346,7	365,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	3,2	7,9	19,9	19,8	24,2	25,7	32,1	37,0	58,3	61,9
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	813,1	1.000,4	1.027,3
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-222,5	-0,5	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	82,8	1.035,6	1.000,9	1.027,3
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	80,0	76,1	62,1
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	21,9	32,5	17,0	24,3	24,6	20,2	30,8	14,7	12,0	3,4
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	65,3	64,1	58,7
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	723,3	771,6	785,6
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	52,0	723,3	771,6	785,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2	179,6
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	232,3	153,2	179,6
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5	1.302,1	1.570,8
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.183,5	1.302,1	1.570,8
Droits de succession	646,7	737,2	713,0	843,9	893,0	1.041,9	1.072,7	1.128,7	1.239,4	1.404,3
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8	62,7	166,5
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	1.989,3	2.265,4	2.405,8	2.626,4	2.791,4	2.925,5	3.056,7	5.445,7	5.944,5	6.407,1
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	31,8	28,5	29,5
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	20,9
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	20,9
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	19,9	20,9
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.3 REÇUS PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	8,6
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	8,6
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,6	8,6	8,6
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	1.989,3	2.265,4	2.405,8	2.626,4	2.791,4	2.925,5	3.056,7	5.477,5	5.973,0	6.436,6

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.899,8	3.970,9
Impôts sur les produits (D.21)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,4
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Santel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	2.533,6	2.760,8	2.920,2	2.957,2	3.095,2	3.098,9	3.207,6	3.587,4	3.899,8	3.870,5
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	2.211,2	2.415,2	2.529,8	2.635,1	2.649,8	2.660,0	2.809,3	3.154,6	3.455,8	3.417,8
Précompte immobilier (PP)	1.481,5	1.618,2	1.686,5	1.756,7	1.766,5	1.773,3	1.872,9	2.103,5	2.304,2	2.278,5
Précompte immobilier (Soc)	729,7	797,0	843,3	878,4	883,3	886,7	936,4	1.051,1	1.151,6	1.139,3
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	27,9	29,7	31,3	29,3	35,3	34,2	34,6	35,6	37,9	38,7
Taxe de circulation payée par les entreprises	27,9	29,7	31,3	29,3	35,3	34,2	34,6	35,6	37,9	38,7
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	294,5	315,9	359,1	292,8	410,1	404,7	363,7	397,2	406,1	414,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	294,5	315,9	359,1	292,8	410,1	404,7	363,7	397,2	406,1	414,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	1.801,1	1.786,8	1.943,4	1.834,6	2.029,7	1.619,8	2.078,3	2.250,0	2.403,0	2.416,5
Impôts sur le revenu (D.51)	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	1.624,7	1.576,3	1.729,2	1.634,4	1.819,8	1.411,0	1.880,7	2.027,5	2.173,0	2.182,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	176,4	210,5	214,2	200,2	209,9	208,8	197,6	222,5	230,0	234,5
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	88,7	110,2	112,8	114,1
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	85,7	113,7	113,1	101,1	98,4	101,7	88,7	110,2	112,8	114,1
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	53,5	59,4	63,8	61,5	73,9	68,7	70,5	72,3	77,2	78,6
Taxe de circulation payée par les ménages	53,5	59,4	63,8	61,5	73,9	68,7	70,5	72,3	77,2	78,6
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0	40,0	41,8
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	37,2	37,4	37,3	37,6	37,6	38,4	38,4	40,0	40,0	41,8
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	4.334,7	4.547,6	4.863,6	4.791,8	5.124,9	4.718,7	5.285,9	5.837,4	6.302,8	6.387,4
Cotisations sociales effectives (D.611)	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	22,8	21,8	20,2	20,0	20,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	1,6
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	1,6
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	1,5	1,5	1,6	1,6
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.4 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	18,4
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	18,4
Sur les salaires et traitements bruts	81,3	73,6	22,0	18,3	18,3	20,4	20,3	18,7	18,4	18,4
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	4.416,0	4.621,2	4.885,6	4.810,1	5.143,2	4.741,5	5.307,7	5.857,6	6.322,8	6.407,4

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur la production et les importations (D.2)	329,8	338,9	732,1	738,4	752,1	833,9	844,8	977,8	991,3	1.192,0
Impôts sur les produits (D.21)	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	890,3	1.043,2
Taxes du type TVA (D.211)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TVA grevant les produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les importations (D.2121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'entrée, y compris droits CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements agricoles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	267,6	299,0	661,2	658,3	668,7	754,0	744,7	815,0	890,3	1.043,2
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Santel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	236,3	252,0	593,7	589,6	594,4	625,2	656,9	680,3	732,3	755,3
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	47,1	46,9	46,0	47,1	47,8	48,6	50,5	50,1
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	216,6	230,3	430,0	422,9	426,8	446,1	464,4	475,7	503,5	518,5
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	93,2	91,3	88,6	95,6	97,4	105,7	123,3	127,4
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	19,7	21,7	23,4	28,5	33,0	36,4	47,3	50,3	55,0	59,3
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	31,3	47,0	67,5	68,7	74,3	128,8	87,8	134,7	158,0	287,9
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	29,1	44,6	65,1	66,2	71,8	126,2	85,0	131,8	149,0	285,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	2,2	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,9	9,0	2,9
Autres impôts sur la production (D.29)	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	162,8	101,0	148,8
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	62,2	39,9	70,9	80,1	83,4	79,9	100,1	162,8	101,0	148,8
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation des sociétés	34,7	36,7	69,4	79,5	83,3	85,2	99,3	95,9	101,0	118,1
Remboursement biologie clinique et médicaments	27,5	3,2	1,5	0,6	0,1	-5,3	0,8	66,9	0,0	30,7
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	456,2	511,9	705,1	800,0	796,6	783,6	853,3	894,9	948,9	992,5
Impôts sur le revenu (D.51)	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,6	766,5
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	334,8	393,5	484,2	569,8	582,1	601,5	670,5	690,1	749,6	766,5
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	333,8	393,0	483,8	569,3	581,6	601,0	670,0	689,8	749,2	766,4
Cotisation sur les hauts revenus	1,0	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,4	0,1
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres côtés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	121,4	118,4	220,9	230,2	214,5	182,1	182,8	204,8	199,3	226,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	786,0	850,8	1.437,2	1.538,4	1.548,7	1.617,5	1.698,1	1.872,7	1.940,2	2.184,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	28.573,7	28.993,4	30.117,3	31.429,7	32.693,7	33.761,1	35.422,8	37.086,3	37.680,1	38.756,8
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.618,8	20.464,1	20.825,0	21.776,0	22.781,4	23.114,6	23.543,7
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	17.708,4	17.963,8	18.738,1	19.618,8	20.464,1	20.825,0	21.776,0	22.781,4	23.114,6	23.543,7
A charge des administrations publiques	2.239,2	2.310,3	2.423,4	2.529,0	2.627,2	2.684,3	2.665,4	2.947,8	2.887,4	2.965,0
A charge des autres secteurs	15.469,2	15.653,5	16.314,7	17.089,8	17.836,9	18.140,7	19.110,6	19.833,6	20.227,2	20.578,7
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.5 REÇUS PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	8.274,6	8.374,5	8.658,9	9.028,8	9.427,6	10.023,6	10.638,7	11.142,2	11.308,0	11.820,7
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	8.267,9	8.365,3	8.648,7	9.020,6	9.422,2	10.018,2	10.631,8	11.137,6	11.306,1	11.817,2
Sur les salaires et traitements bruts	8.267,9	8.365,3	8.648,7	9.020,6	9.422,2	10.018,2	10.631,8	11.137,6	11.306,1	11.817,2
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	6,7	9,2	10,2	8,2	5,4	5,4	6,9	4,6	1,9	3,5
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	2.590,7	2.655,1	2.720,3	2.782,1	2.802,0	2.912,5	3.008,1	3.162,7	3.257,5	3.392,4
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	2.545,1	2.608,3	2.673,6	2.734,4	2.752,8	2.863,7	2.960,3	3.115,3	3.209,4	3.344,3
A charge des travailleurs indépendants	1.965,6	1.981,4	2.023,5	2.069,1	2.077,9	2.137,9	2.207,0	2.301,2	2.361,1	2.466,3
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	579,5	626,9	650,1	665,3	674,9	725,8	753,3	814,1	848,3	878,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	45,6	46,8	46,7	47,7	49,2	48,8	47,8	47,4	48,1	48,1
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	29.359,7	29.844,2	31.554,5	32.968,1	34.242,4	35.378,6	37.120,9	38.959,0	39.620,3	40.941,3

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2.082,4	1.872,6	2.012,7	2.051,5	1.872,2	2.106,7	2.013,8	1.738,6	1.860,9	1.773,5
Impôts sur les produits (D.21)	2.082,4	1.872,6	2.012,7	2.051,5	1.872,2	2.106,7	2.013,8	1.738,6	1.860,9	1.773,5
Taxes du type TVA (D.211)	1.058,6	894,6	885,5	885,7	745,8	891,5	818,1	570,6	555,7	335,4
TVA grevant les produits	1.058,6	894,6	885,5	885,7	745,8	891,5	818,1	570,6	555,7	335,4
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D.212)	931,4	893,2	1.053,0	1.094,8	1.040,7	1.140,4	1.149,8	1.117,6	1.275,2	1.399,0
Droits sur les importations (D.2121)	904,9	859,3	1.022,6	1.050,8	1.006,7	1.112,4	1.126,5	1.094,1	1.246,7	1.376,1
Droits d'entrée, y compris droits CECA	904,9	859,3	1.022,6	1.050,8	1.006,7	1.112,4	1.126,5	1.094,1	1.246,7	1.376,1
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits d'importation (D.2122)	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	23,5	28,5	22,9
Prélèvements agricoles (D.2122 A)	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	23,5	28,5	22,9
Prélèvements agricoles	26,5	33,9	30,4	44,0	34,0	28,0	23,3	23,5	28,5	22,9
Montants compensatoires prélevés à l'importation (D.2122 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises (D.2122 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.2122 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur des services déterminés (D.2122 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles à l'importation (D.2122 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations (D.214)	92,4	84,8	74,2	71,0	85,7	74,8	45,9	50,4	30,0	39,1
Droits d'accises et impôts de consommation (D.214 A)	92,4	84,8	74,2	71,0	85,7	74,8	45,9	50,4	30,0	39,1
Droits d'accises sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de consommation sur les alcools et les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées mousseuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les boissons fermentées de fruits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les sucres et sirops de raffinage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les produits intermédiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance de contrôle sur le fuel domestique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sucre	81,3	69,7	66,3	64,8	72,9	74,8	45,9	50,4	30,0	39,1
Taxe de coresponsabilité sur le lait	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur les céréales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de coresponsabilité sur la viande de mouton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pénalisation dépassement du quota laitier	5,4	9,5	1,8	6,2	12,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations obligatoires des producteurs d'animaux et de produits animaux (Santel)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvement CECA	5,7	5,6	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation d'emballage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecotaxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres (D.214 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de timbres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions mobilières et immobilières (D.214 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'enregistrement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'hypothèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de greffe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les opérations de bourse et de reports	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les livraisons de titres au porteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation (D.214 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'immatriculation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de mise en circulation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les spectacles et divertissements (D.214 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les loteries, les jeux et les paris (D.214 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les jeux et les paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les primes d'assurance (D.214 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les contrats d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance hospitalisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes au profit de la Croix-Rouge de Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur des services déterminés (D.214 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts généraux sur les ventes ou le chiffre d'affaires (D.214 I)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes assimilées au timbre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices des monopoles fiscaux (D.214 J)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfices de la loterie nationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation (D.214 K)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants compensatoires prélevés à l'exportation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur les produits n.d.a. (D.214 L)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'affichage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Redevance sur certains produits pharmaceutiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur la production (D.29)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les terrains, bâtiments et autres constructions (D.29 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte immobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe d'ouverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de patente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale (RB-C) - A partir de 2002, uniquement taxe régionale à charge des propriétaires d'immeubles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur l'utilisation d'actifs fixes (D.29 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurovignette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la masse salariale ou les effectifs employés (D.29 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les centres de coordination	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.29 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les autorisations commerciales ou professionnelles (D.29 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur la pollution (D.29 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les déchets industriels (RF et RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur le lisier (RF)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les eaux (RF, RW et RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA (D.29 G)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sous-compensation TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production n.d.a. (D.29 H)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Annuité de brevets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Belgacom)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rente de monopole (Loterie nationale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation des sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursement biologie clinique et médicaments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (CF, CF et CG) - partim	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation unique à charge du secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu (D.51)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des personnes physiques ou des ménages (D.51 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les participations bénéficiaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation spéciale de sécurité sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur les hauts revenus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur le revenu des sociétés (D.51 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Précompte mobilier (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Versements anticipés (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (Soc)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les gains de détention (D.51 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les gains des loteries et des paris (D.51 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu n.d.a. (D.51 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Anciens impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts des non-résidents (PP)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts sur le revenu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants (D.59)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts courants sur le capital (D.59 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine (terrains et bâtiments)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur les ASBL	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les titres cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transfert au Fonds des Accidents de Travail en provenance des caisses privées d'assurance contre les accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts de capitation (D.59 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les déchets ménagers (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe régionale forfaitaire (RB-C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur la dépense (D.59 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Paiements par les ménages pour l'obtention d'autorisations (D.59 D)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe de circulation payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe assimilée au droit d'accises payée par les ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transactions internationales (D.59 E)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts courants n.d.a. (D.59 F)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevance radio et télévision (RW)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres taxes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts en capital (D.91)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôts sur les transferts en capital (D.91 A)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de succession	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits sur les donations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prélèvements sur le capital (D.91 B)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxe sur l'épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Déclaration libératoire unique (DLU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres impôts en capital n.d.a. (D.91 C)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes	2.082,4	1.872,6	2.012,7	2.051,5	1.872,2	2.106,7	2.013,8	1.738,6	1.860,9	1.773,5
Cotisations sociales effectives (D.611)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs (D.6111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives obligatoires à la charge des employeurs (D.61111)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales effectives volontaires à la charge des employeurs (D.61112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

3.6 REÇUS PAR LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE (S.212) (SUITE)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
A charge des autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales à la charge des salariés (D.6112)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés (D.61121)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les salaires et traitements bruts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sur les prestations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires à la charge des salariés (D.61122)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.6113)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales obligatoires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61131)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisations sociales volontaires des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi (D.61132)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des travailleurs indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des expatriés (OSSOM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A charge des inactifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et contributions sociales	2.082,4	1.872,6	2.012,7	2.051,5	1.872,2	2.106,7	2.013,8	1.738,6	1.860,9	1.773,5

3.7 PRÉLEVÉS POUR FINANCER D'AUTRES SOUS-SECTEURS

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Transferts de recettes fiscales	21.020,5	22.114,3	23.753,8	24.798,4	26.246,0	26.885,3	28.873,1	27.115,6	28.437,4	32.252,9
Aux administrations d'états fédérés (communautés et régions)	18.744,1	19.302,8	20.675,1	21.682,2	22.864,4	23.033,6	25.298,0	22.488,0	23.638,6	24.231,0
TVA grevant les produits	8.571,5	8.578,4	8.912,0	8.960,1	9.101,2	9.203,6	9.671,7	9.938,5	10.294,4	10.607,8
Précompte professionnel (PP)	10.172,6	10.724,4	11.763,1	12.722,1	13.763,2	13.830,0	15.626,3	12.549,5	13.344,2	13.623,2
Aux administrations locales	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
TVA grevant les produits	42,1	74,4	74,4	83,0	94,5	94,4	77,5	95,0	145,3	141,6
Aux administrations de sécurité sociale	2.234,4	2.737,3	3.004,4	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.497,5	4.532,6	4.653,5	7.880,3
TVA grevant les produits	1.594,1	2.079,5	2.967,2	3.033,2	3.287,1	3.757,2	3.488,5	4.438,8	4.523,1	7.607,8
Droits d'accise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	208,2
Droits d'accise sur les huiles minérales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur les gaz de pétrole et autres hydrocarbures liquéfiés et sur les benzols	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accise sur le tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,5	208,2
Droits d'accises sur les eaux-de-vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur les eaux de boisson et les limonades	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits d'accises sur le café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cotisation sur l'énergie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte professionnel (PP)	555,3	555,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Précompte mobilier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rôles (PP) - Stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,0	93,8	67,9	55,8
Taxe sur la participation des travailleurs aux bénéficiaires ou au capital de la société	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,5
Cotisation exceptionnelle des producteurs d'électricité	0,0	0,0	37,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance accidents de travail	12,3	14,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance automobile	50,4	61,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Supplément au montant des primes d'assurance incendie	22,3	27,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

4. Détail des prestations sociales

4.1 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (S.13)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Détail des prestations sociales	45.908,8	47.685,6	48.680,9	50.126,9	51.679,7	53.736,7	56.523,8	59.726,6	63.236,3	66.702,1
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	12.267,5	13.135,1	13.141,1	13.699,4	14.572,4	15.566,5	16.762,6	17.408,6	18.933,4	20.597,7
Soins de santé	11.221,7	12.039,3	11.924,5	12.521,2	13.207,5	13.999,3	15.026,7	15.372,2	16.743,3	18.192,0
Salariés	10.341,3	11.091,8	11.027,1	11.580,9	12.204,7	12.938,6	13.885,0	14.212,5	15.486,9	16.840,0
Indépendants	780,4	849,9	804,6	844,6	901,2	963,8	1.046,6	1.065,2	1.166,1	1.265,7
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	80,1	78,4	73,6	71,3	74,3	69,6	65,4	64,5	60,3	56,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	19,9	19,2	19,2	24,4	27,3	27,3	29,7	30,0	30,0	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5	133,2	180,6
Autres prestations sociales en nature	1.045,8	1.095,8	1.216,6	1.178,2	1.364,9	1.567,2	1.735,9	1.967,9	2.056,9	2.225,1
Prestations sociales en espèces	33.641,3	34.550,5	35.539,8	36.427,5	37.107,3	38.170,2	39.761,2	42.318,0	44.302,9	46.104,4
Indemnités maladie-invalidité	2.482,0	2.543,3	2.546,7	2.634,8	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.205,6	3.364,0	3.535,5
Salariés	2.343,9	2.404,5	2.410,3	2.497,6	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.039,9	3.177,0	3.330,6
Indépendants	138,1	138,8	136,4	137,2	136,9	140,3	153,3	165,7	187,0	204,9
Chômage	4.218,8	4.441,6	4.474,6	4.519,5	4.504,4	4.380,6	4.637,1	5.355,7	5.744,9	6.059,5
Prépensions	1.293,6	1.304,9	1.308,2	1.254,3	1.214,9	1.163,0	1.153,1	1.144,0	1.183,5	1.238,9
Interruption de carrière et crédit-temps	131,8	130,4	137,7	160,2	196,9	235,7	273,6	352,4	432,0	492,4
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	12.723,5	13.109,8	13.457,8	13.810,1	14.148,8	14.549,3	15.109,7	15.722,8	16.270,6	16.696,1
Salariés	10.791,9	11.145,9	11.468,9	11.804,9	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.544,6	14.013,0	14.373,6
Indépendants	1.692,4	1.716,1	1.734,6	1.746,6	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.906,2	1.977,1	2.030,5
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	239,2	247,8	254,3	258,6	260,3	262,8	267,7	272,0	280,5	292,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	4.861,4	5.019,6	5.469,2	5.691,0	5.819,5	6.060,9	6.305,9	6.658,4	6.979,1	7.537,2
Fonds des veuves et orphelins	749,6	768,1	794,2	812,5	829,8	854,5	878,5	913,9	933,4	954,6
Pool des parastataux	112,0	129,4	132,7	143,4	152,7	170,6	172,5	179,9	212,2	227,3
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6	585,8
Personnel satutaire de LA POSTE	0,0	0,0	263,5	275,5	287,3	299,7	314,1	329,4	338,7	354,1
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	25,8	55,0	83,5
Personnel satutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,2
Régime d'employeurs	3.673,4	3.779,9	3.890,8	4.021,7	4.091,7	4.253,5	4.426,6	4.681,6	4.873,2	5.131,7
Allocations familiales (secteur privé)	3.257,0	3.314,5	3.354,6	3.389,5	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.605,9	3.671,8	3.737,0
Salariés	2.898,5	2.955,9	2.989,2	3.021,3	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,6	3.310,8	3.366,1
Indépendants	335,5	334,4	338,9	341,0	322,6	316,0	332,2	332,2	328,2	334,1
Prestations familiales garanties	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,1	32,8	36,8
Allocations familiales (secteur public)	704,3	790,7	824,4	851,4	863,4	901,2	923,8	958,1	1.001,1	1.029,4
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	229,2	240,6	249,2	255,4	251,2	283,5	281,9	302,3	322,9	333,5
Régime d'employeurs	475,1	550,1	575,2	596,0	612,2	617,7	641,9	655,8	678,2	695,9
Mise en disponibilité (enseignants)	89,2	119,8	159,9	208,7	268,9	345,0	438,7	522,7	529,2	505,7
Accidents de travail	154,5	152,7	152,8	158,5	168,4	161,5	164,2	169,1	164,1	164,5
Maladies professionnelles	358,9	349,0	336,4	335,9	316,3	324,3	325,0	326,0	329,9	326,7
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	336,4	368,3	408,5	399,1	423,8	426,2	420,1	536,2	514,4	583,2
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	235,2	231,0	232,9	230,8	226,8	249,1	257,7	257,7	263,7	283,4
Allocations aux handicapés	904,5	867,8	881,5	901,6	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2	1.295,4	1.321,6
Pensions de guerre	336,1	322,1	303,6	288,6	270,9	250,8	236,0	223,2	212,0	200,1
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	744,2	684,9	671,0	773,8	782,0	875,2	965,1	1.000,7	1.070,8	1.000,1
Autres prestations sociales en espèces	809,9	800,1	820,0	819,7	830,9	995,9	993,2	1.172,3	1.276,4	1.393,1

4.2 PAYÉES PAR LE POUVOIR FÉDÉRAL (S.1311)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Détail des prestations sociales	5.190,5	5.269,6	5.608,6	5.658,8	5.751,1	5.904,3	5.989,1	6.120,7	6.557,6	5.751,7
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	1.028,3	1.103,5	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5	133,9
Soins de santé	1.028,3	1.103,5	1.076,9	1.052,9	1.090,7	1.106,0	1.145,2	1.139,6	1.260,5	133,9
Salariés	895,7	949,6	933,0	913,0	946,3	963,0	1.001,4	996,2	1.108,2	77,6
Indépendants	52,5	75,5	70,3	68,6	70,1	73,4	78,4	78,9	92,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	80,1	78,4	73,6	71,3	74,3	69,6	65,4	64,5	60,3	56,3
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations sociales en espèces	4.162,2	4.166,1	4.531,7	4.605,9	4.660,4	4.798,3	4.843,9	4.981,1	5.297,1	5.617,8
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	2.246,8	2.250,5	2.595,3	2.651,5	2.699,5	2.807,0	2.842,4	2.945,7	3.050,2	3.343,9
Fonds des veuves et orphelins	749,6	768,1	794,2	812,5	829,8	854,5	878,5	913,9	933,4	954,6
Pool des parastataux	112,0	129,4	132,7	143,4	152,7	170,6	172,5	179,9	212,2	227,3
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel satutaire de LA POSTE	0,0	0,0	263,5	275,5	287,3	299,7	314,1	329,4	338,7	354,1
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	25,8	55,0	83,5
Personnel satutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	200,2
Régime d'employeurs	1.385,2	1.353,0	1.404,9	1.420,1	1.429,7	1.482,2	1.471,8	1.496,7	1.510,9	1.524,2
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	177,2	231,9	248,9	261,0	260,5	251,5	259,5	257,3	267,4	270,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	177,2	231,9	248,9	261,0	260,5	251,5	259,5	257,3	267,4	270,9
Mise en disponibilité (enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	235,2	231,0	232,9	230,8	226,8	249,1	257,7	257,7	263,7	283,4
Allocations aux handicapés	904,5	867,8	881,5	901,6	951,7	989,6	1.025,6	1.107,2	1.295,4	1.321,6
Pensions de guerre	336,1	322,1	303,6	288,6	270,9	250,8	236,0	223,2	212,0	200,1
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	262,4	262,8	269,5	272,4	251,0	250,3	222,7	190,0	208,4	197,9

4.3 PAYÉES PAR LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS (S.1312)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Détail des prestations sociales	2.895,4	3.109,1	3.329,4	3.475,3	3.796,9	4.140,1	4.556,4	5.192,9	5.446,7	5.909,1
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.523,0	1.571,1	1.733,3
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	789,6	818,6	896,4	885,1	1.061,5	1.150,9	1.315,5	1.523,0	1.571,1	1.733,3
Prestations sociales en espèces	2.105,8	2.290,5	2.433,0	2.590,2	2.735,4	2.989,2	3.240,9	3.669,9	3.875,6	4.175,8
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	1.414,1	1.548,1	1.641,3	1.737,5	1.825,8	1.943,5	2.107,0	2.316,4	2.475,3	2.685,2
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel satutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel satutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	1.414,1	1.548,1	1.641,3	1.737,5	1.825,8	1.943,5	2.107,0	2.316,4	2.475,3	2.685,2
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	258,1	278,6	286,7	295,3	310,8	323,4	337,3	351,4	362,0	375,9
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	258,1	278,6	286,7	295,3	310,8	323,4	337,3	351,4	362,0	375,9
Mise en disponibilité (enseignants)	71,6	95,2	123,5	162,9	211,5	274,7	349,4	421,1	424,8	403,5
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	362,0	368,6	381,5	394,5	387,3	447,6	447,2	581,0	613,5	711,2

4.4 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS LOCALES (S.1313)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Détail des prestations sociales	1.541,1	1.605,7	1.644,5	1.642,3	1.676,5	1.866,7	1.939,4	2.121,9	2.181,2	2.313,7
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3
Soins de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en nature	228,0	233,0	258,4	241,4	254,3	362,9	363,6	384,4	423,7	445,3
Prestations sociales en espèces	1.313,1	1.372,7	1.386,1	1.400,9	1.422,2	1.503,8	1.575,8	1.737,5	1.757,5	1.868,4
Indemnités maladie-invalidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chômage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prépensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Interruption de carrière et crédit-temps	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	874,1	878,8	844,6	864,1	836,2	827,8	847,8	868,5	887,0	922,3
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel satutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel satutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	874,1	878,8	844,6	864,1	836,2	827,8	847,8	868,5	887,0	922,3
Allocations familiales (secteur privé)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indépendants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations familiales garanties	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur public)	29,0	28,2	28,4	28,7	29,2	30,2	31,6	31,9	32,8	32,3
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	29,0	28,2	28,4	28,7	29,2	30,2	31,6	31,9	32,8	32,3
Mise en disponibilité (enseignants)	17,6	24,6	36,4	45,8	57,4	70,3	89,3	101,6	104,4	102,2
Accidents de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maladies professionnelles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	336,4	368,3	408,5	399,1	423,8	426,2	420,1	536,2	514,4	583,2
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres prestations sociales en espèces	56,0	72,8	68,2	63,2	75,6	149,3	187,0	199,3	218,9	228,4

4.5 PAYÉES PAR LES ADMINISTRATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE (S.1314)

(millions d'euros)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Détail des prestations sociales	36.281,8	37.701,2	38.098,4	39.350,5	40.455,2	41.825,6	44.038,9	46.291,1	49.050,8	52.727,6
Prestations sociales en nature fournies par des producteurs marchands	10.221,6	10.980,0	10.909,4	11.520,0	12.165,9	12.946,7	13.938,3	14.361,6	15.678,1	18.285,2
Soins de santé	10.193,4	10.935,8	10.847,6	11.468,3	12.116,8	12.893,3	13.881,5	14.232,6	15.482,8	18.058,1
Salariés	9.445,6	10.142,2	10.094,1	10.667,9	11.258,4	11.975,6	12.883,6	13.216,3	14.378,7	16.762,4
Indépendants	727,9	774,4	734,3	776,0	831,1	890,4	968,2	986,3	1.074,1	1.265,7
Invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	19,9	19,2	19,2	24,4	27,3	27,3	29,7	30,0	30,0	30,0
Assurance soins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	68,5	133,2	180,6
Autres prestations sociales en nature	28,2	44,2	61,8	51,7	49,1	53,4	56,8	60,5	62,1	46,5
Prestations sociales en espèces	26.060,2	26.721,2	27.189,0	27.830,5	28.289,3	28.878,9	30.100,6	31.929,5	33.372,7	34.442,4
Indemnités maladie-invalidité	2.482,0	2.543,3	2.546,7	2.634,8	2.721,8	2.839,6	3.023,3	3.205,6	3.364,0	3.535,5
Salariés	2.343,9	2.404,5	2.410,3	2.497,6	2.584,9	2.699,3	2.870,0	3.039,9	3.177,0	3.330,6
Indépendants	138,1	138,8	136,4	137,2	136,9	140,3	153,3	165,7	187,0	204,9
Chômage	4.218,8	4.441,6	4.474,6	4.519,5	4.504,4	4.380,6	4.637,1	5.355,7	5.744,9	6.059,5
Prépensions	1.293,6	1.304,9	1.308,2	1.254,3	1.214,9	1.163,0	1.153,1	1.144,0	1.183,5	1.238,9
Interruption de carrière et crédit-temps	131,8	130,4	137,7	160,2	196,9	235,7	273,6	352,4	432,0	492,4
Pensions de retraite et de survie (secteur privé)	12.723,5	13.109,8	13.457,8	13.810,1	14.148,8	14.549,3	15.109,7	15.722,8	16.270,6	16.696,1
Salariés	10.791,9	11.145,9	11.468,9	11.804,9	12.128,9	12.482,9	12.974,2	13.544,6	14.013,0	14.373,6
Indépendants	1.692,4	1.716,1	1.734,6	1.746,6	1.759,6	1.803,6	1.867,8	1.906,2	1.977,1	2.030,5
Office de Sécurité sociale d'Outre-mer	239,2	247,8	254,3	258,6	260,3	262,8	267,7	272,0	280,5	292,0
Pensions de retraite et de survie (secteur public)	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6	585,8
Fonds des veuves et orphelins	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pool des parastataux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions communales (ex Caisse de Répartition des Pensions communales, Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales - Pool I et Pool II)	326,4	342,2	388,0	437,9	458,0	482,6	508,7	527,8	566,6	585,8
Personnel satutaire de LA POSTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds des Pensions de la Police intégrée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Personnel satutaire de BELGACOM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régime d'employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations familiales (secteur privé)	3.257,0	3.314,5	3.354,6	3.389,5	3.397,9	3.422,3	3.509,1	3.605,9	3.671,8	3.737,0
Salariés	2.898,5	2.955,9	2.989,2	3.021,3	3.045,8	3.076,0	3.149,0	3.243,6	3.310,8	3.366,1
Indépendants	335,5	334,4	338,9	341,0	322,6	316,0	332,2	332,2	328,2	334,1
Prestations familiales garanties	23,0	24,2	26,5	27,2	29,5	30,3	27,9	30,1	32,8	36,8
Allocations familiales (secteur public)	240,0	252,0	260,4	266,4	262,9	296,1	295,4	317,5	338,9	350,3
Office National de Sécurité Sociale des Administrations provinciales et locales	229,2	240,6	249,2	255,4	251,2	283,5	281,9	302,3	322,9	333,5
Régime d'employeurs	10,8	11,4	11,2	11,0	11,7	12,6	13,5	15,2	16,0	16,8
Mise en disponibilité (enseignants)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accidents de travail	154,5	152,7	152,8	158,5	168,4	161,5	164,2	169,1	164,1	164,5
Maladies professionnelles	358,9	349,0	336,4	335,9	316,3	324,3	325,0	326,0	329,9	326,7
Minimum de moyens d'existence. A partir de 2002, revenu d'intégration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu garanti aux personnes âgées. A partir de 2001, garantie de revenus aux personnes âgées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocations aux handicapés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pensions de guerre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de Sécurité d'Existence (y compris Fonds de Fermeture d'Entreprises)	744,2	684,9	671,0	773,8	782,0	875,2	965,1	1.000,7	1.070,8	1.000,1
Autres prestations sociales en espèces	129,5	95,9	100,8	89,6	117,0	148,7	136,3	202,0	235,6	255,6

Précisions méthodologiques relatives aux comptes des administrations publiques

Depuis 2001, il existe au niveau européen deux définitions officielles du solde de financement des pouvoirs publics: le solde de financement établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, d'une part, et le solde de financement SEC 1995, d'autre part.

La première prend en considération les versements d'intérêts nets résultant d'accords de swap et de contrats de garantie de taux. Cette notion est essentielle du point de vue de la surveillance européenne de l'évolution des finances publiques des différents pays de l'UE (la procédure concernant les déficits publics excessifs et l'évaluation des programmes de stabilité). Elle est par conséquent mise en exergue dans la partie «Commentaire».

Cependant, pour la comptabilité nationale, les gains nets d'intérêts provenant de ces transactions financières ne sont plus pris en compte depuis 2001: en d'autres termes, pour assurer la cohérence des comptes nationaux (avec les comptes des autres secteurs, notamment), il en est fait abstraction dans le solde de financement SEC 1995. Les séries conformes aux définitions du SEC 1995 sont utilisées dans la partie «Tableaux» ci-avant, qui peut être considérée comme une composante des comptes nationaux et tableaux détaillés 1995-2004, qui seront publiés fin septembre 2005.

Il convient de préciser que la différence entre ces deux définitions n'apparaît que dans la rubrique D.41 «Intérêts» et les variables dans lesquelles les charges d'intérêts interviennent (Dépenses (TE), Épargne brute (B.8b) et Solde de financement (B.9)).

Cette publication est, par ailleurs, surtout caractérisée par un nombre relativement important d'adaptations méthodologiques, dont l'incidence globale sur le solde de financement demeure néanmoins très limitée (moins de 0,1 p.c. du PIB, à l'exception de l'année 2002).

A côté de la révision courante, qui est habituelle et qui concerne essentiellement des mises à jour de données de base des dernières années¹, cette campagne des comptes est marquée par la mise en oeuvre de la révision occasionnelle 2005, processus actuellement en cours dans plusieurs pays européens. Les révisions occasionnelles, qui ne sont apportées que tous les 5 à 7 ans, trouvent leur origine dans l'application de nouveaux concepts, l'exploitation de nouvelles sources de données ou encore le développement de meilleures méthodes d'estimation. Le principe des révisions occasionnelles est une pratique largement reconnue afin d'éviter de confronter les utilisateurs des comptes nationaux, y compris les décideurs politiques, à des ruptures annuelles de contenu.

1. En ce qui concerne les comptes des administrations publiques, les révisions courantes comprennent aussi les adaptations nécessaires pour se conformer aux éventuelles nouvelles décisions prises par Eurostat sur le déficit et la dette.

En Belgique, la révision occasionnelle 2005 porte uniquement sur les estimations à prix courants tandis que les mesures en volume seront adaptées à l'automne 2006 (voir la publication «Comptes nationaux, Partie 2, Comptes détaillés et tableaux 1995-2004»).

Ce chapitre décrit les éléments de la révision occasionnelle 2005 qui affectent les comptes des administrations publiques¹. La première et la deuxième partie donnent respectivement l'origine et un aperçu de ces modifications. La troisième partie présente le détail des éléments de la révision. D'autres éléments méthodologiques, indépendants de la révision occasionnelle 2005, sont abordés dans la quatrième partie.

1. Révision occasionnelle 2005: origine des révisions relatives aux comptes des administrations publiques

1.1 Adaptations demandées par la Commission de l'UE

Conformément aux décisions du Conseil de l'UE/448/98 et de la Commission de l'UE/1889/2002, la répartition des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) doit être appliquée pour la première fois en 2005. Les SIFIM constituent la rémunération des services d'intermédiation financière des intermédiaires financiers pour lesquels ceux-ci ne font pas payer de commissions explicites. Les SIFIM sont calculés comme une marge, définie comme étant la différence entre les intérêts effectivement reçus sur les dépôts et versés sur les crédits et les intérêts calculés sur base d'un taux de référence censé représenter un taux d'intérêt pur excluant les primes de risque et le service d'intermédiation. Jusqu'à présent, les SIFIM étaient affectés intégralement à la consommation intermédiaire (d'une branche d'activité fictive). Dorénavant, une affectation explicite aux branches d'activité et aux secteurs sera effectuée, qui influencera certains éléments des dépenses finales (consommation, exportations, importations). Il en résultera un effet positif sur le PIB. Sur la base d'estimations pour la période 1995-2000, le niveau moyen du PIB pour l'UE 15 serait d'environ 1,3 p.c. plus élevé. Le chiffre correspondant pour la Belgique dépassera légèrement cet ordre de grandeur.

Le Comité RNB d'Eurostat, dont le mandat est la surveillance du calcul du PIB et du RNB, a en outre fait un certain nombre de recommandations transversales aux Etats membres concernant entre autres:

- l'enregistrement intégral de la compensation britannique (le Royaume-Uni paie moins tandis que tous les autres Etats membres payent respectivement plus pour le budget européen) dans les transferts courants relatifs à la quatrième ressource, alors qu'elle était au paravant enregistrée en partie dans la TVA cédée et en partie dans les transferts courants divers;
- l'estimation des amortissements des routes suivant une durée de vie plus harmonisée entre les Etats membres;
- l'extension, entre autres aux films, des investissements en originaux pour les livres et la musique.

1. Les autres éléments de la révision, qui ne sont pas liés aux comptes des administrations publiques, seront présentés lors de la publication des comptes nationaux détaillés à la fin septembre 2005.

Outre des recommandations transversales le comité RNB peut aussi émettre des réserves sur les estimations du PIB et du RNB d'un État membre. Concernant les comptes belges, il existait, en matière de compte des pouvoirs publics, une seule réserve: la non-imputation de l'effet dit «effet de port», par laquelle les droits de douane perçus dans les grands ports maritimes, par exemple, sont payés en partie par des non-résidents, parce qu'ils remplissent leurs formalités douanières dans ces ports, sans que celles-ci soient en rapport avec les dépenses intérieures.

1.2 Adaptations à l'initiative de l'ICN

L'ICN saisit l'occasion de la révision occasionnelle pour introduire un certain nombre d'adaptations dans les comptes nationaux en vue d'encore mieux se conformer aux prescriptions d'Eurostat.

La principale adaptation concerne le reclassement sectoriel des sociétés régionales de transport, qui sont dorénavant intégrées au secteur des administrations publiques au lieu du secteur des sociétés non financières.

Un nombre de fonds de pension et quelques autres institutions régionales sont aussi reclassés dans le secteur des administrations publiques.

Enfin, certaines améliorations méthodologiques relatives à d'autres parties des comptes nationaux ont entraîné des retraitements d'opérations qui affectent certaines rubriques des recettes publiques et des dépenses publiques, sans pour autant avoir un impact sur le solde de financement.

2. Révision occasionnelle 2005: aperçu des éléments ayant un impact sur les comptes des administrations publiques

Le tableau 3 énumère les différents éléments de la révision 2005 qui concernent les administrations publiques et indique s'ils ont un impact sur les recettes publiques, les dépenses publiques et/ou le solde de financement des administrations publiques. Il mentionne également l'institution qui a pris l'initiative de la modification méthodologique et l'année à partir de laquelle la modification a été intégrée dans les comptes publics.

Ainsi qu'il ressort du tableau 4, l'impact total de la révision occasionnelle de 2005 reste limité. Exprimées en pourcentages du PIB, les modifications du solde de financement des administrations publiques sont d'au maximum 0.1 p.c. du PIB. Dans la publication «Comptes nationaux, Partie 2, Comptes détaillés et tableaux 1995-2004» de fin octobre 2005, un article commentera en détail l'impact de toutes les modifications sur le PIB et sur le RNB. Étant donné que le niveau du PIB révisé sera légèrement plus élevé que le niveau du PIB actuel, il s'ensuivra que toutes les valeurs des agrégats exprimés en pourcentage du PIB reprises dans le tableau constituent des maxima.

TABEAU 3 SYNTHÈSE DES CHANGEMENTS MÉTHODOLOGIQUES APPORTÉS AUX COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

Eléments	Initiative	Introduction à partir de	Impact sur		
			Total des recettes	Total des dépenses	Solde
1. Répartition SIFIM	Eurostat ¹	1985	oui	oui	non
2. Traitement de la compensation pour le Royaume-Uni	Eurostat ²	1985	oui	oui	non
3. Consommation de capital fixe	Eurostat ²	1989	non	non	non
4. Originaux	Eurostat ²	2002	oui	oui	non
5. Droits de douanes payés par les non résidents (effet de port)	Eurostat ²	1993	non ³	non	non
6. Changement de secteur des fonds de pension d'institutions appartenant au secteur des administrations publiques	ICN ⁴	1995	oui	oui	oui
7. Changement de secteur des sociétés régionales de transport public (SRWT, TEC, De Lijn et STIB)	ICN ⁴	1991	oui	oui	oui
8. Changement de secteur du "De Scheepvaart", "Waterwegen en Zeekanaal" et de l'"Office wallon des déchets"	ICN ⁴	1999	oui	oui	oui
9. Mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite	ICN ⁴	1989	oui	oui	non
10. Compte des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)	ICN ⁴	1985	non	non	non
11. Changement de classification de certains impôts	ICN ⁴	1970	non	non	non

1 Règlements CE 448/98 et 1889/2002

2 Comité RNB

3 Modification sans impact sur les recettes publiques mais avec impact sur la pression fiscale (voir points 3.2 et 4.1).

4 Application règles SEC1995 et Manuel SEC1995 pour le déficit public et la dette publique.

TABEAU 4 IMPACT DES CHANGEMENTS MÉTHODOLOGIQUES SUR LE SOLDE DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES¹

(en millions d'euros)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Changement de secteur des fonds de pension d'institutions appartenant au secteur des administrations publiques	-1	-1	-1	-1	-1	-1
Changement de secteur des sociétés régionales de transport public (SRWT, TEC, De Lijn et STIB)	-8	-3	-59	58	-244	39
Changement de secteur du "De Scheepvaart", "Waterwegen en Zeekanaal" et de l'"Office wallon des déchets"	-34	-59	-35	-68	-47	-28
Total	-43	-63	-95	-11	-292	10
p.m.: en p.c. du PIB	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1	0.0

1 -- détérioration du solde de financement, + = amélioration du solde de financement.

3. Révision occasionnelle 2005: détail des éléments relatifs aux comptes des administrations publiques

Cette partie fournit des informations détaillées sur la nature des changements méthodologiques et sur leurs conséquences.

3.1 La répartition des services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Les intermédiaires financiers facturent explicitement des commissions et frais divers à leurs clients en rémunération de certains de leurs services. La mesure de la production et de la consommation de ces services ne pose pas de problèmes pratiques ou conceptuels pour la comptabilité nationale.

Les intermédiaires financiers fournissent également des services d'intermédiation pour lesquels ils se rémunèrent indirectement sur la marge d'intermédiation, c'est à dire la différence entre les intérêts reçus et payés. Dans ce cas, les comptes nationaux utilisent une mesure indirecte de la valeur des services pour lesquels l'intermédiaire ne facture pas explicitement un montant, appelée «services d'intermédiation financière indirectement mesurés» (SIFIM).

Jusqu'à présent et par convention du SEC1995, les SIFIM n'étaient pas ventilés entre secteurs utilisateurs, ce qui implique que la production correspondant aux SIFIM était traitée comme une consommation intermédiaire d'un secteur fictif, et n'était donc pas prise en compte pour le calcul du PIB.

Dans la nouvelle version des comptes nationaux de fin septembre 2005, en application des règlements européens 448/98 et 1889/2002, les SIFIM seront répartis entre les secteurs utilisateurs des services. Ils seront alors traités comme une consommation intermédiaire par les sociétés et comme une consommation finale par les ménages, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages ou des exportations. Ce traitement assure que le niveau de PIB et de RNB tient compte des SIFIM comme toute autre production.

Les SIFIM doivent être calculés¹ sur les dépôts auprès de, et les crédits octroyés par les intermédiaires financiers appartenant aux secteurs des autres institutions financières monétaires (S.122) et des autres intermédiaires financiers, à l'exception des compagnies d'assurances et des fonds de pensions (S.123). La raison en est que seul les intérêts sur ces dépôts et crédits sont contrôlés par les intermédiaires financiers, et contiennent donc la rémunération des

1. Illustration du calcul des SIFIM

Crédit de 100
Taux d'intérêt sur le crédit: 5%
Taux de référence: 2%
SIFIM sur crédit = $100 \times (5\% - 2\%) = 3$

Dépôts de 100
Taux d'intérêt sur le dépôt: 1.5%
Taux de référence: 2%
SIFIM sur crédit = $100 \times (2\% - 1.5\%) = 0.5$

SIFIM total = $3 + 0.5 = 3.5$

services d'intermédiation effectués par ceux-ci¹. Le même raisonnement s'applique aux dépôts auprès des, et aux crédits octroyés par les intermédiaires financiers du reste du monde.

Soient ir_e les intérêts effectifs reçus par les administrations publiques, ie_e les intérêts effectifs à charge des administrations publiques enregistrés tous les deux sur base des droits constatés, comme il se doit dans les comptes publics, ir_r et ie_r les mêmes intérêts calculés après répartition des SIFIM et $P2_e$ et $P2_r$, la consommation intermédiaire des administrations publiques avant et après répartition des FISIM, alors les équations suivantes sont vérifiées (pour autant qu'aucun SIFIM ne soit négatif):

$$ir_e < ir_r \quad ie_e > ie_r \quad P2_r = P2_e + (ir_r - ir_e) + (ie_e - ie_r)$$

Si la répartition des SIFIM n'a aucun impact sur le solde de financement des administrations publiques, il n'en va pas de même pour la dépense de consommation publique, qui augmente du montant $(ir_r - ir_e) + (ie_e - ie_r)$, pour les recettes publiques, qui augmentent du montant $(ir_r - ir_e)$, et pour les dépenses d'intérêts, qui diminuent du montant $(ie_e - ie_r)$. Ces modifications entraînent une diminution du solde primaire.

La ventilation des SIFIM entre les sous-secteurs des administrations publiques (Pouvoir fédéral, Communautés et régions, administrations locales et administrations de sécurité sociale) est effectuée sur base des crédits et dépôts enregistrés dans les comptes de patrimoine financier des sous-secteurs. Pour la ventilation par branche, il est supposé que seule la branche Administration publique (section L de la NACE Rev.1) est concernée.

3.2 Le traitement de la compensation pour le Royaume-Uni

Dans le système des ressources propres des Communautés européennes, il est accordé une ristourne au Royaume-Uni: ce pays paie moins tandis que tous les autres Etats membres payent respectivement plus pour le budget européen. Dans les comptes nationaux des Etats membres autres que le Royaume-Uni, le supplément à payer, appelé correction, compensation ou encore ristourne pour le Royaume-Uni, était soit enregistré dans la TVA cédée, soit dans la quatrième ressource (appelé aussi ressource RNB), soit encore partiellement sous ces deux rubriques. La Belgique se trouvait dans cette dernière situation, avec l'enregistrement de la compensation pour le Royaume-Uni en moyenne pour 90 p.c. dans la TVA cédée et pour 10 p.c. dans la quatrième ressource.

Le Comité RNB a constaté en 2003 que cette manière d'enregistrer la correction britannique avait un impact RNB des Etats membres autres que le Royaume-Uni et a décidé que la compensation britannique devait être enregistrée entièrement parmi les transferts courants divers (D.75) avec la quatrième ressource propre des Communautés européennes.

Dans cette version des comptes publics, cette décision sur la manière de comptabiliser la correction britannique est appliquée depuis 1985, année où elle a été établie.

Puisque la correction britannique était jusqu'à présent enregistrée pour partie dans la TVA cédée et dans la quatrième ressource, la nouvelle méthode a pour effet de réduire la part belge dans la TVA communautaire et d'augmenter la part belge dans la quatrième ressource. Par conséquent, la TVA enregistrée dans les comptes administrations publiques belges est plus élevée. Les recettes fiscales et parafiscales sont donc aussi plus importantes mais la pression fiscale, quelle que soit sa définition (voir point 4.1), demeure inchangée (le total de la TVA, égal à la somme de la TVA perçue pour les administrations publiques et de la TVA cédée, n'est pas modifié).

1. Les SIFIM ne sont pas calculés sur les titres, parce que les taux de ces instruments financiers sont déterminés par les marchés, sur lesquels les intermédiaires financiers sont price taker.

3.3 La consommation de capital fixe

Depuis 2003, l'ICN a utilisé une méthode détaillée pour calculer la consommation de capital fixe des administrations publiques. Dans la publication «Comptes nationaux – Stock de capital et investissements 1970–2001» de février 2003, il était mentionné:

«Jusqu'à présent, le stock de capital (SDC) et les amortissements des administrations publiques étaient estimés sur la base d'un modèle d'accumulation simplifié, entre autres par manque de séries suffisamment longues et détaillées sur les investissements. Au cours de l'année écoulée, l'ICN a toutefois établi des rétroprojections détaillées des investissements des administrations publiques. C'est pourquoi l'ICN estimera le SDC et les amortissements, à partir de l'année 2000, à l'aide d'une méthode détaillée appelée perpetual inventory method (PIM), assortie d'une fonction de survie log-normale, qui serre la réalité de beaucoup plus près que le modèle utilisé précédemment.

Les administrations publiques étant un producteur non marchand, la nouvelle méthode d'estimation des amortissements a une incidence directe sur la production totale de ces administrations.» et

«Avec la nouvelle méthode, les durées de vie moyennes pour les administrations publiques et par produit (Pi7) sont les suivantes:

- Pi1 = produits de l'agriculture, sylviculture et pêche: 3 ans;
- Pi2 = produits de l'industrie métallique et machines: 15 ans;
- Pi3 = moyens de transport: 8 ans;
- Pi4 = logements: sans objet;
- Pi5 = autres travaux de construction et génie civil:
 - 60 ans pour les bâtiments achetés et les bâtiments neufs;
 - 65 ans pour les routes;
 - 70 ans pour les travaux maritimes et fluviaux;
 - 60 ans pour les autres travaux de construction;
- Pi6 = autres produits: 7 ans;
- Pi7 = logiciels: 3 ans.»

Le Comité RNB estime que la durée de vie des infrastructures routières doit se situer dans une fourchette de 50 à 60 ans. Il s'ensuit que la durée de vie utilisée jusqu'à présent dans les comptes nationaux belges (65 ans) était trop élevée.

La consommation de capital fixe des autres travaux de construction et génie civil, à l'exception des bâtiments, a été recalculée depuis l'année 1989 en utilisant la méthode détaillée avec une fonction de survie log-normale et en adoptant une durée de vie moyenne de 55 ans pour les routes.

3.4 Les originaux

Les actifs fixes incorporels (AN. 112) comprennent les oeuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales (AN.1123). Le Comité RNB demande que les recommandations portant sur le traitement des originaux soient appliquées; en particulier, que la couverture des programmes de radio ou de télévision doit être améliorée. En effet, certaines émissions sont susceptibles d'être achetées pour diffusion par d'autres chaînes et elles doivent donc être imputées, conformément au SEC1995, dans la production.

Ce point concerne aussi le secteur des administrations publiques parce qu'à partir de l'année 2002, les entreprises publiques de radiotélévision (RTBF, VRT et BRFB) sont assimilées à des administrations publiques et consolidées avec les Communautés et régions.

Sur base des informations reçues de la RTBF et de la VRT, il convient d'enregistrer une production et une formation brute de capital fixe pour les réalisations des programmes de radio ou de télévision par les entreprises publiques de radiotélévision.

3.5 Les droits de douanes payés par les non résidents et l'effet de port

Les droits de douanes sur les importations en provenance des pays non membres de l'Union européenne sont payés dans le pays où la marchandise est dédouanée et non dans le pays de destination. Comme Anvers est un port important, de nombreuses entreprises d'import-export se sont développées dans ses environs, avec pour conséquence que les droits de douanes perçus en Belgique sont relativement plus élevés que dans les pays ne disposant pas d'un accès direct à la mer¹.

Les opérations d'import-export reprises dans les comptes nationaux suivent le concept national et non le concept communautaire². Les importations effectuées par des importateurs non résidents en Belgique, ne sont pas enregistrées dans les comptes nationaux belges et il devrait en être de même des droits de douanes acquittés par ceux-ci. Jusqu'à présent, aucune correction de cet ordre n'était apportée aux droits de douanes perçus en Belgique, ce qui avait pour effet de surestimer la part belge de cet impôt communautaire.

En réponse au souhait du Comité RNB, qui a demandé en 2003 que des investigations soient menées en vue d'apporter les corrections nécessaires aux comptes nationaux belges, les droits de douanes enregistrés dans les comptes nationaux belges sont dorénavant enregistrés nets des droits de douanes payés par les non résidents.

Par comparaison des importations nationales avec les importations communautaires, un coefficient correcteur peut être calculé à partir de l'année 1995³. Pour les années 1993 et 1994, une rétopolation a été effectuée.

Pour rappel, les impôts cédés aux institutions européennes sont directement enregistrés dans les comptes du reste du monde et ne transitent pas par les comptes des administrations publiques. Il s'ensuit donc que la correction n'a pas d'impact sur le total des recettes fiscales et parafiscales reçues par les administrations publiques belges mais réduit la part belge dans le total des impôts communautaires. Par contre, quelle que soit la définition de pression fiscale adoptée (voir point 4.1), la partie des impôts communautaires à charge des résidents belges y est incluse et la correction a donc pour effet net de réduire légèrement la pression fiscale en Belgique.

Un effet en sens inverse de l'effet de port existe pour les restitutions à l'exportation versées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA). Pour les restitutions octroyées dans le cadre des exportations de produits agricoles à destination des pays non membres de l'Union européenne, le paiement est effectué dans le pays où la marchandise est dédouanée et non dans le pays d'origine. Comme de nombreuses entreprises européennes utilisent le port d'Anvers pour effectuer leurs exportations, il s'ensuit qu'une partie des restitutions payées à partir de la Belgique est reversée aux entreprises non résidentes concernées et ne constitue donc pas une aide à la production agricole belge. De façon identique aux droits de douanes payés par les non résidents, cette partie des restitutions à l'exportation doit être exclue des

1. Il en est de même pour les pays possédant des aéroports qui sont des "hubs" internationaux pour le cargo.
2. La principale différence entre le concept national et le concept communautaire concerne le traitement des non-résidents. Les données selon le concept national ne tiennent pas compte des opérations à l'importation et à l'exportation réalisées par des non-résidents assujettis à la TVA en Belgique dans lesquelles aucun résident n'intervient. Des opérations suivies de retours de marchandises ne sont pas non plus prises en compte. Pour de plus amples informations, voir l'article de la publication de l'ICN «Statistique du commerce extérieur, Bulletin mensuel 2001-03».
3. Actuellement, des informations sur les droits de douanes par produit selon les importations nationales et les importations communautaires ne sont pas disponibles. Il n'est donc pas possible d'envisager une méthode de calcul plus sophistiquée pour mesurer l'effet de port.

comptes nationaux belges. Cette correction est déjà intégrée aux comptes nationaux belges depuis plusieurs années.

3.6 Changement de secteur des fonds de pension d'institutions appartenant au secteur des administrations publiques

Au cours de l'analyse des transactions relatives à la reprise par l'Etat du fonds de pension de Belgacom, il est apparu que ce fonds devait être considéré comme un fonds non autonome à consolider avec Belgacom dans le secteur des sociétés non financières (S.11) et non comme un fonds autonome à classer dans le sous-secteur des sociétés d'assurance et fonds de pension (S.125)¹. Dans le but de mettre les comptes nationaux belges en conformité avec la conclusion d'Eurostat, une correction a été apportée dans la version des comptes nationaux qui a été publiée en octobre 2004.

Le constat portant sur le fonds de pension de Belgacom peut être généralisé à plusieurs fonds de pension qui ont été créés par des unités publiques en vue de gérer les pensions légales du personnel statutaire.

La liste des fonds de pension concernés a été établie. Quelques fonds doivent être reclassés dans le secteur des sociétés non financières (Pensioenfondsen voor de rust- en overlevingspensioenen van het statutair personeel van VRT jusqu'en 2002, fonds de pension de BIAC, Pensioenfondsen Havenbedrijf Antwerpen, Voorzorgsfonds Onze Woning, Voorzorgsinstelling Antwerpse Waterwerken) et deux fonds doivent être reclassés dans le secteur des administrations publiques (Pensioenfondsen voor de rust- en overlevingspensioenen van het statutair personeel van VRT à partir de 2002, Pensioenfondsen van de Provincie Oost-Vlaanderen).

Compte tenu de la méthode d'enregistrement des opérations des fonds de pension dans le système SEC1995, leur solde de financement est normalement proche de l'équilibre et le reclassement n'a quasiment pas d'impact sur le solde de financement des administrations publiques. En effet, les ménages étant considérés comme les propriétaires des réserves des fonds de pension tant autonomes que non autonomes, un poste d'ajustement a été introduit afin d'éviter qu'une éventuelle différence entre les cotisations reçues et les prestations payées n'affecte l'épargne des ménages. Cette rubrique «Ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension» (D.8) a un effet similaire sur l'épargne des fonds de pension.

3.7 Le changement de secteurs des sociétés régionales de transport public (SRWT, TEC, De Lijn et STIB)

Alors que jusqu'à présent, les huit sociétés régionales de transport public (SRWT, TEC², De Lijn et STIB) étaient classées dans le secteur des sociétés non financières (S.11), elles sont dorénavant classées dans celui des administrations publiques (S.13). Ce changement se justifie sur base du SEC1995 et des recommandations du «Manuel SEC1995 pour le déficit et la dette publique».

1. La décision d'Eurostat portant sur la reprise du fonds de pension de Belgacom se réfère explicitement au cas des fonds de pension non autonomes (communiqué de presse 26/2004 du 25 février 2004).

2. Depuis 1991, la société régionale wallonne du transport (SRWT) coordonne et contrôle l'action des 5 sociétés d'exploitation de transport en commun (TEC).

En effet, pour classer une unité dans le secteur des administrations publiques, il faut se poser successivement les trois questions suivantes et y répondre chaque fois par l'affirmative:

- l'unité dont il est question est-elle une unité institutionnelle ?
- l'unité est-elle une unité publique ?
- l'unité est-elle non marchande ?

Les huit sociétés régionales de transport public répondent manifestement de manière positive aux deux premières questions: ce sont des unités publiques qui disposent de la personnalité juridique, qui jouissent d'une certaine autonomie de décision vis-à-vis de leur ministère de tutelle et qui disposent d'une comptabilité complète.

Il reste à examiner la troisième question. En règle générale, une unité est non marchande si le produit des ventes couvre moins que 50 p.c. des coûts de production. Les termes ventes et coûts de production doivent bien entendu être compris au sens du SEC1995 et non pas dans leur acception courante légale ou administrative. Le critère est testé sur la base de la recommandation du Manuel SEC1995 pour le déficit et la dette publique. La détermination des coûts de production ne pose pas de problème: il s'agit des rémunérations du personnel, des achats courants de biens et services, des amortissements des actifs corporels et des impôts indirects, déduction faite des coûts liés à la formation brute de capital fixe pour compte propre. Pour les ventes, c'est plus difficile. En effet, si les recettes en provenance des titres de transport vendus aux utilisateurs sont manifestement des recettes de ventes, il faut s'interroger si les versements des régions aux sociétés régionales de transport public constituent bien des ventes.

Les dotations d'exploitation que reçoivent les sociétés régionales de transport public sont composées de montants forfaitaires déterminés en fonction des coûts des obligations imposées (offre, quantité, qualité) par les contrats de gestion. Des modalités d'indexation y sont également prévues. L'imposition de nouvelles obligations (par exemple, des mesures tarifaires préférentielles pour certains groupes d'utilisateurs) entraîne normalement l'octroi de moyens supplémentaires. Ainsi, compte tenu du manuel, les dotations d'exploitation en faveur des sociétés régionales ne constituent pas des ventes à prendre en considération pour le critère des 50 p.c.

Le résultat du test des 50 p.c. montre que ces sociétés sont des producteurs non marchands et qu'elles doivent donc être incluses au secteur des administrations publiques (S.13).

Il faut examiner plus attentivement le cas de la SRWT qui est un holding, donc une unité pour laquelle le critère des 50 p.c. n'est pas vraiment relevant. En effet, un holding a des charges d'exploitation mais réalise peu de chiffre d'affaires (en règle générale il se limite à quelques commissions). Une application strictement mécanique du critère des 50 p.c. aux holdings entraînerait généralement leur classement parmi les unités non marchandes.

Selon le manuel, un holding est classé parmi les sociétés non financières si l'activité prédominante de son groupe est la production de services non financiers et parmi les sociétés financières si l'activité prédominante de son groupe est la production de services d'intermédiation financière ou de services financiers auxiliaires. Par assimilation, ce raisonnement vaut mutatis mutandis pour une unité publique contrôlant des unités non marchandes des administrations publiques: une unité publique holding est donc classée parmi les administrations publiques si l'activité prédominante de son groupe est la production de services non marchands.

La SRWT est un holding contrôlant des unités non marchandes des administrations publiques et est donc elle-même à classer parmi les administrations publiques.

Étant donné que la gestion de ces unités vise à présenter un compte de résultat en équilibre, l'impact de ce reclassement est en règle générale peu important sur le solde de financement de l'ensemble des administrations publiques.

3.8 Changement de secteur du «De Scheepvaart» (DS), du «Waterwegen en Zeekanaal» (WZ) et de l'«Office wallon des déchets»

Ces trois institutions régionales, qui jusqu'à présent, étaient classées dans le secteur des sociétés non financières (S.11), sont dorénavant classées dans le secteur des administrations publiques (S.13). En effet, le résultat du test des 50 p.c. (voir point 3.7) montre que ces sociétés sont des producteurs non marchands.

3.9 Mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite

Dans le secteur de l'enseignement, aussi bien à la Communauté flamande qu'à la Communauté française, il existe un régime de préretraite mis en place au milieu des années 80, dans lequel les enseignants de plus de 55 ans peuvent choisir d'être mis en disponibilité pour convenance personnelle durant la période précédant la mise à la retraite. Pour s'aligner sur la définition de l'emploi du SEC1995, il a été décidé d'exclure cette catégorie d'enseignants des chiffres de l'emploi et de les traiter comme des inactifs.

Les rémunérations de ces enseignants mis en disponibilité et toujours payés par les Communautés ne doivent dès lors plus être inclus dans la rubrique salaires et traitements bruts (D.11) mais être assimilés à des prestations sociales fournies directement par des employeurs (D.623). En contrepartie de ces prestations sociales, des cotisations sociales imputées à charge des employeurs (D.122) doivent être enregistrées.

3.10 Compte des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

La révision occasionnelle 2005 est mise à profit pour apporter des corrections aux comptes des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Certaines corrections ont un impact sur les comptes des administrations publiques. Dans le cas de transferts publics, l'identification de la contrepartie est en règle générale basée sur sa situation juridique. Les transferts publics impliquant des associations sans but lucratif (ASBL) sont souvent attribués au secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15) alors que bon nombre d'entre elles sont classées dans le secteur des sociétés non financières (S.11).

Il a ainsi été mis en évidence que les mesures «projets régionaux d'insertion sur le marché de l'emploi» (PRIME) en région wallonne et «troisième circuit de travail» (TCT) en régions flamande et bruxelloise, qui consistent en des aides directes à la création d'emploi, concernent essentiellement des institutions rendant des services marchands et sont par conséquent classées dans le secteur des sociétés non financières (S.11) et non pas dans le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15). Les travailleurs PRIME et TCT concernés ont donc été reclassés dans le secteur des sociétés non financières (S.11) tandis que les transferts publics couvrant les charges salariales de ces travailleurs sont dorénavant inclus dans les autres subventions à la production (D.39) au lieu des transferts courants divers (D.75).

L'examen des aides à l'investissement reçues par les institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15) a encore montré que les montants enregistrés en tant que tels dans les comptes publics concernaient en partie des institutions classées dans le secteur des sociétés non financières (S.11). Une partie des aides à l'investissement (D.92) a ainsi été transférée du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (S.15) vers le secteur des sociétés non financières (S.11).

3.11 Changement de la classification de certains impôts

La ventilation des taxes régionales sur les eaux entre impôts sur les produits (D.21) et autres impôts à la production (D.29) a été revue sur base des informations complémentaires obtenues auprès des services régionaux compétents.

La taxe sur les livraisons de titres au porteur (resp. la taxe annuelle sur les titres cotés en bourse) a été transférée de la rubrique autres impôts à la production (D.29) à la rubrique impôts sur les produits (D.21) (resp. à la rubrique autres impôts courants (D.59)).

Dans le but de garantir une meilleure cohérence avec la nomenclature des impôts du SEC 1995, les droits de succession ont été transférés de la sous-rubrique Prélèvements sur le capital (D.91B) à la sous-rubrique Impôts sur les transferts en capital (D.91A).

4. Autres éléments méthodologiques

4.1 Notion de pression fiscale et parafiscale

Dans les publications de l'ICN est reprise la série «Recettes fiscales et parafiscales», résultat de la somme des séries impôts directs (D.5), impôts indirects (D.2), cotisations sociales effectives (D.611) et impôts en capital (D.91). Il est opportun de signaler que cette série ne peut être associée à la notion de pression fiscale et parafiscale.

La Commission européenne et les Etats membres ont convenus en 2001 de la définition d'indicateurs communs pour mesurer les prélèvements des administrations publiques et de l'Union européenne¹. Quatre indicateurs (allant d'une définition restreinte à une définition large) ont été définis. Pour appréhender toute la diversité des systèmes de sécurité sociale dans l'Union européenne, l'indicateur le plus large, ou indicateur n°4, est le plus approprié. Cet indicateur correspond à la notion de prélèvements obligatoires (somme des impôts et des cotisations sociales) utilisée dans la Bulletin mensuel de la Banque Centrale Européenne.

Cet indicateur est défini comme suit (les codes entre parenthèses sont les codes du SEC1995):

Indicateur n°4

= Impôts sur la production et les importations (D.2) à payer aux administrations publiques (S.13) et aux institutions de l'Union européenne (S.212)
+ impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)
+ impôts en capital (D.91)
+ cotisations sociales effectives (D.611)
- transferts en capital des administrations publiques vers les secteurs concernés correspondant à des impôts et cotisations sociales notifiés mais non susceptibles d'être perçus (D.995)²
+ cotisations sociales imputées (D.612) dues par les administrations publiques en tant qu'employeur.

1. Voir le Statistiques en bref d'Eurostat n°13/2004 «Prélèvements obligatoires dans l'UE».

2. Seuls quelques pays ont opté pour l'utilisation du poste D.995. Les autres pays (dont la Belgique) déduisent directement les montants concernés des recettes.

Contrairement aux recettes fiscales et parafiscales, l'indicateur n°4 inclut les impôts sur la production et les importations (D.2) à payer aux institutions de l'Union européenne (S.212) et les cotisations sociales imputées (D.612) dues par les administrations publiques en tant qu'employeur.

L'avantage de l'indicateur n°4 par rapport aux recettes fiscales et parafiscales est qu'il est indépendant de la répartition des impôts indirects entre les administrations publiques (S.13) et les institutions de l'Union européenne (S.212)¹. En incluant les cotisations sociales imputées, il est aussi indépendant vis à vis des réformes des systèmes sociaux².

Le tableau 5 montre les différences entre les recettes fiscales et parafiscales et l'indicateur n°4.

TABLEAU 5 DIFFÉRENCES ENTRE LES RECETTES FISCALES ET PARAFISCALES ET L'INDICATEUR N°4

	2000	2001	2002	2003	2004
Recettes fiscales et parafiscales					
- en milliards d'euros	111,8	115,1	119,5	121,6	128,6
- en p.c. du PIB	45,1	45,3	45,8	45,1	45,3
Indicateur n°4					
- en milliards d'euros	119,1	122,7	127,2	129,5	136,6
- en p.c. du PIB	48,1	48,3	48,7	48,0	48,1

4.2 Les finances des pouvoirs locaux

Le sous-secteur des administrations locales comprend essentiellement les 10 provinces, les 589 communes, les 589 CPAS, et, depuis 2001, les 196 zones de police.

En l'absence d'une centralisation sur support informatique, les données relatives au sous-secteur des administrations locales proviennent d'extrapolations effectuées sur base de sondages³. Le précédent sondage en 2001 concernait les années 1998 (comptes), 1999 et 2000 (budgets). Afin de disposer de données récentes reflétant la réalité économique, il a été nécessaire d'effectuer en 2004 un nouveau sondage portant sur les années 2001, 2002 et 2003.

Depuis plusieurs années, la Communauté flamande centralise et encode sur support informatique l'ensemble des comptes de ses 308 communes: les comptes des années 1998 à 2002 sont maintenant disponibles sur CD-ROM.

Le champ du sondage 2004 a ainsi été volontairement limité à l'ensemble des 80 communes de la Région wallonne (sur les 262 communes wallonnes) déjà intégrées dans le plan de sondage de 2001.

Les 19 communes de la Région de Bruxelles-capitale ont également été reprises.

Finalement, les données des comptes 2001 des communes auront donc été rassemblées. Pour l'année 2002, les estimations concernant les communes sont basées sur les comptes pour les communes flamandes et sur les budgets pour les communes wallonnes et bruxelloises.

1. L'indicateur n'est pas affecté par les modifications de la part de la TVA attribuée aux institutions de l'Union européenne consécutives à la réforme du financement de l'Union européenne, qui opère un glissement entre TVA et ressource RNB.
2. Le passage d'un « régime d'assurance sociale sans constitution de réserves gérés par les employeurs » à un régime impliquant le versement de cotisations sociales effectives à charge des employeurs n'a pas d'incidence sur l'indicateur n°4. La mise en oeuvre du Fonds des pensions de la Police intégrée est un exemple de ce type de réforme: pour les gendarmes et policiers fédéraux, aucune cotisation patronale effective pour les pensions n'existait avant 2003.
3. L'ICN est conscient qu'il existe des lacunes dans la collecte des données de base nécessaires à l'établissement des comptes des administrations locales. L'ICN et le Conseil supérieur des Finances ont porté cette problématique à la connaissance des autorités politiques exerçant le tutelle sur les pouvoirs locaux afin de les encourager à y trouver une solution.

Comme les comptes 2003 des communes flamandes ne sont pas encore disponibles, les estimations de l'année 2003 sont basées sur d'autres sources telles que les transferts en provenance des autorités de tutelle, les encours de dettes et d'actifs ou les données provenant de l'étude des finances des pouvoirs locaux effectuée chaque année par Dexia.

Suite à la révision de la comptabilité des provinces et des CPAS effectuée les dernières années, leur comptabilité n'est actuellement plus uniforme sur la totalité du territoire. Etant donné le manque de ressources pour effectuer un sondage dont l'exploitation devrait être différenciée selon les trois régions du Royaume, il a été nécessaire de recueillir des informations par d'autres sources (études de Dexia sur les finances locales ou budgets fédéraux, communautaires et régionaux).

En ce qui concerne les 196 zones de police, des données ont été reçues du Service Public Fédéral Intérieur, qui centralise les données en provenance des zones de police.

4.3 Modifications à la partie «Tableaux»

4.3.1 Tableaux «1. Tableaux synoptiques»

En raison de la consolidation de fonds de pension d'institutions appartenant au secteur des administrations publiques, la rubrique transferts courants aux ménages et aux ISBLSM des tableaux synoptiques a été modifiée afin de prendre en compte les revenus de la propriété attribués aux assurés (D.44) et l'ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension (D.8).

Le tableau 6 donne le détail des recettes et dépenses tel que présenté dans les tableaux «1. tableaux synoptiques»¹

4.3.2 Tableaux 2, 3 et 4

Puisque la répartition des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) affecte les charges d'intérêts de la dette publique et afin de permettre aux utilisateurs des statistiques de toujours disposer des charges d'intérêts de la dette publique hors prise en compte du SIFIM, la série «p.m.: Intérêts effectifs versés aux autres secteurs» a été introduite dans les emplois des tableaux «2. Comptes». De manière identique, la série «p.m.: Intérêts effectifs en provenance des autres secteurs» a été introduite du côté des ressources.

En raison de la consolidation de fonds de pension d'institutions appartenant au secteur des administrations publiques, la rubrique «Revenus de la propriété attribués aux assurés» (D.44) a également été ajoutée aux tableaux «2. Comptes».

Des nouvelles séries ont aussi été introduites dans les tableaux «3. Impôts et cotisations sociales par type» présentant le détail des impôts et cotisations sociales effectives par catégorie et par sous-secteur. Ces nouvelles séries ont été ajoutées dans le but de fournir une information plus détaillée: cotisation d'emballage, cotisation fédérale sur l'électricité et le gaz naturel, taxe sur la participation des travailleurs aux bénéfices ou au capital de la société et déclaration libératoire unique (DLU).

Les tableaux «4. Détail des prestations sociales», fournissant le détail des différentes prestations sociales à charge des administrations publiques, ont aussi vu le nombre de leurs séries s'accroître: les séries «Mise en disponibilité (enseignants)» et «Personnel statutaire de BELGACOM» sont venues s'y ajouter.

1. Pour plus détails sur les tableaux synoptiques, voir la publication de l'ICN «Comptes nationaux, Comptes des administrations publiques 1999».

TABLEAU 6 DÉTAIL DES RECETTES ET DÉPENSES TEL QUE PRÉSENTÉ DANS LES TABLEAUX 1.1 À 1.5

Rubriques	Codes SEC 1995
Recettes	TR
Recettes fiscales et parafiscales	D.5+D.2+D.611+D.91
Impôts directs	D.5
Ménages	D.51p+D.59p
Sociétés	D.51p+D.59p
Autres secteurs	D.51p+D.59p
Impôts indirects	D.2
Cotisations sociales effectives	D.611
Impôts en capital	D.91
Cotisations sociales imputées	D.612
Intérêts reçus	D.41
Autres revenus de la propriété	D.4-D.41
Transferts courants en provenance des autres secteurs	D.72+D.74+D.75
Ventes courantes de biens et services produits	P.11+P.12+P.131
Transferts de recettes fiscales en provenance des autres administrations publiques (uniquement au niveau des sous-secteurs)	D.73p
Autres transferts courants en provenance des autres administrations publiques (uniquement au niveau des sous-secteurs)	D.73p
Transferts en capital en provenance des autres secteurs	D.9p-D.91
Transferts en capital en provenance des autres administrations publiques (uniquement au niveau des sous-secteurs)	D.9p-D.91
Dépenses	TE
Dépenses courantes à l'exclusion des charges d'intérêts	
Rémunérations des salariés	D.1
Consommation intermédiaire et impôts payés	P.2+D.29+D.51
Subventions aux entreprises	D.3
Prestations sociales	D.62+D.6311+D.63121+D.63131
En espèces	D.62
En nature fournies par des producteurs marchands	D.6311+D.63121+D.63131
Transferts courants aux ménages et aux ISBLSM	D.44+D.75p+D.8
Transferts courants aux entreprises	D.71+D.75p
Transferts courants au reste du monde	D.74+D.75p
Transferts de recettes fiscales aux autres administrations publiques (uniquement au niveau des sous-secteurs)	D.73p
Autres transferts courants aux autres administrations publiques (uniquement au niveau des sous-secteurs)	D.73p
Charges d'intérêts	D.41
Dépenses en capital	
Formation brute de capital fixe	P.51
Autres acquisitions nettes d'actifs non financiers	P.52+P.53+K.2
Transferts en capital aux autres secteurs	D.9p
Transferts en capital aux autres administrations publiques (uniquement au niveau des sous-secteurs)	D.9p
Epargne brute	B.8b=B.8n+K.1
Solde de financement	B.9= TR -TE
Solde primaire (uniquement pour l'ensemble des administrations publiques)	B.9+D.41

Publications de l'ICN et personnes de contact

L'Institut des comptes nationaux publie, outre les principaux agrégats, d'autres chiffres tirés des comptes nationaux et régionaux. La grande majorité des données sont diffusées en version papier mais elles sont toutes disponibles en format pdf via l'hyperlien:

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/planningPapPub.htm>

Les données chiffrées peuvent être obtenues via la banque de données interactive Belgostat onlibe. Vous trouverez ci-dessous une brève description de chaque publication.

1. Comptes nationaux détaillés

La publication des comptes nationaux détaillés paraît dans le courant du mois de septembre (une version papier est disponible vers fin octobre). Elle comprend des tableaux détaillés présentant la composition et la répartition du produit intérieur, les comptes de production et de revenus ainsi que l'emploi et les investissements par branche d'activité, les dépenses de consommation des ménages par produit, les comptes sectoriels, les dépenses, par fonction et par opération, des administrations publiques et les données concernant le stock de capital.

2. Comptes trimestriels et première estimation des agrégats annuels

Les comptes trimestriels présentent les premières estimations des principaux agrégats des comptes nationaux. Ils paraissent quatre fois par an, 70 jours après la fin du trimestre auquel ils se rapportent (environ 105 jours pour les comptes du quatrième trimestre). Parallèlement aux résultats du quatrième trimestre paraît la première estimation des agrégats annuels, qui est basée essentiellement sur les comptes trimestriels.

Les comptes trimestriels, qui sont totalement cohérents avec les comptes nationaux annuels, estiment les principaux agrégats selon à la fois l'optique dépenses, l'optique revenus et l'optique

production. Ils incluent également les principaux soldes des comptes des secteurs pour l'économie totale. L'emploi et la rémunération des salariés par branche d'activité sont également estimés.

Pour répondre à la demande de publier aussi rapidement que possible des chiffres se rapportant au dernier trimestre écoulé, une première estimation flash de la croissance du PIB est déjà publiée après 30 jours (environ 50 jours pour l'estimation du quatrième trimestre). Elle n'est toutefois pas ventilée en fonction des différentes composantes du PIB.

3. Comptes des administrations publiques

Les comptes annuels des administrations publiques font l'objet de deux estimations par an, dont les résultats sont diffusés sur le site Internet de la Banque nationale de Belgique. Au début du mois d'avril suivant l'année de référence, une première estimation est diffusée sous la forme de tableaux de recettes et dépenses des administrations publiques.

La seconde estimation, normalement diffusée électroniquement au mois de juin, présente les comptes complets du secteur des administrations publiques ainsi que ses sous-secteurs. Cette version présente les données nécessaires à l'étude des finances publiques et de leurs relations avec le reste de l'économie. Ces comptes sont intégrés dans la publication des comptes nationaux détaillés.

4. Tableaux ressources-emplois

Chaque année, les tableaux ressources-emplois sont publiés en février. Ces derniers reflètent la structure des coûts de production, du revenu qui est généré dans le processus de production et des flux de biens et de services qui résultent soit de la production intérieure, soit des importations et des exportations.

5. Comptes régionaux: agrégats par branche d'activité et compte des ménages

Chaque année, les comptes régionaux sont publiés en février. Ils ventilent par région, province et arrondissement plusieurs variables des comptes nationaux, avec lesquelles ils sont totalement cohérents.

Outre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée régionales, la publication présente des données régionalisées relatives au nombre de personnes occupées et à la formation brute de capital fixe. La publication présente également des chiffres régionaux relatifs au compte du

secteur des ménages. Il s'agit ici des principales variables du compte d'affectation des revenus primaires (entre autres rémunération des salariés, revenus de la propriété et revenu primaire) et du compte de distribution secondaire du revenu (impôts, cotisations et prestations sociales et revenu disponible).

6. Séries historiques

La publication des séries historiques des comptes nationaux suivant le SEC 1995 a eu lieu en octobre 2002.

Ces séries historiques, qui couvrent la période 1970-1994, comprennent:

- la composition du produit national brut selon les trois approches des comptes nationaux à prix courants et aux prix de 1995;
- la valeur ajoutée par branche d'activité (31 branches) à prix courants et aux prix de 1995;
- la rémunération des salariés par branche d'activité (31 branches) à prix courants;
- la dépense de consommation finale des ménages par produit (16 produits) à prix courants et aux prix de 1995;
- les comptes des secteurs.

Toutefois, à l'exception du compte des administrations publiques, qui a été établi à partir de l'année 1970 selon le SEC 1995, les comptes de secteurs n'ont été rétropolés que jusqu'en 1985. En effet, les principales sources d'information concernant les entreprises financières et non financières ne sont disponibles, pour la plupart, qu'à partir de cette année. Par ailleurs, le compte des sociétés financières n'a pas été rétropolé par sous-secteur.

7. Personnes de contact

– Méthodologie

Eric Cabooter Tél. +32 2 221 30 39 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: eric.cabooter@nbb.be

– Comptes des secteurs

Béatrice Thiry Tél. +32 2 221 30 43 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: beatrice.thiry@nbb.be

– Séries historiques, comptes des secteurs

Béatrice Thiry Tél. +32 2 221 30 43 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: beatrice.thiry@nbb.be

– Tableaux par branche d'activité et actifs fixes

Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

– Séries historiques, tableaux par branche d'activité

Alex Hermans Tél. +32 2 221 30 27 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: alex.hermans@nbb.be

- Investissements
Bernadette Boudry Tél. +32 2 221 47 54 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: bernadette.boudry@nbb.be

- Tableaux des ressources-emploi
Hans De Dyn Tél. +32 2 221 30 38 Fax +32 2 221 31 43
e-mail: hans.dedyn@nbb.be

- Comptes des administrations publiques
Claude Modart Tél. +32 2 221 30 26 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: claude.modart@nbb.be

- Comptes trimestriels, estimation flash
Pierre Crevits Tél. +32 2 221 30 29 Fax +32 2 221 31 07
e-mail: pierre.crevits@nbb.be

- Comptes régionaux, agrégats par branche d'activité
Monica Maesele Tél. +32 2 221 30 28 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: monica.maesele@nbb.be

- Comptes régionaux, comptes des ménages
Erwin Debisschop Tél. +32 2 221 30 16 Fax +32 2 221 32 30
e-mail: erwin.debisschop@nbb.be

Remarque générale

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

Le site internet de la Banque Nationale de Belgique présente le calendrier de publication des principales statistiques économiques établies par la Banque et l'ICN.

<http://www.nbb.be/doc/DQ/F/calthema.htm>

En application de la SDDS (IMF's Special Data Dissemination Standard), ce calendrier reprend toutefois également toutes les statistiques de la SDDS. Les dates de publication sont celles qui ont été communiquées par l'institution qui établit la statistique; certaines d'entre elles publient par leurs propres canaux des calendriers de publication plus détaillés de leurs statistiques que ceux mentionnés sur le site internet de la Banque.

Signes conventionnels

e	estimation
p	provisoire
-	la donnée n'existe pas ou n'a pas de sens
n.d.	non disponible
n.d.a.	non dénommé ailleurs
p.m.	pour mémoire
p.c.	pour cent
0 ou 0,0	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue

Commandes

Commandes et renseignements sur les abonnements et réductions: Banque nationale de Belgique, service Documentation - Publications, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Tél. +32 2 221 20 33 - Fax +32 2 221 30 42
documentation@nbb.be

Pour plus d'informations

Les personnes qui désirent plus d'informations sur le contenu, la méthodologie, les méthodes de calcul et les sources peuvent se mettre en rapport avec le service Statistique financières et économiques de Banque nationale de Belgique

Tél. +32 2 221 30 26 - Fax +32 2 221 32 30
nationalaccounts@nbb.be

Editeur responsable

Jean-Jacques Vanhaelen

Chef du département Statistique générale

Banque nationale de Belgique
boulevard de Berlaimont 14 – BE-1000 Bruxelles

© Illustrations: fotostockdirect - goodshot
gettyimages - photodisc
Banque nationale de Belgique

Mise en page: Statistique générale BNB
Couverture: Prepress & Image

Publié en août 2005